

Les programmes du secteur ADMINISTRATION, ÉCONOMIQUE ET RELATIONS INDUSTRIELLES

Mise à jour des données sur les programmes et
suivi des recommandations de la Commission
des universités sur les programmes

Rapport n° 20 transmis par le Comité de suivi
sur les programmes au Comité des affaires
académiques
Novembre 2005



CREPUQ
CONFÉRENCE DES RECTEURS
ET DES PRINCIPAUX
DES UNIVERSITÉS DU QUÉBEC

Table des matières

Introduction	1
Chapitre 1	Mise à jour des données sur les programmes, leurs effectifs et les unités académiques responsables 3
Chapitre 2	Suivi des recommandations de la Commission des universités sur les programmes (CUP)..... 27
Chapitre 3	Bilan de la situation depuis les travaux de la CUP 35
Annexe I	Mandat du Comité de suivi sur les programmes et des groupes de travail (abrégé) 39
Annexe II	Listes des membres du Comité de suivi sur les programmes et du Groupe de travail..... 43
Annexe III	Tableaux sur les effectifs étudiants, le corps professoral, le financement de la recherche et sur quelques données supplémentaires relatives au domaine de l'administration 45

Introduction

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec a résolu en novembre 2000 de donner suite à trois recommandations du rapport final de la Commission des universités sur les programmes (CUP), soit la mise à jour des données sur les programmes, le suivi des recommandations des rapports sectoriels de la Commission et un bilan de la situation des programmes. Le mandat de piloter cette opération a été confié au Comité des affaires académiques de la CREPUQ.

À cette fin, des groupes de travail ont été mis sur pied dans chacun des secteurs ou regroupements disciplinaires à l'image des sous-commissions qui avaient été formées dans le cadre des travaux de la CUP; les établissements universitaires qui offrent des programmes de grade dans un secteur donné ont désigné leur représentant au Groupe de travail correspondant. La supervision du travail est assurée par le Comité de suivi sur les programmes composé de professeurs honoraires, provenant de disciplines et d'établissements différents, qui connaissent bien le système universitaire et jouissent d'une bonne crédibilité auprès de la communauté. Chaque Groupe de travail tient deux réunions – ou trois, à titre exceptionnel – et produit un rapport à l'intention du Comité des affaires académiques. Le mandat plus détaillé du Comité de suivi sur les programmes et des groupes de travail est présenté en Annexe II, de même que les listes des membres du Comité de suivi et du Groupe de travail sur les programmes en administration.

Plusieurs recommandations contenues dans les rapports sectoriels de la Commission faisaient état de rapports de suivi à présenter à des dates précises dans le passé. Dans la plupart des cas, ces présentations n'ont pas eu lieu. Par ailleurs, dès les premières délibérations des groupes de travail, on a noté le manque de précision de certaines recommandations quant à l'identification des responsables des initiatives à prendre.

Considérations méthodologiques

Le nouvel inventaire des programmes tient compte de tout changement, retrait ou ajout depuis la publication du rapport sectoriel de la CUP **paru en janvier 2000 (rapport n° 19)**. La programmation a été mise à jour et vérifiée à partir des sites Web ou des annuaires des établissements et des renseignements fournis par les représentants institutionnels lors des réunions.

Les données les plus récentes et les plus pertinentes sur les programmes sont recueillies à même deux sources. Généralement, les données sur les inscriptions, nouvelles inscriptions et diplômés viennent du Système de gestion des données sur l'effectif universitaire (GDEU) qui remplace l'ancien système de recensement des clientèles universitaires (RECU) du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Il convient de noter que les données sur les effectifs étudiants les plus récentes qui sont disponibles dans GDEU sont celles de l'année 2003. Les inscriptions sont celles des sessions d'automne. Les nouvelles inscriptions et les diplômés représentent les totaux de l'année civile. Tous les autres renseignements proviennent des bureaux de recherche institutionnelle des établissements ou leur équivalent. Autant que possible, les données présentées et la manière dont elles le sont reflètent celles des rapports sectoriels de la CUP qui constituent le point de départ obligé des travaux, exception faite de la numérotation des tableaux. Certaines informations peuvent avoir été enlevées ou ajoutées selon leur pertinence en lien avec le présent exercice. Dans le cas des données sur les taux de diplomation et les taux de placement, elles n'ont pu être mises à jour en raison de l'absence d'études plus récentes.

Chapitre 1

Mise à jour des données sur les programmes, leurs effectifs et les unités académiques responsables

1.1 Domaine de l'administration

Les programmes en administration sont présentés au Tableau 1.1, selon les mêmes huit champs d'études que ceux figurant dans le tableau synthèse des programmes du rapport sectoriel n° 19 de la Commission des universités sur les programmes (CUP) : administration des affaires, gestion des entreprises et de la production; sciences comptables (auquel on a ajouté fiscalité); finance et opérations bancaires; systèmes d'information et recherche opérationnelle; marketing; gestion internationale; gestion des ressources humaines; administration publique. De plus, les notes infrapaginales du Tableau 1.1 tiennent lieu de liste des programmes en vigueur à l'automne 2004 au sein des établissements dans le domaine de l'administration.

Quant au Tableau 2.1, il donne le détail des changements observés dans la programmation en administration (fermeture, suspension des admissions, créations et révisions majeures) depuis la production du rapport n° 19 de la CUP, changements ayant eu lieu entre l'hiver 1998 et l'automne 2004. Cela étant, les programmes créés ou abandonnés ne sont pas tous mentionnés dans le texte, mais ils apparaissent aux Tableaux 1.1 et 2.1.

Au premier cycle, on constate d'abord que de nombreux changements sont survenus dans l'offre des programmes depuis 1999 et particulièrement dans les certificats. Des certificats ont été abandonnés dans divers champs d'études de l'administration. En finance et en opérations bancaires, le certificat en assurance de personnes et le certificat en assurance et en intervention financière de la TÉLUQ ont été fermés; le certificat en planification financière de l'UQTR est en suspension d'admissions; et le certificat en gestion d'entreprise du secteur financier de HEC Montréal n'est plus offert.

Dans le champ d'études de la finance, on note aussi que plusieurs certificats ont été instaurés au cours des dernières années. HEC Montréal a créé un certificat en planification financière personnelle. L'Université Laval offre un certificat en services financiers et un certificat en assurance et rentes collectives. D'autre part, le certificat en planification financière, mis sur pied par l'UQAM, est maintenant offert par extension à l'UQAC, à l'UQO, à l'UQAR et à la TÉLUQ. Le certificat en assurance et produits financiers de l'UQAM est maintenant offert par extension à l'UQAR. L'UQAT n'offre toutefois plus par extension le certificat en planification financière de l'UQAM.

Par ailleurs, l'Université Bishop's offre un *Certificate in Human Resources*, offert par l'Éducation permanente. HEC Montréal offre sept nouveaux certificats dont cinq en administration des affaires ou gestion d'entreprise et de la production : gestion de projets, analyse des processus organisationnels, création d'entreprise, certificat en gestion et environnement et leadership organisationnel. La TÉLUQ offre un nouveau certificat en administration de services, tandis que le certificat en administration des services de l'UQO est en suspension d'admissions.

Parmi les nouveaux certificats offerts dans le champ des systèmes d'information et recherche opérationnelle, on compte : le certificat en affaires électroniques de l'Université Laval, le certificat en gestion informatisée et affaires électroniques de l'UQAM, ainsi qu'un certificat en commerce électronique de HEC Montréal. Le certificat en informatique pour

gestionnaires du même établissement a été remplacé par le certificat en Technologies de l'information.

Dans le champ d'études en administration publique, l'UQTR a instauré deux certificats qui s'ajoutent au certificat en gestion des organisations policières, qu'elle offrait déjà dans le même domaine. Il s'agit du certificat en gestion d'un bureau d'enquêtes et du certificat en direction des organisations policières.

Enfin, dans le réseau de l'Université du Québec, diverses mineures ont été créées : une mineure en immobilier à l'UQAM, une mineure en administration à l'UQAM, à l'UQAR et à l'UQTR; une mineure en gestion des ressources humaines à l'UQAC, de même qu'une mineure en gestion à l'UQAT.

En ce qui concerne les programmes de baccalauréat, les deux anciens baccalauréats en sciences comptables de l'UQAM ont fait l'objet d'une rationalisation et ne forment désormais qu'un seul baccalauréat en sciences comptables comportant trois concentrations : expertise comptable (CA), performance financière (CGA) et comptabilité de management (CMA). De même, en 2001, l'UQAM a créé un cheminement intégré DEC-Baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie, concentration en gestion hôtelière et de restauration, en partenariat avec l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec. L'UQAR a mis sur pied un baccalauréat avec majeure en transport maritime et mineure en administration. Dans les autres établissements, les changements concernent essentiellement l'ajout ou le retrait de concentrations ou le changement de libellé de programme, comme l'indique le Tableau 2.1.

Aux études de cycles supérieurs, on observe que les principaux changements survenus au cours des dernières années concernent les diplômes de deuxième cycle ou les diplômes d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.). De façon générale, on note que des programmes de deuxième cycle ont été créés en fonction des besoins spécialisés en administration, en gestion de projet, en sciences comptables, en commerce électronique et en administration publique.

HEC Montréal a créé quatre D.E.S.S. : commerce électronique, communication marketing, gestion de la chaîne logistique et juricomptabilité, offert en collaboration avec l'École Rotman de gestion de l'Université de Toronto. Dans ce dernier cas, le peu d'inscriptions pourrait toutefois bientôt mener à la suspension des admissions dans le programme. À l'Université Concordia, de nouveaux certificats de deuxième cycle (*Graduate Certificates*) ont été mis sur pied depuis 1999 : *Event Management and Fundraising*, *Community Organizational Development* et *e-Business*. Ces certificats ont été créés pour répondre aux besoins des personnes qui cherchent un programme spécialisé de courte durée dans des secteurs spécifiques. L'Université Laval offre un diplôme de deuxième cycle en affaires électroniques.

Dans le réseau de l'Université du Québec, un D.E.S.S. en gestion de projet est offert conjointement par l'UQAC, l'UQO, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT et l'UQTR. L'ENAP offre, pour sa part, un D.E.S.S. en administration publique, qui est offert à distance au Québec et à l'étranger, ainsi qu'un D.E.S.S. en administration internationale. L'UQAR a par ailleurs mis sur pied un D.E.S.S. en gestion des personnes en milieu de travail, qui s'ajoute à la maîtrise dans le même champ d'études.

Certains D.E.S.S. ont été fermés. À HEC Montréal, le diplôme de deuxième cycle en sciences administratives (DSA), le D.E.S.S. en montage et gestion de projets d'aménagement et le D.E.S.S. en finance d'entreprise ont été abolis. Par ailleurs, le D.E.S.S. en finance

d'entreprise, anciennement offert par la TÉLUQ et HEC Montréal, n'est plus offert que par la TÉLUQ. Le D.E.S.S. en comptabilité de management de l'UQO a été remplacé par le DESS exécutif CMA. À l'Université de Sherbrooke, le D.E.S.S. en comptabilité financière est en suspension d'admissions et a été remplacé par une concentration en sciences comptables dans la M. Sc.

Dans les programmes de maîtrise, HEC Montréal offre conjointement avec la Faculté de droit et le Département d'informatique et recherche opérationnelle (DIRO) de l'Université de Montréal, une maîtrise ès Sciences en commerce électronique (M.C.E.). HEC Montréal offre aussi, conjointement avec la Faculté de droit de l'Université de Montréal, une option en fiscalité dans la maîtrise en droit (LL. M.).

La Faculté de droit et la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke offrent conjointement une formation combinée de baccalauréat en droit (LL.B.) avec une maîtrise en administration des affaires en régime coopératif (MBA).

L'UQAM a procédé, au cours des années récentes, à la création de nombreux cheminements spécialisés dans la maîtrise en administration des affaires (MBA pour cadres) : conseil en management, entreprises collectives, financement des entreprises, gestion de la technologie, gestion des bio-industries, gestion des villes et métropoles, gestion du tourisme international et des services d'accueil et logistique et transport.

À noter que le MBA pour cadres de l'UQAM est désormais offert par extension au campus de Lévis de l'UQAR. Par contre, la maîtrise en analyse et gestion urbaines, anciennement offerte par l'UQAM, l'INRS Urbanisation, Culture et Société et l'ENAP, n'est maintenant offerte que par l'ENAP. La maîtrise en gestion des organisations de l'UQAC est désormais offerte par extension à l'UQAT. L'UQO offre une maîtrise en administration des affaires (MBA), profil spécialisé en services financiers (*MBA Financial Services*) et profil spécialisé en sciences comptables MBA exécutif CMA (*MBA CMA Executive Program*). Il s'agit de deux programmes de l'UQAM offerts par extension dans une version bilingue à l'UQO.

À l'UQTR, un programme de MBA est maintenant offert, en remplacement de la maîtrise en gestion des PME et de leur environnement.

Quant aux programmes de doctorat, le seul changement au troisième cycle concerne la fin de l'offre par extension à l'UQAC du doctorat en administration de l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de l'Université d'Aix-en-Provence.

Observations sur l'évolution des effectifs étudiants en administration

Il convient de rappeler que les données sur les effectifs étudiants les plus récentes qui sont disponibles dans le *Système de gestion des données sur l'effectif universitaire* (GDEU) du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) sont celles de l'année 2003.

Les données sur les inscriptions, les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés par programme sont présentées aux Tableaux 3.1 à 3.17 (voir Annexe III). Aux données sur les programmes de baccalauréat (Tableaux 3.1 à 3.3), s'ajoutent les données sur les certificats (Tableaux 3.4 à 3.12), les diplômes de deuxième cycle (Tableau 3.13), les maîtrises (Tableaux 3.14 à 3.16) de même que les doctorats (Tableau 3.17).

Au premier cycle, les effectifs étudiants dans l'ensemble des programmes de baccalauréat en administration et en sciences comptables ont connu une hausse significative entre 1998

et 2003, comme l'indique le Tableau 3.1. En ce qui concerne l'évolution des inscriptions totales dans l'ensemble des certificats, on constate, de manière globale, qu'elles ont diminué au cours des dernières années, et ce, même si les effectifs ont augmenté dans certains établissements (Tableau 3.4). On note par ailleurs, à la lecture des Tableaux 3.5 à 3.12, que leur situation est plutôt variable selon les divers champs d'études.

Aux études de cycles supérieurs, les effectifs ont connu une hausse considérable dans les diplômes de deuxième cycle (Tableau 3.13), compte tenu notamment des nombreux programmes qui ont été mis sur pied depuis 1999. Les inscriptions dans l'ensemble des programmes de maîtrise en administration ont connu une croissance fulgurante au cours des dernières années (Tableau 3.14). Au doctorat, les inscriptions dans l'ensemble des programmes de troisième cycle ont également augmenté de manière significative (Tableau 3.17).

Les unités académiques et le corps professoral dans le secteur

Le Tableau 4.1 (administration), le Tableau 4.2 (économique) et le Tableau 4.3 (relations industrielles), en Annexe III, présentent quelques données de base sur le personnel enseignant pour chacun des établissements, soit l'évolution des effectifs professoraux en 1992, 1998 et 2004, le nombre de détenteurs de doctorat, l'âge moyen, le nombre de professeurs de 60 ans et plus en 2004, ainsi que le nombre de cours de trois crédits donnés par des chargés de cours.

Le Tableau 5.1 (administration), le Tableau 5.2 (économique) et le Tableau 5.3 (relations industrielles) présentent le financement de la recherche, en précisant le niveau de subventions d'organismes reconnus par le MELS et le financement provenant d'autres sources. Il est à noter que les données les plus récentes disponibles sur le financement de la recherche peuvent notamment ne pas comprendre les montants reçus de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et doivent être interprétées avec circonspection.

Le Tableau 6 présente le ratio des effectifs étudiants au temps complet (EEETC) par professeur, pour chacun des 11 secteurs disciplinaires, en 2003-2004, indiquant clairement que le secteur administration est celui qui présente le ratio le plus élevé.

Le Tableau 7 présente l'évolution des salaires moyens des professeurs adjoints et agrégés en administration au Canada, ainsi que la moyenne des salaires à l'embauche des professeurs nouvellement détenteurs de doctorats. Ce dernier indicateur illustre l'inflation des salaires causée, entre autres considérations, par la pénurie de diplômés de troisième cycle nécessaires au renouvellement du corps professoral.

1.2 Domaine de l'économie

Les programmes en économie¹ sont présentés au Tableau 1.2 et les notes de ce tableau tiennent lieu de liste des programmes en vigueur à l'automne 2004.

Quant au Tableau 2.2, il donne le détail des changements survenus dans la programmation en économie (fermeture, suspension des admissions, créations et révisions majeures) depuis la production du rapport sectoriel de la CUP, changements ayant eu lieu entre l'hiver 1998 et l'automne 2004.

¹ Les termes économique et sciences économiques sont, tout comme dans le rapport sectoriel n° 19 de la CUP, utilisés de façon synonymique.

Au premier cycle, trois certificats ou mineures ne sont plus offerts (suspension de la fonction mineure en économie de l'Université Laval, fermeture du mineur en études des institutions économiques de l'Université de Montréal et du certificat en économie de l'Université du Québec en Outaouais), tandis qu'une mineure en économie et société a été créée à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Au baccalauréat, on note la création d'un *B.Sc. – Honours Economics – concentration in Mathematical Economics* à l'Université Bishop's, d'un baccalauréat intégré en économie et politique à l'Université Laval, de même que d'un baccalauréat bidisciplinaire en mathématiques et économie à l'Université de Montréal. L'Université du Québec à Trois-Rivières a, quant à elle, procédé à la suspension des admissions dans le baccalauréat en économie de gestion. À l'Université de Sherbrooke, le baccalauréat en économie mène au grade de B.Sc. plutôt que de B.A. comme ce fut le cas auparavant.

Les changements survenus dans l'offre de programmes aux **cycles supérieurs** concernent principalement la création d'un D.E.S.S. et d'une maîtrise en finance mathématique et computationnelle de l'Université de Montréal. À l'Université de Sherbrooke, la maîtrise en économie est dotée, depuis 2001, d'un grade de M.Sc. plutôt que de M.A et un nouveau cheminement accéléré baccalauréat-maîtrise en économie est offert.

Observations sur l'évolution des effectifs étudiants en économie

Les données sur les inscriptions, les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés par programme sont présentées aux Tableaux 3.18 à 3.22 (voir Annexe III). Aux données sur les programmes de baccalauréat (Tableau 3.18), s'ajoutent les données sur les certificats et mineures (Tableau 3.19), les D.E.S.S. et diplômes de deuxième cycle (Tableau 3.20), de maîtrise (Tableau 3.21) de même que les doctorats (Tableau 3.22). On rappelle que les données les plus récentes disponibles pour la mise à jour sont celles de l'année 2003.

Au premier cycle, les inscriptions dans l'ensemble des programmes de baccalauréat ont connu une hausse très significative au cours des dernières années. Les effectifs étudiants totaux dans les certificats ou les mineures sont également en augmentation.

On note que les effectifs étudiants dans les programmes de maîtrise se sont relativement maintenus ou, selon les établissements, ont augmenté entre 1998 et 2003. Quant aux inscriptions totales dans l'ensemble des doctorats en économie, elles ont connu une baisse entre 1998 et 2001, puis une hausse marquée en 2002 et 2003.

1.3 Domaine des relations industrielles

Les programmes en relations industrielles sont présentés au Tableau 1.3 dont les notes tiennent lieu de liste des programmes en vigueur dans le domaine à l'automne 2004. Le Tableau 2.3 présente les changements observés entre l'hiver 1998 et l'automne 2004 dans l'offre de programmes en relations industrielles (fermeture, suspension des admissions, créations et révisions majeures).

Peu de changements sont survenus dans l'offre de programmes **au premier cycle**: l'Université du Québec en Outaouais offre une mineure et un certificat en politiques publiques du travail et, à la TÉLUQ, le certificat en relations industrielles a été remplacé par le certificat en relations de travail.

Aux cycles supérieurs, l'Université du Québec en Outaouais offre un D.E.S.S. en relations industrielles et en ressources humaines. À l'Université de Montréal, au D.E.S.S. en santé et sécurité au travail, qui avait été omis dans le rapport sectoriel de la CUP, s'ajoute un D.E.S.S. en relations industrielles. Par ailleurs, le doctorat en relations industrielles de l'Université Laval est désormais offert par extension à l'Université du Québec en Outaouais.

Observations sur l'évolution des effectifs étudiants en relations industrielles

Les données sur les inscriptions, les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés par programme sont présentées aux Tableaux 3.23 à 3.27 (voir Annexe III). Aux données sur les programmes de baccalauréat (Tableau 3.23), s'ajoutent les données sur les certificats et mineures (Tableau 3.24), les D.E.S.S. et diplômes de deuxième cycle (Tableau 3.25), de maîtrise (Tableau 3.26) de même que les doctorats (Tableau 3.27). À noter que les données de GDEU les plus récentes disponibles pour la mise à jour sont celles de l'année 2003.

Comme l'indique le Tableau 3.23, les inscriptions totales dans l'ensemble des baccalauréats en relations industrielles ont connu une hausse très significative entre 1998 et 2003. Les inscriptions totales des programmes de certificats et de mineures dans le domaine ont aussi augmenté au cours des dernières années (Tableau 3.24).

Aux cycles supérieurs, les inscriptions totales et les nouvelles inscriptions ont également connu une croissance dans l'ensemble des programmes de D.E.S.S. (Tableau 3.25), de maîtrises (Tableau 3.26) et de doctorats (Tableau 3.27).

Tableau 1.1
Offre de programmes dans le secteur de l'administration à l'automne 2004 *

Légende
• : programme
○ : nouveau ou substantiellement modifié ou révisé
⊙ : omis dans le rapport sectoriel de la CUP
◆ : possibilité d'obtenir un baccalauréat avec majeure (programme non comptabilisé)
c : cheminement, concentration, option, profil, orientation ou spécialisation
X : en suspension d'admissions ou fermé

	Bishop's	Concordia	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQO	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	TÉLUQ	TOTAL	**														
Adm. des affaires, gestion des entreprises, de la production et des organisations																															
Certificat/Mineure	...	1	•⊙	2	••• •••••	3	•••⊙	4	•••	5			•••⊙⊙	6	•⊙	7	•X	8	•••••⊙⊙	9	••⊙	10	•⊙	11	•⊙	12		••⊙	13	44	
Majeure	◇		◇				◇														⊙										
Baccalauréat	••	14	••	15	•	16	•	17	•	18			•	19	•	20	•	21	•••	22	••⊙	23	•	24	•	25		•	26	18	
Diplôme 2 ^e cycle ou D.E.S.S.			••⊙⊙	27	XX•••⊙	28	••	29	•	30	•	31	•••••	32	⊙	33	⊙	33	••⊙⊙	33, 34	⊙⊙	33, 35	⊙	33	⊙	33	•X⊙	41, 47		20	**
Maîtrise			••	36	••	37	••	38	•••	39			•••	40	•••	41, 42	••⊙	41, 43	•••	41, 44	••⊙	41, 45	⊙••	41, 46	•X⊙	41, 47			23	**	
Doctorat			•	48	•	48	•	49	•	48			•	50	X	51			•	48				•	50				3	**	
																		108													
Sciences comptables et fiscalité																															
Certificat/Mineure				••	52	•	53	••	54		•	55	•⊙	56	••	57	••	58	•	59	•	60	••	61						16	
Majeure			◇					◇																							
Baccalauréat	C		C	62	C		C	C	63				C	•			XX	•	64	•		•	•	•	•	•				6	
Diplôme 2 ^e cycle ou D.E.S.S.			•⊙	65	••⊙	66	X•	67	•	68			•X⊙	69	•	70	•X⊙	70, 71	••	70, 72	•	70	•	70	•	70				11	**
Maîtrise				•	73	C		C		C			•⊙	74		⊙	75	•					⊙⊙						6		
Doctorat			C		C			C										C												39	
Finance et opérations bancaires																															
Certificat/Mineure				X•⊙	76	⊙⊙	77			•	78	•X	79, 80	•	79	X⊙⊙	•	79, 81	••	79, 82	X	79	X	83		•X•	79, 84	11	**		
Majeure			◇					◇																							
Baccalauréat	C		C	85	C		C	C	86		C		C		C		C		C		C		C		C		C				
Diplôme 2 ^e cycle ou D.E.S.S.				X	87			C					C		⊙	88		89				•	90		•	91			4		
Maîtrise			C		C		C	C			C			C		⊙C	92												1		
Doctorat			C		C		C	C									C												16		
Systèmes d'information et recherche opérationnelle																															
Certificat/Mineure				•⊙	93	⊙	94	••	95		•	96			•	97	•	98												8	
Majeure			◇					◇																							
Baccalauréat	C		C	99	C		C	C	100		C			C		C						•	101		C				1		
Diplôme 2 ^e cycle ou DESS			⊙	102	⊙	103	⊙	104	⊙	105																			4		
Maîtrise			C		⊙	106	C	C			C⊙																				
Doctorat			C		C			C									C												13		
Marketing																															
Certificat/Mineure				••	107			•	108		•	109	•⊙	110		•	111	⊙	112			•	113							9	
Majeure			◇					◇																							
Baccalauréat	C		C	114	C		C	C	115		C		C		C		C		C		C		C		C						
Diplôme 2 ^e cycle ou D.E.S.S.				⊙	116			C			C																		1		
Maîtrise			C		C		C	C									C														
Doctorat			C		C			C									C													10	

Tableau 1.1 (suite)

	Bishop's	Concordia	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQO	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	TELUQ	TOTAL **
Gestion internationale																
Certificat/Mineure			• ¹¹⁷							• ¹¹⁸						2
Majeure		◊			◊											
Baccalauréat	c	c ¹¹⁹	c	c	c			c	c	c						
Diplôme 2 ^e cycle ou D.E.S.S.					c		⊙ c ¹²⁰							⊙ ¹²¹		2
Maîtrise				c	c					c						
																4
Gestion des ress. humaines																
Certificat/Mineure	⊙ ¹²²		•• ¹²³		• ¹²⁴		• ¹²⁵	•⊙ ¹²⁶		• ¹²⁷	• ¹²⁸	• ¹²⁹	• ¹³⁰		• ¹³¹	12
Majeure		◊			◊											
Baccalauréat	c	c ¹³²	c	c	c ¹³³		c	c	c	• c ¹³⁴	c	c	c		c	1
Diplôme 2 ^e cycle ou D.E.S.S.											⊙ ¹³⁵					
Maîtrise			c		c					c	• ¹³⁶					1
Doctorat		c	c		c					c						14
Administration publique																
Certificat/Mineure						• ¹³⁷	⊗ ¹³⁸	⊗ ¹³⁹		⊙⊙ ¹⁴⁰			•⊙⊙ ¹⁴¹			6
Majeure																
Baccalauréat						⊙ ¹⁴²	⊗		c							1
Diplôme 2 ^e cycle ou D.E.S.S.		• ¹⁴³									• ¹⁴⁴			•• ^{144, 145}		3
Maîtrise										⊗ c ¹⁴⁶				•• ^{146, 147}		2
Doctorat														• ¹⁴⁸		1
																13

* Source : établissements universitaires.

** Les microprogrammes, programmes courts et les programmes privés (autofinancés, ou « délocalisés») ne sont ni présentés ni comptabilisés ici.

** Les programmes offerts conjointement ou en extension ne comptent que pour un seul programme dans le total.

** Les options, concentrations ou spécialisations ne sont pas comptabilisées dans le total des programmes.

GRAND TOTAL 217

Notes du Tableau 1.1

- 1 *Certificate in Arts Management* (offert par l'éducation permanente); *Certificate in Business Administration; Business Minor*.
- 2 *Certificate in Business Studies* et *Minor in Business Studies*.
- 3 Certificat en administration; certificat en gestion d'entreprise; certificat en gestion des opérations et de la production; certificat en analyse des processus organisationnels; certificat en création d'entreprise; certificat en gestion et environnement; certificat en gestion de projets et certificat en leadership organisationnel.
- 4 Certificat en administration; certificat en gestion des organisations; certificat en gestion du développement touristique; certificat en leadership du changement.
- 5 *Certificate in Management, Certificate in Risk Management; Certificate in Transport and Logistics*, offerts par l'éducation permanente.
- 6 Certificat d'administration des affaires; certificat de management; mineure en administration (offerte exclusivement aux étudiants du baccalauréat en économique); certificat de gestion des coopératives; certificat de gestion des organisations.
- 7 Certificat en administration et mineure en administration.
- 8 Certificat en administration et certificat en administration de services (en suspension d'admissions).
- 9 Certificat de perfectionnement en gestion; certificat en administration; certificat en administration des services; certificat en immobilier; mineure en administration; mineure en immobilier.
- 10 Certificat en administration; certificat en entrepreneurship; mineure en administration.
- 11 Certificat en administration; mineure en gestion.
- 12 Certificat en administration; mineure en administration.
- 13 Certificat en administration; certificat en gestion du travail de bureau; certificat en administration des services.
- 14 *Bachelor of Business Administration* (BBA); *Bachelor of Arts* (BA) avec *Major in Business*.
- 15 *Bachelor of Administration with Specialization in General Administration*. Le *Bachelor of Commerce* offre la possibilité de suivre 9 Majors (*Accountancy, Management Information Systems, Economics, Finance, Human Resources Management, International Business, Management, Marketing, Operations Management*) et 13 Minors (*Financial Accountancy, Managerial Accountancy, Operations Management, Management Information Systems, Electronic Business Systems, Economics, Finance, International Business, Management, Entrepreneurship & Small Business Management, Human Resource Management, Marketing*).
- 16 Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.).
- 17 Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.) offrant la possibilité de suivre les cheminements suivants: comptabilité, entrepreneuriat et gestion de PME, finance, gestion des ressources humaines, gestion des risques et assurance, gestion du tourisme, gestion internationale, gestion urbaine et immobilière, marketing, opérations et logistique, réalisation de systèmes d'information, comptabilité générale, comptabilité de management, services financiers, systèmes d'information organisationnels. Les étudiants peuvent également suivre un cheminement «sur mesure» ou «généraliste».
- 18 *Bachelor of Commerce* (Bcom) offrant 11 concentrations de 15 crédits (*Accounting, Entrepreneurship, Finance, Information Systems, International Business, Labour-Management Relations, Management Science, Marketing, Operations Management, Organizational Behaviour and Human Resources Management, Strategic Management*); 8 Majors (*Accounting, Ecomomics, Finance, Information Systems, Labour-Management Relations, Marketing, Mathematics, Psychology*) et 3 Honours (*Economics, Economics-Accounting, Economics-Finance*).
- 19 Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.) offrant les six concentrations suivantes : comptabilité, finance, gestion de l'information et des systèmes, gestion des ressources humaines, management et marketing.
- 20 Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.) comprenant quatre concentrations: finance, gestion des ressouces humaines, marketing et gestion internationale.
- 21 Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.) comportant trois cheminements: régulier, coopératif et international et les concentrations suivantes (entrepreneurship, marketing et relations publiques, gestion des personnes).
- 22 Baccalauréat en administration (B.A.A.) offrant les concentrations suivantes: finance, marketing, ressources humaines, systèmes d'information, gestion des opérations, gestion internationale, carrière internationale, administration de régimes de retraite; baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie; baccalauréat en gestion et design de la mode (programme conjoint avec l'École supérieure de mode de Montréal.)
- 23 Baccalauréat en administration (B.A.A.) offrant les six concentrations suivantes: services financiers, gestion des ressources humaines, finance corporative, marketing, entrepreneurship, stage, systèmes d'information organisationnels; baccalauréat avec majeure en transport maritime et mineure en administration.
- 24 Baccalauréat en administration comportant quatre cheminements spécialisés avec stage (entrepreneurship, ressources humaines, marketing et finance) et un cheminement personnalisé sans stage.
- 25 Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.) comportant deux cheminements (cheminement de 90 crédits (3 ans) et de 120 crédits (4 ans)) et les concentrations suivantes: marketing, finance, logistique, gestion des ressources humaines, entrepreneuriat et management innovateur.
- 26 Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.) offrant huit concentrations: marketing, gestion des organisations, gestion des ressources humaines, gestion internationale, planification fiscale, financière et successorale, technologie et systèmes d'information, méthodes quantitatives et économie.
- 27 *Diploma in Sport Administration; Diploma in Administration; Graduate Certificate in Community Organizational Development; Graduate Certificate in Event Management and Fundraising*.
- 28 D.E.S.S. en montage et gestion de projets d'aménagement (plus offert); diplôme de 2^e cycle en sciences administratives (D.S.A.) (plus offert); D.E.S.S. en gestion des entreprises du secteur de l'énergie, diplôme d'études supérieures en gestion (D.E.S.S.G); D.E.S.S. en gestion des organismes culturels; D.E.S.S. en gestion de la chaîne logistique.
- 29 Diplôme de 2^e cycle en administration des affaires; diplôme de 2^e cycle en gestion et développement des organisations.
- 30 Diplôme de 2^e cycle en management.
- 31 Le D.E.S.S. en montage et gestion de projets d'aménagement, anciennement offert conjointement par HEC Montréal, l'École Polytechnique et l'Université de Montréal, n'est plus offert que par la Faculté de l'aménagement de l'UdeM.
- 32 Diplôme de 2^e cycle de gestion; diplôme de 2^e cycle de gestion du développement de collectivités locales; diplôme de gestion en développement des coopératives; diplôme de 2^e cycle de gestion des organisations; diplôme de 2^e cycle de gestion de l'environnement.
- 33 Le diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) en gestion de projet est un programme réseau de l'UQ offert conjointement par l'UQAC, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT, l'UQO et l'UQTR.
- 34 D.E.S.S. en conseil de management et D.E.S.S. en gestion et planification du tourisme.
- 35 D.E.S.S. en gestion de ressources maritimes.
- 36 *Master of Business Administration* (M.B.A.), *Master of Science in Administration* (M. Sc.).
- 37 Maîtrise en administration des affaires (M.B.A.) offrant les profils de spécialisation suivants: chaîne d'approvisionnement; direction générale; entrepreneurship, gestion des ressources humaines; gestion du secteur de l'énergie, gestion financière d'entreprise; gestion internationale; marketing; placement et gestion de portefeuille et technologies de l'information et maîtrise ès sciences en gestion (M. Sc.) offrant les options suivantes: comptabilité, économie appliquée, économie financière appliquée, finance, gestion des opérations et de la production, gestion des ressources humaines, gestion internationale, ingénierie financière, intelligence d'affaires (nouvelle), logistique (nouvelle), management, marketing, modélisation et décision, technologies de l'information.
- 38 Maîtrise en sciences de l'administration (M.Sc.) offrant une concentration en ingénierie financière ou une concentration sur mesure; maîtrise en administration des affaires (M.B.A.) offrant les concentrations suivantes: gestion des entreprises; affaires électroniques; gestion agroalimentaire; gestion pharmaceutique; gestion de la santé et de la sécurité du travail; expertise comptable; finance; gestion des technologies de l'information; gestion manufacturière et logistique; gestion internationale; management; marketing; modélisation et décision organisationnelle; comptabilité.
- 39 *Master of Business Administration* (M.B.A.), offrant les champs d'études suivants: *International Business, Finance, Marketing, Strategic Management, Operations Management, Entrepreneurial Studies, Management for Development*); MBA - droit, MBA-médecine.
- 40 Maîtrise en administration (M.Sc. ou M. Adm.) - cheminement de type cours comportant les concentrations suivantes : gestion internationale, finance, intervention et changement organisationnel, marketing, sciences comptables, systèmes d'information et de gestion, gestion du commerce électronique (nouvelle), gestion du développement durable (nouvelle), management public et cheminement de type recherche comportant les domaines de recherche suivants: finance, gestion du commerce électronique, intervention et changement organisationnel, marketing, sciences comptables, systèmes d'information et de gestion); maîtrise en administration des affaires (M.B.A.); maîtrise en gestion et développement des coopératives.
- 41 La maîtrise en gestion de projet est un programme réseau de l'UQ offert conjointement par l'UQAC, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT, l'UQO et l'UQTR.
- 42 Maîtrise en gestion des organisations (volets de spécialisation : entrepreneurship, international, innovations dans les organisations, aspects contextuels, juridiques et éthiques de l'organisation, intervention et développement organisationnel); MBA pour cadres.
- 43 MBA en services financiers (*MBA Financial Services*).
- 44 Maîtrise en administration des affaires (M.B.A.) - profil avec et sans mémoire. Création de divers cheminements spécialisés: entre 2000 et 2003 (voir chapitre 1 et Tableau 2.1). Programme offert par extension au campus de Lévis de l'UQAR ; maîtrise en gestion et planification du tourisme.
- 45 Maîtrise en gestion des ressources maritimes, MBA pour cadres (programme de l'UQAM offert par extension à l'UQAR).
- 46 Maîtrise en gestion des organisations de l'UQAC, offerte par extension à l'UQAT; MBA pour cadres de l'UQAM, offerte par extension à l'UQAT.
- 47 Maîtrise en gestion des PME et de leur environnement (plus offerte); maîtrise en administration des affaires (M.B.A.).
- 48 Doctorat conjoint en administration des établissements montréalais : Concordia, HEC Montréal, McGill, UQAM.

- 49 Doctorat en sciences de l'administration.
- 50 Doctorat en administration (DBA); depuis 1998, le programme est offert conjointement par l'UdeS et l'UQTR.
- 51 Le doctorat en administration de l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de l'Université d'Aix-en-Provence n'est plus offert par extension.
- 52 Certificat en comptabilité professionnelle; certificat en gestion comptable des organisations.
- 53 Certificat en comptabilité.
- 54 *Certificate in Accounting, Certificate in Internal Audit*, offerts par l'éducation permanente.
- 55 Certificat de comptabilité.
- 56 Certificat en sciences comptables, mineure en sciences comptables.
- 57 Certificat en comptabilité générale, certificat en sciences comptables.
- 58 Certificat en comptabilité générale, certificat en sciences comptables.
- 59 Certificat en sciences comptables.
- 60 Certificat en sciences comptables.
- 61 Certificat en comptabilité générale, certificat en sciences comptables.
- 62 *Bachelor of Commerce (Bcomm) with Major in Accountancy*.
- 63 *Bcom with Major in Accounting*.
- 64 Les deux anciens baccalauréats (sciences comptables et comptabilité de management) remplacés par un seul baccalauréat en sciences comptables comportant trois concentrations : expertise comptable (CA), performance financière (CGA) et comptabilité de management (CMA).
- 65 *Diploma in Chartered Accountancy; Graduate Certificate in Management Accounting*.
- 66 D.E.S.S. en comptabilité publique, D.E.S.S. en fiscalité et D.E.S.S. en juricomptabilité.
- 67 Diplôme de 2^e cycle en sciences comptables, remplacé par un diplôme de 2^e cycle en comptabilité de management.
- 68 *Graduate Diploma in Public Accountancy (CA)*.
- 69 Diplôme de 2^e cycle de fiscalité, diplôme de 2^e cycle de comptabilité financière (en suspension d'admissions et remplacé par une concentration en comptabilité dans la M. Sc.).
- 70 Le D.E.S.S. en sciences comptables est un programme réseau de l'UQ offert conjointement par l'UQAC, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT, l'UQO et l'UQTR.
- 71 D.E.S.S. en comptabilité de management (plus offert) et D.E.S.S. exécutif CMA.
- 72 D.E.S.S. en comptabilité de management (programme exécutif CMA).
- 73 Maîtrise en droit, option fiscalité (L.L.M.), programme conjoint HEC Montréal et Faculté de droit de l'UdeM.
- 74 Maîtrise en fiscalité et concentration en comptabilité dans la M. Sc. (offerte en remplacement du DESS en comptabilité financière).
- 75 MBA exécutif CMA (*MBA CMA Executive Program*).
- 76 Certificat en gestion d'entreprise du secteur financier (plus offert), certificat en gestion financière, certificat en planification financière personnelle.
- 77 Certificat en services financiers et certificat en assurance et rentes collectives.
- 78 Certificat de gestion en finance.
- 79 Le certificat en planification financière est offert en extension par l'UQAM à l'UQAC, à l'UQO, à l'UQAR et à la Téléq. Les admissions sont suspendues à l'UQAT.
- 80 Certificat en assurance des personnes (plus offert).
- 81 Certificat en assurance et intervention financière (plus offert), certificat en assurance et produits financiers, certificat en finance (anciennement certificat en analyse financière).
- 82 Certificat en assurance et produits financiers (programme de l'UQAM offert par extension à l'UQAR).
- 83 Certificat en planification financière (en suspension d'admissions).
- 84 Certificat en assurance de personnes (fermé), certificat en crédit commercial.
- 85 *Bachelor of Commerce(Bcomm) with Major in Finance*.
- 86 *Bcom with Major in Finance*.
- 87 D.E.S.S. en finance d'entreprise, anciennement offert par HEC Montréal et la TÉLUQ, n'est offert que par la TÉLUQ.
- 88 D.E.S.S. en finance.
- 89 D.E.S.S. en finance.
- 90 D.E.S.S. en finance.
- 91 D.E.S.S. en finance d'entreprise.
- 92 Maîtrise (M. Sc.) en finance appliquée.
- 93 Certificat en commerce électronique et certificat en technologies de l'information (remplace le certificat en informatique pour gestionnaire).
- 94 Certificat en affaires électroniques.
- 95 *Certificate in Computer Software Technology, Certificate in Systems Analysis and Design*, offerts par l'éducation permanente.
- 96 Certificat en systèmes d'information organisationnels.
- 97 Certificat en gestion informatisée et affaires électroniques
- 98 Certificat en systèmes d'information organisationnels.
- 99 *Bachelor of Commerce (Bcomm) with Major in Management Information Systems*.
- 100 *Bachelor of Commerce (Bcom) with Major in Information Systems*.
- 101 Baccalauréat en recherche opérationnelle.
- 102 Graduate Certificate in e-Business.
- 103 D.E.S.S. en commerce électronique.
- 104 Diplôme de 2^e cycle en affaires électroniques.
- 105 *Diploma in Information Technology*.
- 106 Maîtrise ès sciences en commerce électronique (M.C.E.), offerte conjointement par HEC Montréal, la Faculté de droit et le Département d'informatique et recherche opérationnelle (DIRO) de l'UdeM.
- 107 Certificat en gestion du marketing, certificat en commerce de détail et distribution.

- 108 *Certificate in Marketing*, offert par l'éducation permanente.
- 109 Certificat en gestion du marketing.
- 110 Certificat en marketing et mineure en marketing.
- 111 Certificat en marketing.
- 112 Certificat en marketing.
- 113 Certificat en marketing.
- 114 *Bachelor of Commerce (Bcomm) with Major in Marketing*.
- 115 *Bachelor of Commerce (Bcom) with Major in Marketing*.
- 116 D.E.S.S. en Communication marketing.
- 117 Certificat en commerce international.
- 118 Certificat en commerce international.
- 119 *Bachelor of Commerce (Bcomm) with Major in International Business*.
- 120 Diplôme de 2^e cycle de gestion de la coopération et du développement international.
- 121 D.E.S.S. en administration internationale.
- 122 *Certificate in Human Resources*, offert par l'éducation permanente.
- 123 Certificat en gestion des ressources humaines et certificat en supervision.
- 124 *Certificate in Human Resources Management*.
- 125 Certificat de gestion des ressources humaines.
- 126 Certificat en gestion des ressources humaines et mineure en gestion des ressources humaines.
- 127 Certificat en gestion des ressources humaines.
- 128 Certificat en gestion des ressources humaines.
- 129 Certificat en gestion des ressources humaines.
- 130 Certificat en gestion des ressources humaines.
- 131 Certificat en gestion des ressources humaines.
- 132 *Bachelor of Commerce (Bcomm) with Major in Human Resources Management*.
- 133 *Bachelor of Commerce (Bcom) with Major in Labour-Management Relations*.
- 134 Baccalauréat en gestion des ressources humaines et concentration en gestion des ressources humaines dans le cadre du baccalauréat en administration.
- 135 D.E.S.S. en gestion des personnes en milieu de travail.
- 136 Maîtrise en gestion des personnes en milieu de travail.
- 137 Certificat en gestion appliquée à la police et à la sécurité.
- 138 Certificat en administration de la sécurité (aboli).
- 139 Certificat en sécurité publique (plus offert).
- 140 Certificat en administration des services publics et certificat en gestion des services municipaux.
- 141 Certificat en gestion des organisations policières, certificat en gestion d'un bureau d'enquêtes, certificat en direction des organisations policières.
- 142 Baccalauréat en sécurité et études policières.
- 143 *Diploma in Administration: Community Services, Public and Para-Public Organizations Option; Health and Health Care Delivery Organizations Option; Arts, Cultural Affairs and Event Management Option*.
- 144 Le D.E.S.S. en administration publique régionale est offert conjointement par l'ENAP et l'UQAR.
- 145 D.E.S.S. en administration publique.
- 146 La maîtrise en analyse et gestion urbaines n'est plus offerte que par l'ENAP.
- 147 Maîtrise en administration publique.
- 148 Doctorat en administration publique.

Tableau 1.2
Offre de programmes en sciences économiques à l'automne 2004 *

Légende

- : programme
- : nouveau ou substantiellement modifié ou révisé
- ⊙ : omis dans le rapport sectoriel de la CUP
- ◇ : possibilité d'obtenir un baccalauréat avec majeure (programme non comptabilisé)
- c : cheminement, concentration, option, profil, orientation ou spécialisation
- X : en suspension d'admissions ou fermé

	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAM	UQO	UQTR	TOTAL
Certificat			• 1								
Mineure	• 4	• 5	X 1	• 6	X 7	• 8	⊙ 9	• 2	X 3		2
Majeure	◇ 10	◇ 11	X 12	⊙ 13	◇ 14	◇					6
Baccalauréat	••⊙ 15	• 16	••⊙ 17	• 18	•••⊙ 19	•⊙ 20		• 21		X 22	14
Diplôme de 2 ^e c. ou D.E.S.S.	• 23			• 24	⊙ 24						2
Maîtrise		• 25	• 26	• 27	•⊙ 28	• 29		• 30			7
Doctorat		• 31	• 32	• 33	• 34			• 35			5
Total	4	5	6	4	9	3	1	4	0	0	36

Source : établissements universitaires.

* Les options, concentrations ou spécialisations ne sont pas comptabilisées dans le total des programmes.

** Les programmes offerts conjointement ou en extension ne comptent que pour un seul programme dans le total.

** Les microprogrammes, programmes courts et les programmes privés ne sont pas présentés ici.

Notes du Tableau 1.2

1 Certificat en économique; suspension de la fonction mineure en économique.

2 Certificat en économique.

3 Certificat en économique (plus offert).

4 *Minor in Economics*.

5 *Minor in Economics*.

6 *B.A. with Minor Concentration in Economics*.

7 Mineur en études des institutions économiques (plus offert); mineur en sciences économiques.

8 Mineure en économique.

9 Mineure en économie et société.

10 *B.A. with Major in Economics*; *B.A. with Major in Business and Economics*; *B.A. with Major in Political Economy*.

11 *B.A. with Major in Economics*.

- 12 Majeure ou diplôme en économique (en suspension des admissions).
- 13 *B.A. with Major Concentration in Economics.*
- 14 Majeur en sciences économiques.
- 15 B.A. (Honours Economics), B.A. (*Honours Economics*) – *concentration in Mathematical Economics*; B.Sc. (*Honours Economics*) – *concentration in Mathematical Economic*
- 16 *B.A. Specialization or Honours in Economics.*
- 17 B.A. spécialisé en économie comportant une orientation en sciences économiques et une autre en économie et gestion;
B.A. spécialisé en économie mathématique; baccalauréat intégré en économie et politique.
- 18 *B.A. Honours in Economics.*
- 19 Baccalauréat spécialisé en sciences économiques; baccalauréat bidisciplinaire en économie et politique baccalauréat; bidisciplinaire en économie et informatique;
baccalauréat bidisciplinaire en mathématiques et économie.
- 20 Baccalauréat en économique (offrant un cheminement accéléré baccalauréat – maîtrise en économique).
- 21 Baccalauréat (B. Sc.) en économique.
- 22 Baccalauréat en économie de gestion (en suspension d'admissions).
- 23 *Diploma in Economics* (anciennement intitulé *Diploma in Economic Policy*).
- 24 D.E.S.S. en finance mathématique et computationnelle.
- 25 *Master of Economics.*
- 26 Maîtrise en économique.
- 27 *M.A. in Economics.*
- 28 Maîtrise (M. Sc.) en sciences économiques; maîtrise en finance mathématique et computationnelle.
- 29 Maîtrise en économique.
- 30 Maîtrise en économique.
- 31 *Ph. D. in Economics.*
- 32 Doctorat en économique.
- 33 *Ph. D. in Economics.*
- 34 Doctorat en sciences économiques.
- 35 Doctorat en économique.

Tableau 1.3
Offre de programmes en relations industrielles à l'automne 2004 *

Légende

- : programme
- : nouveau ou substantiellement modifié ou révisé
- ⊙ : omis dans le rapport sectoriel de la CUP
- ◊ : possibilité d'obtenir un baccalauréat avec majeure (programme non comptabilisé)
- c : cheminement, concentration, option, profil, orientation ou spécialisation
- ✕ : en suspension d'admissions ou fermé

	Laval	McGill	UdeM	UQO	UQTR	TÉLUQ	TOTAL**
Certificat-mineure	••	1	•	2	••	•	8
Majeure	✕	6	◊	7	3, 4	4	5
Baccalauréat	•	8	•	7	9	10	4
Diplôme de 2 ^e c. ou D.E.S.S.			⊙	•	11	•	4
Maîtrise	•	14	•	15	12	•	13
Doctorat	•	17	•	18	16	17	3
				•	17		2
Total	5	1	6	7	**	1	21

Source : établissements universitaires.

- * Les options, concentrations ou spécialisations ne sont pas comptabilisées dans le total des programmes.
** Les programmes offerts conjointement ou en extension ne comptent que pour un seul programme dans le total.
** Les microprogrammes, programmes courts et les programmes privés ne sont pas présentés ici.

Notes du Tableau 1.3

- 1 Certificat en gestion des ressources humaines; certificat en relations industrielles.
- 2 Certificat en relations industrielles, offert par la Faculté de l'éducation permanente.
- 3 Certificat en psychologie du travail; certificat en relations industrielles et en ressources humaines; certificat en politiques publiques du travail; mineure en politiques publiques du travail.
- 4 À noter qu'à l'instar du rapport sectoriel no 9 de la CUP, le certificat en santé et sécurité au travail, offert par le Module en relations industrielles de l'UQO, le certificat en santé et sécurité au travail de l'UQTR et le certificat en santé et sécurité au travail de l'UQAT sont traités dans le secteur no 22 du CSP (Santé communautaire, épidémiologie et hygiène du milieu).
- 5 Certificat en relations industrielles (fermé); certificat en relations de travail.
- 6 Majeure en relations industrielles (en suspension d'admissions).
- 7 *Bachelor of Arts With Major in Industrial Relations*.
- 8 Baccalauréat en relations industrielles comprenant trois champs d'études optionnels: relations du travail et institutions; travail, gestion des ressources humaines et organisations; marché du travail et politiques publiques du marché du travail.
- 9 B.Sc. spécialisé en relations industrielles.
- 10 Baccalauréat en relations industrielles.
- 11 D.E.S.S. en santé et sécurité au travail et D.E.S.S. en relations industrielles.

- 12 D.E.S.S. en relations industrielles et en ressources humaines.
- 13 D.E.S.S en relation de travail, offert par le Département des sciences de la gestion.
- 14 Maîtrise en relations industrielles comportant des domaines d'études se regroupant les concentrations suivantes : gestion des ressources humaines; gestion du travail dans le contexte mondial; ergonomie; santé et sécurité au travail; innovation en entreprise et organisation du travail; syndicalisme, représentation et démocratie au travail; négociation et convention collective; travail, emploi et institutions et concentration générale.
- 15 Maîtrise (M.Sc.) en relations industrielles.
- 16 Maîtrise en relations industrielles et en ressources humaines (avec mémoire ou sans mémoire).
- 17 Doctorat en relations industrielles de l'Université Laval offert par extension à l'UQO.
- 18 Doctorat en relations industrielles.

Tableau 2.1 – Détail des changements¹ dans la programmation en administration survenus entre l'hiver 1998 et l'automne 2004

Établissement	Nom du programme	Suspension des admissions ou abandon	Nouveau	Modifié ou ajouté	Erreur dans le rapport de la CUP	Remarques
Bishop's	<i>Certificate in Human Resources</i>		✓			Programme de l'éducation permanente, offert depuis l'automne 2000.
Concordia	<i>Minor in Business Studies</i>				✓	Omis dans le tableau synthèse du rapport sectoriel n° 19.
	<i>Graduate Certificate in Community Organizational Development</i>		✓			Offert depuis l'été 1998.
	<i>Graduate Certificate in Event Management and Fundraising</i>		✓			Offert depuis l'été 1998.
	<i>Diploma in Administration</i>			✓		Offert depuis l'aut. 1998, et révisé par la suite (nouvelles options).
	<i>Graduate Certificate in Management Accounting</i>		✓			Offert depuis l'été 1998.
	<i>Graduate Certificate in e-Business</i>		✓			Offert depuis l'automne 2001.
HEC Montréal	Certificat en analyse des processus organisationnels		✓			Créé en 2003.
	Certificat en création d'entreprise		✓			Créé en 2001.
	Certificat en gestion et environnement		✓			Créé en 2004.
	Certificat en gestion de projets		✓			Créé en 2001.
	Certificat en leadership organisationnel		✓			Créé en 2002.
	Certificat en planification financière personnelle		✓			Créé en 2000.
	Certificat en gestion d'entreprise du secteur financier	✓				Programme fermé.
	Certificat en commerce électronique		✓			Créé en 2001.
	Certificat en informatique pour gestionnaires			✓		Remplacé par certificat en Technologies de l'information en 2003.
	D.E.S.S. en montage et gestion de projets d'aménagement	✓				Programme fermé.
	Diplôme de 2 ^e cycle en sciences administratives (D.S.A.)	✓				Programme fermé.
	D.E.S.S. en gestion de la chaîne logistique		✓			Créé en 2002.
	D.E.S.S. en gestion des entreprises du secteur de l'énergie	✓				Programme offert seulement en fonction de la demande.
	D.E.S.S. en comptabilité		✓			Créé en 2001.
	D.E.S.S. en finance d'entreprise	✓				Programme fermé.
	D.E.S.S. en commerce électronique		✓			Créé en 2000.
	D.E.S.S. en communication marketing		✓			Créé en 2000.
	Maîtrise ès Sciences en commerce électronique (M.C.E.)		✓			Créé en 2001.
	Options - Maîtrise ès sciences en gestion M.Sc.			✓		Deux nouvelles options: intelligence d'affaires et logistique.

Tableau 2.1 (suite)

Établissement	Nom du programme	Suspension des admissions ou abandon	Nouveau	Modifié ou ajouté	Erreur dans le rapport de la CUP	Remarques
Laval	Certificat en affaires électroniques		✓			Offert depuis l'hiver 2003.
	Certificat en services financiers		✓			Offert depuis l'été 2003.
	Certificat en assurance et rentes collectives		✓			Offert depuis l'automne 2002.
	Certificat en leadership du changement		✓		✓	La note p. 163 du rapport de la CUP est erronée; programme actif depuis l'hiver 1999.
	Diplôme de 2 ^e cycle en affaires électroniques		✓			Offert depuis l'automne 2001.
	Diplôme de 2 ^e cycle en sc. comptables	✓				Remplacé par un diplôme de 2 ^e cycle en comptabilité de management à l'automne 2001.
	Diplôme de 2 ^e cycle en comptabilité de management		✓			Offert depuis 2001, en remplacement du diplôme de 2 ^e cycle en sc. comptables.
	Doctorat en sciences de l'administration.			✓		Ajout d'un domaine de recherche gestion en internationale.
McGill	Rien à signaler					
UdeM	Baccalauréat en sécurité et études policières		✓			Offert depuis 2001 : Il remplace le B.Sc. sécurité et police offert à l'UdeM en 1999 et 2000.
UdeS	Certificat d'administration de la sécurité	✓				Fermé depuis l'été 2002.
	Certificat en gestion des coopératives		✓			Offert au pavillon de Longueuil depuis 1999.
	Certificat de gestion des organisations		✓			Offert depuis l'automne 1999.
	Baccalauréat en droit (LL.B.) avec une maîtrise en administration des affaires en régime coopératif (MBA)		✓			Formation combinée par la Faculté de droit et la Faculté d'administration, offerte depuis 2001.
	Diplôme de 2 ^e cycle de gestion du développement de collectivités locales		✓			Offert depuis l'automne 2001.
	Diplôme de 2 ^e cycle de gestion de la coopération et du développement international		✓			Offert depuis l'automne 2001.
	Diplôme de 2 ^e cycle de gestion des organisations		✓			Programme de formation continue offert depuis l'automne 2001.
	Diplôme de 2 ^e cycle de comptabilité financière	✓				Offert depuis l'aut. 1999, mais admissions suspendues depuis 2002. Programme remplacé par une concentration en comptabilité dans la M. Sc.
	Concentration en comptabilité - Maîtr. admin. (M. Sc.)					Offerte en remplacement du DESS en comptabilité financière.
	Concentration - Maîtrise en administration			✓		Nouvelle concentration en gestion du commerce électronique, offerte depuis 2003.
	Concentration - Maîtrise en administration			✓		Nouvelle concentration en gestion du développement durable, offerte depuis 2004.
UQAC	Mineure en administration		✓			Certificat en administration est aussi considéré comme une mineure depuis l'hiver 2003.
	Mineure en sciences comptables		✓			Certificat en sciences comptables est aussi considéré comme une mineure depuis l'hiver 2003.
	Mineure en marketing		✓			Certificat en marketing est aussi considéré comme une mineure depuis l'hiver 2003.

Tableau 2.1 (suite)

Établissement	Nom du programme	Suspension des admissions ou abandon	Nouveau	Modifié ou ajouté	Erreur dans le rapport de la CUP	Remarques
UQAC (suite)	Mineure en gestion des ressources humaines		✓			Certificat en gestion des ressources humaines est aussi considéré comme une mineure depuis l'hiver 2003.
	Certificat en assurance des personnes	✓				Plus offert depuis l'hiver 2001.
	Certificat en sécurité publique	✓				Plus offert depuis l'hiver 2003.
	Baccalauréat en administration des affaires (BAA)			✓		Deux concentrations ont été retirées : économie et droit; gestion d'entreprises. En vigueur depuis l'automne 2000.
	D.E.S.S. en gestion de projet		✓			Programme réseau de l'UQ offert conjointement, depuis 2000, par l'UQAC, l'UQO, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT et l'UQTR.
	Maîtrise en gestion des organisations			✓		Ajout de deux nouveaux volets : Aspects contextuels, juridiques et éthiques de l'organisation; intervention et développement organisationnel.
UQAM	Doctorat en administration de l'IAE	✓				Fin de l'offre par extension, en 2000, du doctorat en administration de l'IAE de l'Université d'Aix-en-Provence.
	Certificat en assurance et intervention financière	✓		✓		Changement d'appellation à l'été 1999: certificat en assurance et produits financiers.
	Certificat en assurance et produits financiers		✓			Remplace le certificat en assurance et intervention financière. Programme offert par extension à l'UQAR depuis 2003.
	Certificat en planification financière		✓			Offert depuis l'automne 1999 et par extension à l'UQAC, l'UQO, l'UQAR et la Téléuq.
	Certificat en analyse financière	✓		✓		Remplacé par le certificat en finance.
	Certificat en finance		✓			Remplace le certificat en analyse financière depuis 2002.
	Certificat en gestion informatisée et affaires électroniques			✓		Nouveau libellé depuis 2004: anciennement certificat en gestion informatisée.
	Certificat en administration des services publics				✓	Omis dans le rapport sectoriel n° 19 de la CUP.
	Certificat en gestion des services municipaux				✓	Omis dans le rapport sectoriel n° 19 de la CUP.
	Mineure en administration		✓			Offerte depuis l'automne 2001.
	Mineure en immobilier		✓			Offerte depuis l'automne 2002.
	Baccalauréat en sciences comptables				✓	Modifié à l'automne 2001 par l'ajout de trois concentrations : CA, CMA et CGA.
	Baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie			✓		Depuis 2001, offre d'un cheminement intégré DEC-Baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie et concentration en gestion hôtelière et de restauration, en partenariat avec l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.
	D.E.S.S. en gestion et planification du tourisme					Offert depuis l'automne 2001.
	D.E.S.S. en gestion de projet		✓			Programme réseau de l'UQ offert conjointement, depuis 2000, par l'UQAC, l'UQO, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT et l'UQTR.
	Maîtrise (M. Sc.) en finance appliquée		✓			Offerte depuis l'hiver 2000.
	MBA pour cadres			✓		Création de cheminements spécialisés: conseil en management (2000), entreprises collectives (2000), financement des entreprises (2000), gestion de la technologie (2000), gestion des bio-industries (2000), gestion des villes et métropoles (2001), gestion du tourisme international et des services d'accueil (2003) et logistique et transport (2000).
						Programme offert par extension au campus de Lévis de l'UQAR.

Tableau 2.1 (suite)

Établissement	Nom du programme	Suspension des admissions ou abandon	Nouveau	Modifié ou ajouté	Erreur dans le rapport de la CUP	Remarques
UQAR	Certificat en assurance et intervention financière			✓		Remplacé par le certificat en planification financière.
	Certificat en entrepreneurship et développement économique			✓		Remplacé par le certificat en entrepreneurship.
	Certificat en gestion des services financiers et commerciaux			✓		Remplacé par le certificat en marketing.
	Certificat en assurance et produits financiers					Offert par extension de l'UQAM depuis l'automne 2003.
	Mineure en administration		✓			Offerte depuis l'automne 2001.
	Baccalauréat en administration					Concentrations plus offertes depuis l'aut. 2003 : économie locale et gestion des ressources naturelles.
	D.E.S.S. en gestion de ressources maritimes		✓			Offert depuis l'automne 2002.
	D.E.S.S. en gestion de projet		✓			Programme réseau de l'UQ offert conjointement, depuis 2000, par l'UQAC, l'UQO, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT et l'UQTR.
	DESS en gestion des personnes en milieu de travail		✓			Offert depuis l'automne 2004.
	MBA pour cadres		✓			Programme de l'UQAM offert par extension au campus de Lévis de l'UQAR.
UQAT	Mineure en gestion		✓			
	Certificat en planification financière	✓				Programme de l'UQAM, qui était offert par extension, mais en suspension d'admissions.
	D.E.S.S. en gestion de projet		✓			Programme réseau de l'UQ offert conjointement, depuis 2000, par l'UQAC, l'UQO, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT et l'UQTR.
	Volet recherche - Maîtrise en gestion des organisations		✓			Le volet recherche du programme de l'UQAC offert par extension à l'UQAT.
UQO	Certificat en administration des services	✓	✓			Suspension des admissions depuis l'hiver 2000.
	Certificat en planification financière					Programme de l'UQAM offert par extension depuis 1999.
	D.E.S.S. en gestion de projet		✓			Programme réseau de l'UQ offert conjointement, depuis 2000, par l'UQAC, l'UQO, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT et l'UQTR.
	D.E.S.S. en comptabilité de management	✓				Remplacé par le D.E.S.S. exécutif CMA.
	D.E.S.S. exécutif CMA		✓			Offert depuis l'hiver 1999 en remplacement du D.E.S.S. en comptab. de management.
	D.E.S.S. en finance		✓			Offert depuis l'automne 1999.
	MBA en services financiers (<i>MBA Financial Services</i>)		✓			Programme de l'UQAM offert par extension à l'UQO en version bilingue.
	MBA exécutif CMA (<i>MBA CMA Executive Program</i>)		✓			Programme de l'UQAM offert par extension à l'UQO en version bilingue.

Tableau 2.1 (suite)

Établissement	Nom du programme	Suspension des admissions ou abandon	Nouveau	Modifié ou ajouté	Erreur dans le rapport de la CUP	Remarques
UQTR	Baccalauréat en administration		✓	✓		L'appellation du programme a été changée pour «Baccalauréat en administration des affaires».
	Mineure en administration					Offerte depuis 2003.
	D.E.S.S. en gestion de projet		✓			Programme réseau de l'UQ offert conjointement depuis 2000, par l'UQAC, l'UQO, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT et l'UQTR.
	Maîtrise en gestion des PME	✓				L'appellation du programme avait été changée pour «maîtrise en gestion des PME et de leur environnement ». Programme remplacé par le MBA.
	Maîtrise en administration des affaires (MBA)		✓			Offerte depuis l'automne 2004.
	Maîtrise en administration des affaires (MBA-CA)		✓			Offerte depuis l'automne 2004.
	Maîtrise en administration des affaires (MBA-CMA)		✓			Offerte depuis l'automne 2004.
	Certificat en planification financière	✓			✓	Programme en suspension d'admissions.
ENAP	DESS en finance et économie financière		✓			L'appellation du programme a été changée pour «DESS spécialisé en finance».
	Certificat en gestion d'un bureau d'enquêtes		✓			Offert depuis l'automne 2000.
	Certificat en direction des organisations policières		✓			Offert depuis l'été 2002.
	DESS en administration internationale		✓			Offert depuis 2004.
TELUQ	Maîtrise en analyse et gestion urbaines			✓		Depuis 1999, ce programme n'est plus offert que par l'ENAP.
	Certificat en administration de services		✓			Offert depuis l'été 2002.
	Certificat en assurance de personnes	✓				Fermé.
	Certificat en assurance et en intervention financière	✓				Fermé et remplacé par le certificat en planification financière.
	Certificat en planification financière		✓			Programme de l'UQAM offert par extension depuis 1999.

1 Les changements, illustrés par des symboles, tels qu'apparaissant au Tableau 1.1

Tableau 2.2 – Détail des changements¹ dans la programmation en économique survenus entre l'hiver 1998 et l'automne 2004

Établissement	Nom du programme	Suspension des admissions ou abandon	Nouveau	Modifié	Erreur dans le rapport de la CUP	Remarques
Bishop's	<i>B. Sc. (Honours Economics) - concentration in Mathematical Economics</i>		✓			Offert depuis l'automne 2004.
Concordia	Rien à signaler					
Laval	Mineure en économique <i>Majeure ou diplôme en économique</i> Baccalauréat intégré en économie et politique	✓ ✓				Suspension de la fonction mineure en économique depuis l'automne 2003. Suspension des admissions depuis l'automne 2003. Offert depuis l'automne 2001.
McGill	<i>B.A. Major Concentration in Economics</i>		✓		✓	Programme qui, offert depuis l'automne 1998, a été omis du rapport sectoriel de la CUP
UdeM	Mineur en études des institutions économiques Bac. bidisciplinaire en économie et informatique Maîtrise en finance mathématique et computationnelle D.E.S.S. en finance mathématique et computationnelle	✓	✓ ✓ ✓			Fermeture du programme à l'automne 2001. Offert depuis l'automne 1999. Créée à l'automne 1999. Créé à l'automne 1999.
UdeS	Cheminement accéléré baccalauréat - maîtrise en économique		✓			Créé en 2001.
UQAC	Mineure en économie et société		✓			Offerte depuis l'automne 1999.
UQAM	Rien à signaler					
UQO	Certificat en économique	✓				Fermé depuis l'hiver 2000.
UQTR	Baccalauréat en économie de gestion	✓				Il n'y a plus d'admission dans ce programme.

1 Les changements, illustrés par des symboles, tels qu'apparaissant au Tableau 1.2

Tableau 2.3 – Détail des changements¹ dans la programmation en relations industrielles survenus entre l'hiver 1998 et l'automne 2004

Établissement	Nom du programme	Suspension des admissions ou abandon	Nouveau	Modifié	Erreur dans le rapport de la CUP	Remarques
Laval	Majeure en relations industrielles	✓				En suspension d'admissions depuis l'automne 2004.
McGill	Rien à signaler					
UdeM	D.E.S.S. en santé et sécurité au travail D.E.S.S. en relations industrielles		✓		✓	Omis dans le rapport sectoriel no 19 de la CUP. Ce programme multifacultaire est offert depuis l'automne 1995. Programme de la Faculté des études supérieures, offert depuis l'automne 2004.
UQO	Certificat en politiques publiques du travail Mineure en politiques publiques du travail D.E.S.S. en relations industrielles et en ress. humaines Doctorat en relations industrielles		✓ ✓ ✓ ✓			Offert depuis l'automne 2000. Offerte depuis 2002. Offert depuis l'automne 2000. Programme de Ph.D. de l'U. Laval offert par extension à l'UQO.
UQTR	Rien à signaler					
TÉLUQ	Certificat en relations industrielles Certificat en relations de travail	✓	✓			Fermé et remplacé par le certificat en relations de travail. Offert en remplacement du certificat en relations industrielles.

1 Les changements, illustrés par des symboles, tels qu'apparaissant au Tableau 1.3

Chapitre 2

Suivi des recommandations de la Commission des universités sur les programmes (CUP)

DOMAINE DE L'ADMINISTRATION

Recommandation 1 – LES RESSOURCES PROFESSORALES

<i>« Que la direction des établissements universitaires concernés et le ministère de l'Éducation prennent acte des difficultés multiples reliées à la constitution et au maintien, dans le domaine de l'administration, d'un corps enseignant de qualité et en nombre suffisant, et qu'ils prennent les moyens de surmonter ces difficultés. »</i>	Le problème demeure entier, car le secteur demeure inadéquatement financé et la compétition pour le recrutement des professeurs est vive.
--	--

Les membres du Groupe de travail rappellent d'emblée que plusieurs efforts ont été consentis récemment par les chefs d'établissements universitaires québécois pour promouvoir la nécessité d'un réinvestissement visant notamment à assurer aux universités des ressources nécessaires au recrutement et à la rétention du nombre de professeurs dont elles ont besoin pour être compétitives à l'échelle canadienne et internationale².

Cependant, aucune ressource supplémentaire significative n'a été attribuée au secteur et les difficultés liées à la constitution et au maintien d'un corps enseignant de qualité et en nombre suffisant demeurent d'actualité dans le secteur de l'administration. En effet, la situation a peu évolué au cours des cinq dernières années et s'est même détériorée dans bon nombre d'établissements.

Force est de constater que malgré les hausses significatives des effectifs étudiants, et ce, particulièrement aux cycles supérieurs, la hausse du nombre de professeurs n'a pas été à la mesure de l'augmentation des clientèles étudiantes. Le ratio des effectifs étudiants en équivalence au temps complet (EEETC) par professeur régulier demeure très élevé – le plus élevé de tous les secteurs universitaires comme l'indique le Tableau 6 en Annexe III – et produit des effets négatifs sur l'encadrement des étudiants et sur la disponibilité des professeurs relativement à la recherche. Or, selon les représentants, le ratio étudiants-professeurs aurait même augmenté dans plusieurs établissements au cours des dernières années.

Qui plus est, le sous-financement du secteur de l'administration constitue un frein à l'embauche, compte tenu des échelles salariales nettement plus élevées dans les universités hors Québec et dans le secteur privé. La plupart des établissements éprouvent des difficultés à combler les postes vacants. Et une fois les postes comblés, les universités font face au défi de retenir leurs professeurs en raison du marché de l'emploi qui offre généralement des conditions d'entrée en fonction et des salaires plus alléchants³. De plus,

² Comme l'a montré la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), «les universités québécoises accusent un sous-financement chronique qui se répercute sur la qualité de la formation qu'elles offrent à leurs étudiants et qui mine leur capacité concurrentielle ». Ce sous-financement a été établi à 375 M \$ en 2002-2003 par rapport aux universités des autres provinces (http://www.crepug.qc.ca/rubrique.php?id_rubrique=238).

³ Voir à ce sujet le Tableau 7, en Annexe III, qui illustre l'évolution des salaires des professeurs des facultés d'administration au Canada (1985 –2002).

les salaires que peuvent offrir les unités académiques québécoises en administration et gestion ne sont pas toujours compétitifs à l'échelle canadienne et internationale.

Cela étant dit, dans un contexte de forte concurrence et de contraintes systémiques, chaque unité académique d'administration fait le nécessaire pour adopter des stratégies visant à attirer des candidats de haut calibre et à retenir leurs professeurs. Force est de constater toutefois que les universités de grande taille mettent sur pied des incitatifs que les universités de petite taille ne sont généralement pas en mesure d'offrir.

Recommandation 2 – LES PROGRAMMES DE CERTIFICAT

<i>« Que la direction des écoles, facultés et départements du domaine de l'administration examine les causes et les effets de la baisse marquée, dans certains champs d'études, des inscriptions aux programmes de certificat. Qu'un rapport de suivi soit transmis à la Commission d'ici avril 2000 par les établissements concernés. »</i>	Des certificats ont été abolis ou révisés et d'autres ont été créés. Le nombre total d'inscriptions a diminué au cours des dernières années même si les effectifs ont augmenté dans plusieurs établissements.
---	---

Pour le secteur de l'administration, il est à noter que le rapport de suivi qui devait être produit pour la CUP au printemps 2000 n'a pas été réalisé.

Comme on a pu le constater au chapitre précédent, quelques certificats ont été fermés, d'autres ont été révisés, et ce, notamment dans certains des champs d'études qui présentaient des baisses d'inscriptions marquées au temps des travaux de la CUP dans ce secteur. Par ailleurs, depuis 1999, bon nombre de certificats ont été créés pour répondre à des besoins spécifiques de formation.

L'évolution des inscriptions dans les certificats est variable selon les établissements, mais, de manière globale, bien que les effectifs étudiants aient augmenté dans certains établissements, le nombre total d'inscriptions dans l'ensemble de ces programmes a connu une baisse au cours des dernières années. Dans certains établissements, le redressement des certificats a toutefois conduit à une croissance modérée, voire vigoureuse dans certains domaines.

Recommandation 3 – LE RECRUTEMENT ET LA DIPLOMATION DES ÉTUDIANTS AU NIVEAU DU DOCTORAT

<i>« Que la direction des programmes d'études doctorales en administration prenne les moyens d'augmenter le recrutement des étudiants et d'assurer la diplomation d'une plus grande proportion de candidats. »</i>	Les inscriptions dans les programmes de doctorat ont considérablement augmenté, ainsi que le nombre de diplômés. Quelques initiatives ont été prises en vue de favoriser la diplomation. Cependant, plusieurs éléments freinent cette croissance: nombre encore insuffisant de professeurs, soutien financier inadéquat et forte proportion de doctorants qui abandonnent les études au profit d'une carrière dans le secteur privé ou public.
---	--

Un certain nombre de mesures ont été prises au sein des établissements au cours des dernières années, afin d'accroître significativement le recrutement dans les programmes d'études doctorales en administration. Cela a porté fruit, puisque le nombre total

d'inscriptions et de nouvelles inscriptions dans les programmes de doctorat en administration ont connu une hausse importante entre 1998 et 2003. Il en est de même pour le nombre de diplômés qui a doublé au cours de la même période.

Des actions ont été également instaurées afin de favoriser la diplomation. Le doctorat en administration de l'Université Laval a été révisé en 1998 et la Faculté des sciences de l'administration a procédé récemment à un examen de ce programme. Plusieurs recommandations visant à augmenter le nombre d'étudiants, le nombre de cours offerts et la qualité du programme ont été formulées et seront mises en œuvre en 2005.

Le doctorat en administration, offert conjointement par HEC Montréal, l'Université Concordia, l'Université McGill et l'UQAM, a été révisé en 2002 de manière à accélérer les études doctorales. Il faudra toutefois quelques années pour évaluer l'incidence de cette réforme sur la persévérance et le taux de diplomation des étudiants de troisième cycle. À l'ENAP, la durée de scolarité de doctorat en administration publique a aussi été réduite.

Malgré ces initiatives, les membres notent qu'il reste encore beaucoup à faire en vue de réduire la durée des études et de favoriser la persévérance aux études et la diplomation. Ils soulignent à ce sujet l'importance d'accroître le soutien financier aux étudiants de troisième cycle.

Les représentants déplorent par ailleurs que plusieurs départements et écoles d'administration se trouvent dans une position concurrentielle désavantageuse, et ce, tant sur le plan des possibilités de soutien financier aux études doctorales que de l'encadrement, en raison principalement du manque de ressources professorales.

Le manque de ressources professorales contraint actuellement certains établissements - comme c'est le cas à l'Université du Québec à Trois-Rivières et à l'Université de Sherbrooke - à limiter le nombre d'admissions à leur programme de doctorat. Cette situation pourrait devenir la même au sein d'autres unités en gestion et en administration, où le manque de ressources professorales ne permet pas d'envisager l'admission d'un plus grand nombre d'étudiants.

Selon l'avis des membres, malgré la hausse récente du nombre de diplômés au troisième cycle, les établissements universitaires québécois ne forment toujours pas suffisamment de candidats détenteurs de doctorat et les meilleurs candidats sont recherchés par les plus grandes universités à travers le Québec, le Canada et les États-Unis de même que par le secteur public ou privé.

Recommandation 4 – LA RECHERCHE ET LE SOUTIEN DES CANDIDATS AU DOCTORAT

<i>«Que les établissements, en particulier ceux qui offrent des programmes d'études supérieures, prennent des mesures visant à mieux soutenir la recherche dans le domaine des sciences de l'administration et à mieux utiliser les ressources financières disponibles aux fins de l'encadrement des étudiants des programmes de deuxième et, surtout, de troisième cycle .»</i>	Le soutien à la recherche en administration a connu une nette augmentation au cours des dernières années. Quant au soutien des études doctorales, certaines mesures ont été prises, mais beaucoup reste à faire sur le plan du soutien financier au troisième cycle.
---	--

Au sujet du premier volet de la recommandation, des efforts supplémentaires ont été consentis et le soutien à la recherche dans le secteur de l'administration a globalement augmenté au cours des dernières années⁴. La situation est toutefois nettement variable d'une université à l'autre et celle vécue par les établissements de petite taille est particulièrement difficile. Dans certains de ces établissements, la difficulté à trouver des étudiants de cycles supérieurs agissant à titre d'assistants de recherche, constituerait même un frein à la recherche.

Les membres tiennent néanmoins à souligner que l'activité en recherche en administration demeure somme toute réduite par rapport à son potentiel, étant donné le faible taux de financement du secteur et le temps relativement plus considérable que les professeurs doivent consacrer à un nombre plus élevé d'effectifs étudiants en équivalence au temps complet (EEETC) que dans d'autres secteurs universitaires.

En ce qui concerne le second volet de la recommandation, le Groupe de travail, à l'instar de la Sous-commission administration de la CUP, réitère l'importance d'améliorer le soutien financier des candidats au doctorat dans le domaine. En effet, un soutien financier adéquat pourrait certainement s'avérer un moyen d'attirer et de retenir plus d'étudiants doctorants, qui sont grandement sollicités par des offres de carrières plus attrayantes.

Certaines mesures visant à améliorer le soutien financier aux étudiants de troisième cycle ont été prises au cours des dernières années. HEC Montréal offre des bourses d'excellence et des bourses « d'accélération » lors de la rédaction de la thèse. Le programme de soutien financier aux étudiants du programme de doctorat en administration de l'Université Laval a été bonifié en 2003. L'ENAP, s'inspirant des autres universités, a mis sur pied un programme de bourses de doctorat, destiné aux étudiants à temps complet. On souligne toutefois que l'établissement doit refuser d'excellents candidats faute de ressources professorales assez nombreuses pour encadrer les doctorants. Par ailleurs, à l'ENAP et à HEC Montréal, les meilleurs étudiants étrangers, qui constituent une forte proportion des effectifs, bénéficient d'une exonération de frais d'inscription majorés.

Quant au soutien financier au deuxième cycle, il demeure modeste, comme dans bon nombre d'autres secteurs. Les membres signalent enfin qu'un meilleur financement du secteur permettrait aussi d'améliorer les conditions de soutien logistique (locaux de recherche et de rédaction, etc.) offertes aux étudiants de cycles supérieurs.

⁴ Voir à ce sujet les données du Tableau 5 (Annexe III) sur le financement de la recherche pour les années universitaires 2001-2002 et 2002-2003, en comparaison avec les données du Tableau 3.5 de la p. 75 du rapport sectoriel n° 19 de la CUP sur les programmes d'administration *et al.*, publié en janvier 2000 et disponible sur le [site Web de la CREPUQ](#).

DOMAINE DE L'ÉCONOMIQUE

Recommandation 5 – LA DIPLOMATION DANS LES PROGRAMMES DE BACCALAURÉAT

«Que les trois départements d'économie dont les étudiants affichent des taux globaux de diplomation au baccalauréat inférieurs à 50 % procèdent à l'analyse détaillée des causes de cette situation et prennent les moyens de la corriger. Qu'un rapport de suivi soit transmis à la Commission d'ici avril 2000 par les établissements concernés . »

Le programme de l'UQTR n'est plus offert et l'UQAM examine la question de près.

Le rapport de suivi qui devait être réalisé devant la CUP au printemps 2000 n'a pas été produit.

L'Université du Québec à Trois-Rivières a procédé, à l'automne 2001, à la fermeture des admissions dans le baccalauréat en économie de gestion.

À l'Université du Québec à Montréal, plusieurs causes ont été identifiées pour expliquer le taux relativement faible de diplomation dans le baccalauréat en économie : programme non contingenté ; admission de plusieurs étudiants internationaux dont le premier choix de programme est la gestion et utilisation du langage mathématique auquel plusieurs étudiants de première année sont mal préparés. La direction du baccalauréat en économie de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM proposera prochainement de modifier les conditions d'admission de façon à admettre les candidats les plus faibles conditionnellement à la réussite d'un programme de propédeutique composé de cinq cours (introduction au travail intellectuel, principes d'économie, mathématiques (calcul différentiel et intégral), français et anglais). La réussite d'un tel programme permettrait de mieux préparer les étudiants à l'étude de la discipline et, ce faisant, d'augmenter le taux de diplomation.

Recommandation 6 – LE RECRUTEMENT DES ÉTUDIANTS AU PREMIER CYCLE

« Que la direction des programmes d'études de baccalauréat en économie, notamment dans les universités francophones, prenne les moyens d'augmenter le recrutement de leurs étudiants, particulièrement auprès des étudiants auxquels une offre d'admission est émise. »

Certaines mesures ont été prises en vue d'augmenter le recrutement, mais, pour certains étudiants, l'économie représente encore un second ou troisième choix.

Tel qu'indiqué précédemment, l'UQTR n'est plus concernée par cette recommandation, puisque les admissions dans le baccalauréat en économie de gestion sont fermées.

À l'UQAM, des concentrations ont été créées dans le baccalauréat en économie, afin d'augmenter l'attrait de ce programme. On note par ailleurs que plusieurs étudiants auxquels on fait une offre d'admission dans ce programme n'ont le baccalauréat en économie que pour troisième choix, et ce, pour répondre à une exigence administrative de l'Université qui requiert qu'un candidat à l'admission choisisse au moins un programme non contingenté dans son choix de trois programmes. On souligne aussi que bon nombre de ces étudiants s'inscrivent au programme de sciences économiques en attendant de s'inscrire plus tard au baccalauréat en gestion ; ce qui a une incidence sur les inscriptions, de même que sur le taux de diplomation en sciences économiques.

Dans le cas de l'Université Concordia, il n'y a pas eu de changement du côté des programmes offerts en sciences économiques. Cependant, le nombre d'étudiants inscrits aux divers cheminements du programme de baccalauréat a augmenté d'une façon significative au cours des dernières années. Cette croissance a obligé la direction du département à contingenter le programme afin de limiter cette croissance. Une des raisons principales de cette croissance est l'admission de plusieurs étudiants dont le premier choix de programme est la gestion. Tout comme à l'UQAM, bon nombre de ces étudiants s'inscrivent au programme de sciences économiques dans le but de transférer plus tard au baccalauréat en gestion de l'Université Concordia; ce qui a une incidence sur les inscriptions et sur le taux de diplomation dans ce domaine.

Le département d'économie de l'Université Laval offre depuis quelques années le programme intégré en science politique et en économique. La conséquence de ce programme a été énorme, puisque l'effectif étudiant s'est accru de façon significative. Les inscriptions au baccalauréat régulier en économique ne se sont toutefois pas modifiées de façon notable.

Recommandation 7 – LA FORMATION DE TROISIÈME CYCLE

<i>« Que la direction des cinq départements d'économie offrant des programmes d'études doctorales examine les moyens d'accroître leur collaboration afin d'assurer une offre d'activités de formation optimale à leurs étudiants. À cette fin, que les établissements définissent clairement leurs spécialités de recherche et d'enseignement au troisième cycle. »</i>	Rien de particulier n'aurait été réalisé en ce sens.
--	--

Aucun suivi particulier n'a été donné à cette recommandation.

DOMAINE DES RELATIONS INDUSTRIELLES

Recommandation 8 – LA FORMATION DE TROISIÈME CYCLE

<i>« Que la direction des deux unités académiques de relations industrielles offrant des programmes d'études doctorales examine les moyens d'accroître leur collaboration afin d'assurer une offre d'activités de formation optimale à leurs étudiants. À cette fin, que les établissements définissent clairement leurs spécialités de recherche et d'enseignement au troisième cycle. Que le Département des relations industrielles de l'UQAH [devenue l'UQO] soit associé à cette démarche de manière à ce que ses professeurs puissent apporter leur contribution à la formation au troisième cycle. »</i>	Le doctorat en relations industrielles de l'Université Laval est désormais offert par extension à l'UQO.
--	--

La collaboration prévue entre les Départements de relations industrielles de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et de l'Université de Montréal n'aurait pas été possible essentiellement pour des raisons d'ordre pratique. C'est plutôt avec l'Université Laval, dont les effectifs dans le doctorat en relations industrielles connaissaient une décroissance, que l'UQO s'est associée, depuis 2004, pour l'offre de ce programme par extension.

RECOMMANDATION SECTORIELLE

Recommandation 9 – COLLABORATION ENTRE LES UNITÉS ACADÉMIQUES D'UN MÊME ÉTABLISSEMENT

<i>« Que les écoles, facultés et départements des trois domaines de l'administration, de l'économie et des relations industrielles étudient les possibilités de collaboration, à l'intérieur de chacun des établissements, sur le plan de l'enseignement des disciplines et des matières qui se situent à la frontière des trois domaines (économique, économie appliquée, gestion des ressources humaines, étude des organisations, etc.). »</i>	Des collaborations intra-établissements ont été mises sur pied dans maintes universités.
---	---

Plusieurs collaborations entre les diverses unités académiques responsables des programmes dans les domaines de l'administration, de l'économie ou des relations industrielles, mais aussi avec des départements d'autres disciplines, ont été instaurées au sein des établissements au cours des dernières années.

HEC Montréal et la Faculté de droit de l'Université de Montréal collaborent pour l'offre de l'option en fiscalité de la maîtrise en droit. Par ailleurs, HEC Montréal participe à la M.Sc. en commerce électronique avec la Faculté de droit et le Département d'informatique et recherche opérationnelle (DIRO) de l'Université de Montréal. HEC Montréal examine en outre la possibilité de développer une collaboration avec le Département d'administration de la santé de l'Université de Montréal.

L'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia offre dans le baccalauréat en commerce un *Major* en économie depuis plusieurs années. Le Département de mathématiques et statistiques de l'Université offre, depuis l'automne 2003, un nouveau cheminement de spécialisation en actuariat et finance (*BA or BSc Specialization in Actuarial Mathematics/Finance*) en collaboration avec l'École de gestion.

À l'Université Laval, la collaboration est demeurée relativement la même depuis 2000. Le Département d'économie continue d'offrir les cours d'économie aux étudiants de la Faculté des sciences de l'administration (FSA) tant au premier cycle qu'au deuxième cycle. Le Département Opérations et systèmes de décision de la FSA participe à l'offre de cours du diplôme de deuxième cycle en génie industriel de la Faculté des sciences et génie. La Faculté des sciences et génie participe à son tour à l'offre de cours dans la concentration en ingénierie financière de la maîtrise en sciences de l'administration. Par ailleurs, la FSA et la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation offrent conjointement un MBA en gestion agroalimentaire.

À l'Université de Sherbrooke, la Faculté de droit et la Faculté d'administration offrent en partenariat un baccalauréat en droit (LL.B.) combinée avec une maîtrise en administration des affaires en régime coopératif (MBA).

À l'UQAM, les trois départements de sciences administratives (stratégie des affaires, management et technologie, organisation et ressources humaines), le Département des sciences économiques et le Département des sciences comptables offrent conjointement la maîtrise en finance appliquée, le D.E.S.S. en finance et offriront également, à compter de l'automne 2005, le D.E.S.S. en instruments financiers dérivés. Les trois départements de

sciences administratives et le Département d'études urbaines et touristiques contribuent à l'offre de la maîtrise en gestion et planification du tourisme et le D.E.S.S. correspondant. Par ailleurs, le Département de management et technologie et le Département d'informatique (Faculté des sciences) contribuent à l'offre de la maîtrise en informatique de gestion. Enfin, la maîtrise ès sciences (technologie de l'information) est offerte par l'École de technologie de l'information (ÉTI) en partenariat avec l'École de technologie supérieure (ÉTS), la TÉLUQ, le Département de management et technologie et le Département d'informatique de l'UQAM.

À l'UQAT, il est possible de combiner une majeure de création en multimédia interactif avec une mineure en gestion.

Il faut aussi souligner qu'à la TÉLUQ, compte tenu de la structure de l'unité d'enseignement et de recherche qui regroupe les secteurs travail, économie et gestion, il y a collaboration dans l'unité responsable des programmes de ces divers secteurs et également entre les unités responsables de domaines connexes comme la communication organisationnelle.

Un projet de programme de doctorat en sciences sociales appliquées, développé en collaboration entre le Département de relations industrielles et le Département de travail social et des sciences sociales de l'UQO, a reçu un avis favorable de la Commission d'évaluation des projets de programmes (CEP) de la CREPUQ, en juin 2005.

Sur le plan de la recherche, certaines collaborations interétablissements et interdisciplinaires ont également vu le jour. C'est le cas du Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi (CIRPÉE), fondé en 2001, qui représente les sciences économiques et la finance et rassemble des chercheurs de l'Université du Québec à Montréal, de l'Université Laval, de HEC Montréal, de l'Université Concordia et de l'Université McGill.

Chapitre 3

Bilan de la situation depuis la fin des travaux de la CUP

3.1 Administration

De manière générale, on remarque que l'offre de programmes d'études dans le domaine de l'administration a connu plusieurs changements depuis les travaux de la Commission des universités sur les programmes (CUP). Le présent rapport a en effet permis de constater que bon nombre de certificats ont fait l'objet de révision ou de fermeture et que plusieurs certificats et diplômes de deuxième cycle ont été instaurés pour répondre à des besoins spécifiques dans des secteurs spécialisés. Il est à noter aussi que plusieurs microprogrammes et programmes courts de premier et de deuxième cycles – non comptabilisés dans la présente mise à jour des programmes – ont également été créés à cette fin.

Quant aux effectifs étudiants totaux dans le domaine de l'administration, ils ont globalement diminué dans l'ensemble des programmes de certificat au cours des dernières années même si certains établissements ont connu une hausse et, de plus, leur situation varie selon le champ d'études. Les inscriptions totales ont par contre augmenté considérablement dans tous les autres programmes de formation au cours des dernières années.

Plusieurs développements de programmes devraient aussi avoir lieu dans un proche avenir, et ce, particulièrement aux cycles supérieurs. Conformément à ses priorités institutionnelles axées notamment sur le développement régional et les sciences de la mer, l'UQAR compte offrir prochainement un doctorat en gestion des ressources maritimes. Ce projet de programme a reçu un avis positif de la CEP à l'automne 2004 et est actuellement à l'étude au ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Au premier cycle, un projet de DEC-BAC spécialisé qui serait offert par l'UQAC et le Cégep de Chicoutimi est actuellement à l'étude.

En matière de concertation interfacultaire ou interuniversitaire, une avenue encouragée par la CUP et déjà fortement implantée dans le domaine de l'administration, on constate que les collaborations existantes ont été maintenues ou renforcées (doctorat conjoint montréalais en administration, doctorat conjoint UdeS-UQTR, maîtrise conjointe dans le réseau de l'UQ, etc.) et que de nouveaux partenariats ont été mis sur pied au cours des dernières années (maîtrise en gestion de projet et offre par extension de plusieurs programmes dans le réseau de l'UQ, etc.). Dans le cas des établissements du réseau de l'Université du Québec situés hors des grands centres, plusieurs cours sont offerts en vidéoconférence pour éviter les déplacements entre les divers pavillons régionaux et pour pallier la petitesse de certains groupes cours.

Par ailleurs, la collaboration entre certaines universités et plusieurs collèges se poursuit, dans le cadre de l'offre de programmes de DEC-BAC intégré, selon une nouvelle approche pédagogique fondée sur les compétences. Il convient toutefois de rappeler que ce ne sont pas tous les établissements qui favorisent ce type d'ententes.

En outre, depuis janvier 2005, l'UQTR et l'École nationale de police du Québec (ENPQ) offrent un baccalauréat en sécurité publique avec la participation de onze établissements universitaires francophones (Université Laval, Université de Montréal,

Université de Sherbrooke, UQAT, UQAC, UQO, UQAM, UQAR, TÉLUQ, UQTR et HEC Montréal). Il s'agit d'un programme de perfectionnement destiné à tous les policiers du Québec.

Certaines collaborations ne sont cependant plus en vigueur. HEC Montréal ne collabore plus à l'offre du D.E.S.S. en finance d'entreprise avec la TÉLUQ. L'UQAC s'est, pour sa part retirée, en 2000, de l'offre par extension du doctorat en administration de l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de l'Université d'Aix-en-Provence.

Si la situation des programmes et celle des effectifs ont certes évolué de manière favorable depuis la parution du rapport de la CUP, la forte croissance des inscriptions dans les programmes d'études en administration n'est toutefois pas sans poser de nombreux défis. En effet, tel que mentionné dans le cadre du suivi de la recommandation n° 1 de la CUP, le nombre d'effectifs étudiants en équivalence au temps complet (EEETC) par professeur régulier demeure très élevé dans le domaine. Cela produit des effets négatifs sur l'encadrement des étudiants aux trois cycles et a également une incidence sur la disponibilité des professeurs pour l'avancement des travaux de recherche.

Qui plus est, dans certains établissements, le nombre insuffisant de professeurs réguliers occasionne notamment un taux d'encadrement inadéquat qui pourrait nuire, selon les cas, à l'obtention ou au maintien des agréments internationaux de certains établissements (l'agrément Equis [Europe], l'agrément AMBA [*International MBA quality assurance*] et l'agrément AACSB [Amérique du Nord], l'agrément PMI [*Project Management Institute*]).

Comme dans plusieurs autres secteurs universitaires, le renouvellement et l'accroissement du corps professoral pose un problème de taille dans l'ensemble des facultés et des départements du domaine de l'administration. On a constaté que le **sous-financement du secteur de l'administration** constitue un frein à l'embauche, compte tenu des échelles salariales nettement plus élevées dans les universités à l'échelle canadienne et internationale. À l'intérieur même du réseau universitaire québécois, la compétition est forte. Elle se traduit notamment par la mise sur pied, dans les établissements de grande taille, de mesures incitatives visant à attirer et à retenir les professeurs, mesures que les établissements de petite taille ne peuvent généralement pas offrir.

Force est de constater que le ratio élevé des effectifs étudiants en équivalence au temps complet (EEETC) par professeur régulier et le soutien financier inadéquat aux études de cycles supérieurs représentent des contraintes importantes pour le secteur et son développement.

Les représentants du Groupe de travail soulignent que le secteur de l'administration demeure **financé de façon inadéquate**, puisque la valeur sectorielle de l'administration est basée sur des coûts historiques bas. Les membres sont d'avis qu'un ajustement serait nécessaire au maintien de la qualité de la formation des futurs administrateurs.

Enfin, les représentants rappellent qu'un soutien financier adéquat des études de cycles supérieurs permettrait d'attirer et d'accueillir davantage de candidats de haut calibre et intéressés par la carrière universitaire et contribuerait également à assurer

3.2 Économique

Dans le domaine de l'économie, l'offre de programmes d'études a connu quelques changements depuis les travaux de la Commission des universités sur les programmes (CUP), et ce, surtout au premier cycle.

Sur le plan de l'évolution des effectifs étudiants, il faut noter que les inscriptions totales dans les programmes d'études de cycles supérieurs se sont accrues. Quant à la hausse constante, entre 1998 et 2003, des inscriptions totales dans les baccalauréats en économie, elle serait principalement liée à l'offre de programmes bidisciplinaires (par exemple : économie et politique à l'Université Laval, économie et informatique à l'UdeM, etc.) ou de concentrations dans les baccalauréats disciplinaires (par exemple: économie et finance, économie et gestion, économie internationale et économie et politiques publiques à l'UQAM).

Il appert ainsi que l'une des façons efficaces d'amener davantage d'étudiants à l'étude de l'économie, consiste à leur proposer une formation qui allie cette discipline à une autre, moins abstraite, telle la finance, la gestion ou la politique.

Par contre, les inscriptions dans les baccalauréats strictement disciplinaires ont diminué ou se sont relativement maintenues, selon les établissements, au cours des dernières années. Selon l'avis de certains représentants et tel qu'indiqué dans le cadre du suivi de la recommandation n° 6 de la CUP, l'économie demeurerait encore pour plusieurs étudiants un second, voire un troisième choix de programme.

Enfin, tout comme d'autres disciplines de sciences humaines, les représentants concernés par l'économie estiment que les ressources ne sont pas suffisantes pour procéder au renouvellement du corps professoral dans le domaine.

3.3 Relations industrielles

En relations industrielles, l'offre de programmes d'études s'est enrichie de quelques nouveaux programmes à tous les cycles d'études (sauf à la maîtrise), depuis la parution du rapport sectoriel n° 20 de la CUP.

Quant aux effectifs étudiants, ils ont connu une hausse très significative au cours des dernières années dans l'ensemble des programmes de baccalauréat. Les effectifs totaux ont également connu une croissance dans l'ensemble des programmes de cycles supérieurs, une augmentation qui, aux dires de certains représentants, serait liée à une hausse des qualifications professionnelles exigées sur le marché du travail.

Il convient par ailleurs de souligner que dans deux des trois établissements offrant des programmes à tous les cycles d'études dans le domaine, le nombre de professeurs réguliers en relations industrielles en 2004 a stagné par rapport à celui de 1998. Or, durant la même période, les clientèles étudiantes ont considérablement augmenté à tous les cycles d'études, créant ainsi une situation inquiétante du fait de l'insuffisance des ressources professorales et ses incidences sur la qualité de la formation.

Aussi, ce domaine, qui est compris dans le secteur administration pour les fins de financement, fait également face à un sous-financement.

Pour terminer, le développement des collaborations dans les programmes de doctorat (extension du programme de doctorat en relations industrielles de l'Université Laval à l'UQO et projet de doctorat en sciences sociales appliquées développé en collaboration entre le Département de relations industrielles et le Département de travail social et sciences sociales de l'UQO, qui devrait y être offert dans un proche avenir) renforce la concertation interfacultaire ou interuniversitaire et permet d'enrichir l'offre de programmes au troisième cycle dans le domaine.

Cadre de référence du Comité de suivi sur les programmes (CSP) et des groupes de travail sectoriels (abrégé)

Dans son « Rapport final présenté au ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse » et intitulé : *Pour une vision concertée de la formation universitaire : diversité et complémentarité*, la Commission des universités sur les programmes (CUP) a formulé les trois recommandations suivantes à l'intention de la CREPUQ :

- « 2. *Que la CREPUQ, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, prenne les moyens et alloue les ressources requises pour que les données colligées par la CUP soient constamment mises à jour;*
3. *Que la CREPUQ, pour assurer un suivi aux travaux de la Commission, avise des moyens de surveiller les suites données par les universités aux recommandations contenues dans les derniers (sic) rapports de la CUP, du fait de la fin de ses activités;*
4. *Que la CREPUQ, afin de poursuivre le travail de rationalisation dans l'offre de programmes et de maintenir une complémentarité dans la programmation, organise, périodiquement, une rencontre des représentants des universités par secteur disciplinaire, sur le modèle des 23 sous-commissions, pour faire le point sur l'évolution de la situation des programmes depuis la publication des rapports de la CUP; ».*

Le Conseil d'administration de la CREPUQ a résolu, en novembre 2000, d'assurer la mise en œuvre de ces recommandations en confiant au Comité des affaires académiques le soin d'y donner suite. À cette fin, des groupes de travail sont mis sur pied dans chacun des secteurs ou regroupements disciplinaires ; les établissements universitaires qui offrent des programmes de grade dans un secteur donné désignent leurs représentants au groupe de travail correspondant.

Le CA a également convenu de former un Comité de suivi sur les programmes composé de professeurs honoraires provenant de disciplines et d'établissements différents, qui connaissent bien le système universitaire et jouissent d'une bonne crédibilité auprès de la communauté. Le mandat du Comité, dont les membres assumeront à tour de rôle la présidence des groupes de travail, consiste à superviser la réalisation des travaux et à en assurer la cohérence, en liaison avec le Comité des affaires académiques.

Chaque groupe de travail tiendra deux réunions – ou trois, à titre exceptionnel – et produira, à l'intention du Comité des affaires académiques, un court rapport qui contiendra la mise à jour des données pertinentes et fera état de la situation des programmes et des activités de collaboration poursuivies depuis la publication du rapport de la CUP, lequel constituera son point de départ obligé.

[...]

Pour ce qui est de l'invitation à « poursuivre le travail de rationalisation dans l'offre de programmes et de maintenir une complémentarité dans la programmation », selon la recommandation 4, en faisant « le point sur l'évolution de la situation des programmes depuis la publication des rapports de la CUP », les groupes de travail pourraient à leur tour formuler des recommandations, étant entendu qu'il appartient au Comité des affaires académiques d'y donner suite, s'il y a lieu.

Programme d'activités et calendrier

On trouvera à la page suivante la liste des disciplines ou groupes de disciplines classés dans l'ordre où ils seront examinés par les groupes de travail correspondants au cours des trois prochaines années.

Il est à noter que les changements ci-après ont été apportés aux regroupements disciplinaires retenus par la CUP :

- a) « travail social et animation sociale et culturelle » ont été retirés du groupe # 11 (« sciences infirmières, santé communautaire, épidémiologie », etc.) et placés dans le nouveau regroupement # 13 avec « criminologie », qui faisait partie du groupe # 5 (« science politique, sociologie et disciplines apparentées », etc.);
- b) « droit » et « philosophie et éthique » sont séparés en deux secteurs distincts;
- c) « études et production cinématographiques », qui faisaient partie du groupe # 19 (« arts visuels et médiatiques, danse, art dramatique, etc. »), ont été reclassées dans le groupe # 6 avec « communication »;
- d) « musique », qui a fait l'objet du tout premier rapport de la CUP, a été placée avec les autres disciplines artistiques dans le groupe # 19 (« arts visuels et médiatiques, danse, art dramatique, etc. »);
- e) « podiatrie » a été ajoutée au groupe # 16 (« orthophonie et audiologie, ergothérapie, physiothérapie », etc.) ;
- f) « optométrie » est passée du groupe # 16 (« orthophonie et audiologie, ergothérapie, physiothérapie », etc.) au groupe # 21 (« médecine dentaire et pharmacie »).

Enfin, considérant que l'éducation, l'éducation physique et l'enseignement des arts devraient faire l'objet de travaux concomitants, il est prévu que les groupes de travail chargés de ces secteurs puissent siéger au cours de la même période.

Adopté par le Comité des affaires académiques le 11 mai 2001

Regroupements disciplinaires et calendrier des travaux

AN 1

1. Physique, mathématiques, informatique
2. Études littéraires, langues et littératures modernes et études anciennes
3. Linguistique, traduction, français et anglais
4. Philosophie et éthique
5. Science politique, sociologie et disciplines apparentées, anthropologie, études féministes, sciences du loisir et récréologie
6. Communication, études et production cinématographiques
7. Génie
8. Théologie et sciences des religions

AN 2

9. Biologie, chimie, biochimie, microbiologie, sciences biomédicales et sciences de l'environnement
10. Sciences de la terre, de l'eau et de l'atmosphère
11. Formation postdoctorale en médecine
12. Psychologie, psychoéducation et sexologie, travail social, animation sociale et culturelle, criminologie
13. Architecture, design, aménagement, urbanisme et études urbaines
14. Histoire, géographie, archivistique, bibliothéconomie, sciences de l'information, archéologie, démographie
15. Orthophonie et audiologie, ergothérapie, physiothérapie, sciences de la réadaptation, ergonomie, chiropratique, pratique sage-femme, podiatrie
16. Médecine dentaire, pharmacie et optométrie

AN 3

17. Éducation
18. Éducation physique et à la santé et kinésiologie (sciences de l'activité physique)
19. Arts visuels et médiatiques, danse, art dramatique, musique, enseignement des arts, histoire de l'art et muséologie
20. Études en administration, économique et relations industrielles
21. Droit
22. Sciences infirmières, santé communautaire, épidémiologie, hygiène du milieu, gérontologie et gestion des services de santé
23. Sciences de l'agriculture, médecine vétérinaire, nutrition, sciences des aliments et sciences de la consommation

Adopté par le Comité des affaires académiques le 2 mars 2001 et révisé en septembre 2002.

Liste des membres du Comité de suivi sur les programmes (CSP)

DEROME, Jean-Robert	Professeur honoraire du Département de physique de l'Université de Montréal
DIORIO, Mattio	Professeur honoraire du Service de l'enseignement de la gestion des opérations et de la production de HEC Montréal
DOMINGUE, Nicole	Professeure honoraire du Département linguistique de l'Université McGill
GODBOUT, Paul	Professeur honoraire du Département d'éducation physique de l'Université Laval
GOULET, Georges	Professeur honoraire du secteur de l'éducation, UQO
LEROUX, Adrien	Professeur honoraire du Département de génie électrique et de génie informatique de l'Université de Sherbrooke
SABOURIN, Jean-Guy	Professeur honoraire du Département de théâtre de l'UQAM

Liste des membres du Groupe de travail sur les programmes en administration, économique et relations industrielles

BERNATCHEZ, Jean	Direction de l'enseignement et de la recherche, ENAP
CHÉNIER, Andrée-Anne	Faculté de l'administration, Université de Sherbrooke
FELTEAU, Claude	École des sciences de la gestion, UQAM
GAGNON, France	UER Travail, Économie et Gestion, Télé-université
GASCON, André	Faculté des sciences de l'administration, Université Laval
GOFFIN, Jean-Louis	Faculté de gestion, Université McGill
KANAAN, George	École de gestion John Molson, Université Concordia
LACHANCE, Yves	Module des sciences de l'administration, UQAC
LUSSIER, Madeleine	Module des sciences comptables, UQO
MARSAN, Michel	UER en sciences de la gestion, UQAT
RACETTE, Daniel	Direction des programmes, HEC Montréal
RIOUX, Claude	Comité de programme d'études avancées en gestion des ressources maritimes, UQAR
SIMARD, Marcel	Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal
WILSON, Richard	Département des sciences comptables, UQTR
ZUBIETA, Lourdes	Williams School of Business, Université Bishop's
DIORIO, Mattio	Président du Groupe de travail
VIGNOLA, Julie	CREPUQ

– Annexe III –

**Tableaux sur les effectifs étudiants, le corps professoral,
le financement de la recherche auxquels s'ajoutent des données supplémentaires
relatives au domaine de l'administration présentées à la demande des
représentants du Groupe de travail**

Tableau 3.1
Données sur les baccalauréats en administration et en sciences comptables ¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE ²														
	Bish.	Conc. ³	HEC	Laval	McGill ⁴	UdeS	UQAC	UQAM ⁵	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ	Total
1986	383	4 078	2 530	2 349	1 343	945	697	4 990	476	323	766	1 327		20 207
1987	452	4 161	2 799	2 351	1 344	782	774	4 781	502	351	796	1 303		20 396
1988	454	4 170	3 120	2 709	1 477	682	840	4 890	505	382	858	1 298		21 385
1989	480	4 362	3 223	2 819	1 611	714	868	4 618	505	363	918	1 368	4	21 853
1990	414	4 249	3 008	2 781	1 610	767	844	4 682	493	353	1 053	1 387	23	21 664
1991	407	4 119	2 946	2 770	1 552	743	824	4 280	538	320	1 068	1 372	22	20 961
1992	404	4 084	2 897	2 655	1 582	789	786	4 055	702	286	992	1 248	15	20 495
1993	409	3 806	2 744	2 294	1 595	730	737	3 819	656	238	900	1 136	7	19 071
1994	423	3 373	2 726	2 108	1 687	746	691	3 438	613	191	745	1 023	7	17 771
1995	438	3 173	2 701	1 862	1 731	765	618	3 391	550	175	616	975	8	17 003
1996	462	3 037	2 825	1 672	1 838	778	570	3 419	526	205	514	924	88	16 858
1997	472	3 131	3 005	1 592	1 839	820	480	3 437	455	210	441	777	146	16 805
1998	496	3 366	3 207	1 440	1 787	907	454	3 267	416	206	432	805	174	16 957
1999	492	3 496	3 365	1 498	1 707	943	448	3 139	438	185	446	838	220	17 215
2000	505	3 523	3 431	1 495	1 799	855	506	3 347	468	181	460	855	312	17 737
2001	525	3 703	3 374	1 423	1 852	662	528	3 331	509	148	517	902	347	17 821
2002	515	4 574	3 395	1 555	1 985	810	533	3 446	494	118	526	967	403	19 321
2003	566	4 628	3 420	1 660	2 076	783	540	3 451	527	127	609	954	473	19 814

NOUVELLES INSCRIPTIONS ²														
	Bish.	Conc. ³	HEC	Laval	McGill ⁴	UdeS	UQAC	UQAM ⁵	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ	Total
1992	247	1 279	1 194	949	481	425	311	1 296	482	132	361	450	4	7 611
1993	140	1 080	1 048	741	446	402	307	1 341	268	107	339	435	2	6 656
1994	144	971	1 096	721	526	432	276	1 154	249	75	265	386	2	6 297
1995	175	953	1 069	616	484	404	238	1 388	222	80	246	416	4	6 295
1996	166	1 022	1 126	550	495	403	201	1 336	205	112	222	366	86	6 290
1997	175	1 052	1 202	599	494	441	170	1 456	176	87	216	274	142	6 484
1998	165	1 223	1 297	487	494	453	189	1 140	176	82	212	378	147	6 443
1999	161	1 502	1 248	593	477	334	216	1 263	207	88	205	395	169	6 858
2000	152	1 363	1 278	594	519	204	252	1 372	232	89	246	396	253	6 950
2001	158	1 553	1 228	550	573	195	223	1 425	226	63	266	490	246	7 196
2002	166	1 559	1 212	623	552	252	236	1 484	229	45	264	453	307	7 382
2003	238	1 531	1 167	678	574	326	213	1 282	234	55	338	390	334	7 360

DIPLOMES DÉCERNÉS ²														
	Bish.	Conc. ⁶	HEC	Laval	McGill ⁴	UdeS	UQAC	UQAM ⁵	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ	Total
1990	129	814	632	557	357	328	160	953	100	72	138	266		4 506
1991	128	828	721	652	429	307	155	915	113	70	189	284		4 791
1992	106	832	697	685	444	308	185	942	112	75	193	271		4 850
1993	111	842	595	734	444	338	175	985	152	69	226	313		4 984
1994	95	947	558	589	441	329	176	930	128	51	205	288		4 737
1995	113	861	591	606	447	279	136	857	141	49	169	229		4 478
1996	122	803	596	517	431	290	131	710	125	43	186	239		4 193
1997	114	718	649	452	482	303	142	731	138	24	126	244		4 123
1998	116	727	661	396	492	305	112	672	102	34	125	233	1	3 976
1999	143	642	756	362	467	336	119	705	93	56	104	209	12	4 004
2000	152	675	821	408	448	375	91	674	90	47	125	164	13	4 083
2001	135	914	913	450	453	341	134	666	89	56	102	196	23	4 472
2002	150	1 084	823	331	439	353	167	742	120	45	127	202	28	4 611
2003	147	1 030	857	380	473	329	220	658	113	32	142	201	29	4 611

Source : GDEU (MELS), sauf dans le cas de l'Université Concordia et de l'Université McGill.

1 Les données comprennent l'ensemble des options, y compris les programmes de majeure et les programmes en sciences comptables.

Le Tableau 3.2 fournit plus d'informations sur les programmes de l'UQAM et de l'UQTR, alors que le Tableau 3.3 présente les données sur les programmes en sciences comptables des constituantes du réseau de l'Université du Québec.

2 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.

3 Les données de la CUP et les données de la période de la mise à jour de l'Université Concordia ont été fournies et corrigées par l'établissement, de manière à exclure les données des mineures du *Bachelor of Commerce*.

4 Les données de l'Université McGill ont été fournies par l'établissement.

5 Les données de l'UQAM ont été fournies par l'établissement.

6 Les données sur les diplômés de l'U. Concordia ont été fournies par l'établissement.

Tableau 3.2
Données sur les baccalauréats en administration¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE ²																				
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill ³	UdeS	UQAC	UQAM ⁴	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAM ⁷	UQAR	UQAT	UQO	UQO	UQTR	UQTR	UQTR	TÉLUQ	Total
1986	383	4 078	2 530	2 349	1 343	945	406	2 170		292	476	180	480			715		123		16 470
1987	452	4 161	2 799	2 351	1 344	782	428	2 003		293	502	194	480			737		93		16 619
1988	454	4 170	3 120	2 709	1 477	682	479	1 956		307	505	202	502			721		83		17 367
1989	480	4 362	3 223	2 819	1 611	714	499	1 899		298	505	175	518			760		62	4	17 929
1990	414	4 249	3 008	2 781	1 610	767	498	1 936		296	493	188	588			751		58	23	17 660
1991	407	4 119	2 946	2 770	1 552	743	518	1 737		303	538	158	612			760		39	22	17 224
1992	404	4 084	2 897	2 655	1 582	789	473	1 697		355	529	149	596			690		36	15	16 951
1993	409	3 806	2 744	2 294	1 595	730	438	1 596		386	488	132	533			613		35	7	15 806
1994	423	3 373	2 726	2 108	1 687	746	396	1 389		406	424	104	438			543		42	7	14 812
1995	438	3 173	2 701	1 862	1 731	765	347	1 480		358	39	365	102	355		500		36	8	14 260
1996	462	3 037	2 825	1 672	1 838	778	333	1 432	38	392	94	327	114	270		454		37	88	14 191
1997	472	3 131	3 005	1 592	1 839	820	282	1 421	76	396	143	297	123	208		410		39	146	14 400
1998	496	3 366	3 207	1 440	1 787	907	252	1 386	120	431	153	225	115	228		420		32	174	14 739
1999	492	3 496	3 365	1 498	1 707	943	243	1 270	174	459	186	228	95	216	40	405		33	220	15 070
2000	505	3 523	3 431	1 495	1 799	855	269	1 318	196	465	300	246	95	255	39	269	123	25	312	15 520
2001	525	3 703	3 374	1 423	1 852	662	309	1 284	220	498	339	271	84	278	57	60	375	29	347	15 690
2002	515	4 574	3 395	1 555	1 985	810	336	1 326	249	496	386	289	65	281	57	23	470	28	403	17 243
2003	566	4 628	3 420	1 660	2 076	783	364	1 339	253	524	394	317	65	343	42	9	513	27	473	17 796

NOUVELLES INSCRIPTIONS²

	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill ³	UdeS	UQAC	UQAM ⁴	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAM ⁷	UQAR	UQAT	UQO	UQO	UQTR	UQTR	UQTR	TÉLUQ	Total
1992	247	1 279	1 194	949	481	425	189	539		164		266	74	240		245		17	4	6 313
1993	140	1 080	1 048	741	446	402	180	563		142		198	69	210		229		14	2	5 464
1994	144	971	1 096	721	526	432	170	411		182		146	41	158		202		16	2	5 218
1995	175	953	1 069	616	484	404	146	623		116	42	145	50	135		205		11	4	5 178
1996	166	1 022	1 126	550	495	403	120	530	38	150	65	127	61	121		188		15	86	5 263
1997	175	1 052	1 202	599	494	441	98	596	43	152	73	109	50	122		133		13	142	5 494
1998	165	1 223	1 297	487	494	453	103	516	56	163	72	87	44	143		193		11	147	5 654
1999	161	1 502	1 248	593	477	334	117	442	89	191	181	112	46	105	19	173	0	15	169	5 974
2000	152	1 363	1 278	594	519	204	148	604	81	151	166	134	55	163	20	65	120	13	253	6 083
2001	158	1 553	1 228	550	573	195	158	528	95	173	310	131	39	137	42	3	307	12	246	6 438
2002	166	1 559	1 212	623	552	252	164	520	112	166	168	150	23	156	28	7	236	9	307	6 410
2003	238	1 531	1 167	678	574	326	145	524	105	170	136	144	28	199	32	3	218	12	334	6 564

DIPLÔMES DÉCERNÉS²

	Bish.	Conc. ⁸	HEC	Laval	McGill ³	UdeS	UQAC	UQAM ⁴	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAM ⁷	UQAR	UQAT	UQO	UQO	UQTR	UQTR	UQTR	TÉLUQ	Total
1990	129	814	632	557	357	328	83	438		63		100	38	92		157		13		3 801
1991	128	828	721	652	429	307	91	441		69		113	38	113		164		21		4 115
1992	106	832	697	685	444	308	124	429		66		85	41	108		166		11		4 102
1993	111	842	595	734	444	338	109	464		48		110	36	149		178		9		4 167
1994	95	947	558	589	441	329	121	441		68		84	24	123		170		8		3 998
1995	113	861	591	606	447	279	82	353		82		100	27	104		124		8		3 777
1996	122	803	596	517	431	290	70	344		64		85	23	118		151		7		3 621
1997	114	718	649	452	482	303	90	343		75	9	64	12	70		87		8		3 476
1998	116	727	661	396	492	305	70	296		65	17	75	16	68		136		10	1	3 451
1999	143	642	756	362	467	336	74	344	20	70	24	58	34	51	1	108		12	12	3 514
2000	152	675	821	408	448	375	59	318	40	63	32	47	29	60	17	85		13	13	3 655
2001	135	914	913	450	453	341	98	296	51	82	39	44	28	57	7	102	8	5	23	4 046
2002	150	1 084	823	331	439	353	116	294	58	91	71	61	24	88	4	36	47	7	28	4 105
2003	147	1 030	857	380	473	329	166	217	95	43	55	70	17	75	20	16	76	7	29	4 102

Source : GDEU (MELS) ou établissements dans le cas de l'U. McGill et de l'UQAM.

1 Les données comprennent les programmes de majeure.

2 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.

3 Les données de l'U. McGill ont été fournies par l'établissement.

4 Baccalauréat en administration.

5 Baccalauréat en gestion des ressources humaines.

6 Incluant les effectifs de l'ancien baccalauréat en gestion et intervention touristique, du baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie (concentration tourisme), baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie (concentration gestion hôtelière et de restauration) et ceux du cheminement intégré DEC-bacc en gestion du tourisme et de l'hôtellerie, offert en partenariat avec l'ITHQ.

7 Les données du baccalauréat en gestion et design de la mode ont été fournies par l'établissement.

8 Les données sur les diplômés de l'U. Concordia ont été fournies par l'établissement.

Tableau 3.3**Données sur les baccalauréats en sciences comptables¹****INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE²**

	UQAC	UQAM	UQAM³	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	Total
1986	291	2 150	378		143	286	489	3 737
1987	346	2 006	479		157	316	473	3 777
1988	361	2 044	583		180	356	494	4 018
1989	369	1 782	639		188	400	546	3 924
1990	346	1 746	704		165	465	578	4 004
1991	306	1 580	660		162	456	573	3 737
1992	313	1 411	592	173	137	396	522	3 544
1993	299	1 317	520	168	106	367	488	3 265
1994	295	1 184	459	189	87	307	438	2 959
1995	271	1 099	415	185	73	261	439	2 743
1996	237	1 052	411	199	91	244	433	2 667
1997	198	1 089	312	158	87	233	328	2 405
1998	202	889	288	191	91	204	353	2 218
1999	205	736	314	210	190	190	400	2 245
2000	237	695	373	222	86	166	438	2 217
2001	219	684	306	238	64	182	438	2 131
2002	197	963	26	205	53	188	446	2 078
2003	176	938	3	210	62	224	405	2 018

NOUVELLES INSCRIPTIONS²

	UQAC	UQAM	UQAM³	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	Total
1992	122	396	197	216	58	121	188	1 298
1993	127	474	162	70	38	129	192	1 192
1994	106	399	162	103	34	107	168	1 079
1995	92	416	191	77	30	111	200	1 117
1996	81	396	159	78	51	101	163	1 029
1997	72	485	107	67	37	94	128	990
1998	86	216	117	89	38	69	174	789
1999	99	212	148	95	42	81	207	884
2000	104	212	158	98	34	63	198	867
2001	65	239	80	95	24	87	168	758
2002	72	502	16	79	22	80	201	972
2003	68	346	1	90	27	107	157	796

DIPLÔMES DÉCERNÉS²

	UQAC	UQAM	UQAM³	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	Total
1990	77	362	90		34	46	96	705
1991	64	316	89		32	76	99	676
1992	61	359	88	27	34	85	94	748
1993	66	350	123	42	33	77	126	817
1994	55	307	114	44	27	82	110	739
1995	54	304	118	41	22	65	97	701
1996	61	235	67	40	20	68	81	572
1997	52	236	68	74	12	56	149	647
1998	42	219	75	27	18	57	87	525
1999	45	180	67	35	22	52	89	490
2000	32	168	53	43	18	48	66	428
2001	36	140	58	45	28	38	81	426
2002	51	206	22	59	21	35	112	506
2003	54	246	2	43	15	47	102	509

Source : GDEU (MELS).

1 HEC Montréal, l'U. Bishop's, l'U. Laval, l'U. McGill et l'U. de Sherbrooke offrent une concentration en sciences comptables dans le cadre de leur baccalauréat en administration. L'Université Concordia offre une majeure en sciences comptable qui s'intègre dans le baccalauréat en administration.

2 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.

3 Baccalauréat en comptabilité de management.

Tableau 3.4
Données sur l'ensemble des certificats en administration¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE²

	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAM	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ	Total
1986	66	176	4486	1492	1 851	0	63	914	7 054	1 812	589	1 036	1 884	0	21 423
1987	46	190	4677	1606	2 095	0	62	1 029	7 154	2 169	738	1 067	1 903	0	22 736
1988	50	216	4925	1595	2 461	0	476	1 057	7 241	2 150	639	1 119	2 046	0	23 975
1989	62	259	4798	1440	2 420	0	508	1 096	7 543	2 309	554	1 104	1 882	0	23 975
1990	74	233	4657	1276	2 336	0	575	1 087	7 711	2 302	582	985	1 840	449	24 107
1991	52	238	4565	1147	2 442	0	595	1 004	7 626	2 081	550	755	1 775	1 155	23 985
1992	43	226	4671	1052	1 948	0	507	911	7 822	1 872	513	800	1 784	1 621	23 770
1993	35	105	4395	992	1 956	0	439	790	7 000	1 548	426	726	1 746	1 623	21 781
1994	34	84	4266	910	1 526	0	541	661	6 275	1 207	411	670	1 511	1 648	19 744
1995	34	68	4057	1094	1 519	119	465	493	6 217	931	348	560	1 247	1 633	18 785
1996	47	70	3901	1884	1 310	174	439	405	6 781	789	319	513	1 152	1 639	19 423
1997	45	121	3582	3016	1 121	276	410	538	7 043	681	356	550	1 263	1 947	20 949
1998	45	96	3979	3746	994	273	273	652	7 473	909	454	540	1 305	2 194	22 933
1999	44	112	3980	3588	1 028	245	267	749	8 370	844	450	578	1 413	2 380	24 048
2000	40	162	4161	3463	948	215	266	807	7 990	761	412	586	1 302	2 441	23 554
2001	35	148	4146	3172	886	198	325	762	7 539	701	410	525	1 139	2 228	22 214
2002	37	198	4667	2338	846	198	406	792	6 995	630	403	510	1 082	2 396	21 498
2003	42	280	5191	1772	891	163	367	760	6 614	705	471	494	1 069	2 249	21 068

NOUVELLES INSCRIPTIONS²

	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAM	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ	Total
1992	1	43	2874	682	1 196	0	398	539	4 212	933	408	579	1 069	1 662	14 596
1993	2	26	2501	640	1 123	0	380	409	3 499	711	284	505	982	1 347	12 409
1994	0	28	2645	566	809	0	360	377	3 026	582	280	399	818	1 227	11 117
1995	7	25	2699	991	805	134	450	279	3 223	436	211	368	652	1 109	11 389
1996	7	24	2605	1618	676	101	331	259	4 307	451	216	340	650	1 180	12 765
1997	2	26	2553	2487	600	171	308	439	4 016	366	274	428	897	1 521	14 088
1998	1	21	2964	2612	551	107	196	520	4 261	699	321	410	874	1 947	15 484
1999	8	24	2721	1801	616	100	215	591	5 360	468	348	469	808	1 908	15 437
2000	8	45	3216	1700	557	76	222	552	4 245	339	281	362	752	2 053	14 408
2001	8	19	2914	1480	458	84	272	395	3 460	315	204	339	588	1 538	12 074
2002	3	27	3730	532	432	99	388	478	3 628	391	348	349	713	1 761	12 879
2003	2	33	4199	520	453	40	353	471	3 470	368	368	370	770	1 652	13 069

DIPLÔMES DÉCERNÉS²

	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAM	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ	Total
1990	17	59	901	284	357	0	110	218	1 773	368	95	145	362	0	4 689
1991	40	43	991	273	321	0	144	197	1 832	402	91	150	421	0	4 905
1992	40	46	990	277	379	0	205	197	2 078	424	82	151	403	7	5 279
1993	29	49	1022	273	364	0	221	180	1 905	379	102	136	379	56	5 095
1994	15	62	949	253	366	0	198	213	1 888	364	93	162	448	107	5 118
1995	23	37	1041	306	369	0	163	169	1 690	268	78	144	383	180	4 851
1996	13	37	946	360	343	0	164	155	1 524	249	81	132	342	238	4 584
1997	18	35	1135	330	292	12	146	102	1 487	193	96	116	302	221	4 485
1998	12	36	1120	369	246	20	171	96	1 444	170	47	138	286	288	4 443
1999	24	16	1092	427	283	46	113	122	1 501	153	68	91	208	306	4 450
2000	7	20	1085	522	242	44	125	104	1 687	127	84	93	239	312	4 691
2001	15	13	1159	585	194	44	126	98	1 872	109	45	122	240	330	4 952
2002	11	20	1491	650	231	41	212	123	2 078	122	73	131	248	310	5 741
2003	14	22	1742	639	267	41	216	142	2 074	107	63	128	287	332	6 074

Source : GDEU (MELS) ou établissements.

1 Les Tableaux 3.5 à 3.12 présentent les données selon les catégories de programme.

2 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.

Tableau 3.5**Données sur les certificats en administration des affaires, gestion des entreprises et de la production****INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE¹**

	Bish.	Conc.	HEC²	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAM³	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ	Total
1986	33	176	1 511	1 431	1 146		747	2940	1 504	505	840	1 198		12 031
1987	46	190	1 512	1 543	1 259		792	2900	1 820	642	817	1 182		12 703
1988	50	216	1 652	1 542	1 501	397	768	2778	1 773	567	830	1 288		13 362
1989	62	259	1 549	1 395	1 462	440	775	2724	1 807	498	770	1 191		12 932
1990	74	233	1 489	1 222	1 389	498	778	2720	1 709	502	720	1 170	449	12 953
1991	52	238	1 504	1 102	1 475	506	672	2727	1 478	462	555	1 122	1 155	13 048
1992	43	226	1 554	1 003	1 225	435	609	2953	1 359	396	606	1 102	1 621	13 132
1993	35	105	1 516	931	1 194	353	522	2739	1 143	323	557	996	1 567	11 981
1994	34	84	1 300	850	954	461	478	2512	847	244	500	806	1 510	10 580
1995	34	68	1 242	1 022	837	393	326	2359	648	188	388	624	1 410	9 539
1996	47	70	1212	989	750	358	251	3120	536	185	369	603	1 234	9 724
1997	45	121	1 002	868	633	339	278	3013	416	159	314	504	1 231	8 923
1998	45	96	1 310	708	560	211	273	3135	334	188	261	449	1 157	8 727
1999	44	112	1 342	585	631	199	263	3298	332	179	249	448	1 138	8 820
2000	40	162	1 466	603	593	181	262	2681	263	152	240	386	1 139	8 168
2001	35	148	1 426	663	532	242	229	2678	267	136	225	369	1 067	8 017
2002	37	198	1 622	613	546	316	314	2632	258	115	220	369	1 151	8 391
2003	42	280	1 917	656	516	264	278	2529	319	200	260	498	1 081	8 840

NOUVELLES INSCRIPTIONS¹

	Bish.	Conc.	HEC²	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAM³	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ	Total
1992	1	43	954	661	716	341	382	1649	678	309	423	662	1 662	8 481
1993	2	26	906	589	668	307	305	1335	510	213	372	556	1 284	7 073
1994	0	28	733	529	480	296	290	1127	404	163	277	417	1 020	5 764
1995	7	25	785	937	481	407	201	1146	294	112	240	275	936	5 846
1996	7	24	824	747	414	284	155	2386	315	129	228	334	827	6 674
1997	2	26	811	599	379	234	217	1619	208	108	213	303	831	5 550
1998	1	21	1112	484	334	137	178	1682	185	141	199	262	823	5 559
1999	8	24	950	439	388	141	187	1659	182	119	157	273	879	5 406
2000	8	45	1 222	481	385	132	175	1316	132	116	147	245	918	5 322
2001	8	19	945	533	294	192	166	1538	162	67	165	232	856	5 177
2002	3	27	1 319	430	296	294	239	1538	172	115	180	272	928	5 813
2003	2	33	1 614	433	264	260	189	1438	172	189	219	349	897	6 059

DIPLÔMES DÉCERNÉS¹

	Bish.	Conc.	HEC²	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAM³	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ	Total
1990	17	59	296	273	214	92	152	683	291	86	103	227		2 493
1991	40	43	319	260	197	125	145	620	319	83	117	253		2 521
1992	40	46	326	264	241	165	141	683	336	64	115	249	7	2 677
1993	29	49	332	255	196	184	134	634	260	70	103	248	56	2 550
1994	15	62	318	238	209	169	111	630	275	76	127	266	107	2 603
1995	23	37	329	287	219	143	114	592	194	53	107	204	180	2 482
1996	13	37	307	343	194	147	98	547	190	53	83	181	234	2 427
1997	18	35	389	303	177	119	69	546	126	43	85	150	200	2 260
1998	12	36	337	304	139	145	67	519	115	30	106	153	231	2 194
1999	24	16	299	232	162	89	81	633	86	39	65	118	189	2 033
2000	7	20	329	229	136	101	57	597	91	37	60	124	171	1 959
2001	15	13	372	207	116	79	59	612	81	27	74	108	193	1 956
2002	11	20	500	186	129	180	69	631	80	50	84	80	164	2 184
2003	14	22	605	158	152	186	86	696	64	37	83	116	170	2 389

Source : GDEU (MELS).

1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.

2 Les données sur les inscriptions totales, les nouvelles inscriptions et les diplômés ont été, selon le cas, révisées (données de la CUP) ou fournies par HEC Montréal.

3 Les données de l'UQAM ont été fournies par l'établissement.

Tableau 3.6
Données sur les certificats en sciences comptables

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE															Total
	HEC ²	HEC ³	Laval	McGill	UdeS ⁴	UQAC	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAR	UQAT	UQO ⁷	UQO ⁸	UQTR ⁹	UQTR ¹⁰	
1986	859	286	61	356	43	39	838	797	80	84	61	135	173		3 812
1987	918	345	63	345	36	50	878	946	75	96	71	179	135		4 137
1988	915	344	53	373	39	35	873	1 099	61	72	80	209	150		4 303
1989	898	332	45	328	39	47	814	1 174	75	56	79	255	109		4 251
1990	800	316	54	354	49	52	706	1 309	47	80	56	209	86		4 118
1991	759	293	45	378	65	46	531	1 376	82	88	42	158	76		3 939
1992	775	274	49	203	45	29	480	1 418	49	117	38	156	57	8	3 698
1993	694	250	61	278	47	19	400	1 164	55	103	36	133	48	99	3 387
1994	604	253	60	173	46	15	286	1 075	54	100	31	139	27	118	2 981
1995	552	231	72	271	30	18	257	1 014	48	84	39	133	27	152	2 928
1996	483	207	71	211	52	34	242	958	52	52	51	93	37	132	2 675
1997	402	201	64	160	32	33	192	873	47	49	45	90	37	99	2 324
1998	386	188	72	141	26	38	170	815	50	86	40	93	32	122	2 259
1999	377	200	60	97	24	64	240	866	38	83	40	120	34	114	2 357
2000	392	184	51	86	35	54	270	786	40	97	36	121	25	103	2 280
2001	359	180	47	58	32	72	286	790	44	135	53	130	29	138	2 353
2002	394	206	34	33	31	76	278	809	49	201	51	132	16	200	2 510
2003	487	234	28	75	30	65	291	884	39	171	39	131	10	101	2 585

NOUVELLES INSCRIPTIONS															Total
	HEC ²	HEC ³	Laval	McGill	UdeS ⁴	UQAC	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAR	UQAT	UQO ⁷	UQO ⁸	UQTR ⁹	UQTR ⁹	
1992	436	131	21	192	36	15	145	785	33	99	28	128	32	8	2 089
1993	365	111	51	182	37	7	112	584	22	71	23	110	26	112	1 813
1994	373	122	37	92	38	10	96	543	34	64	17	105	35	99	1 665
1995	421	133	54	92	19	18	120	518	28	46	36	92	47	103	1 727
1996	337	127	47	69	31	38	114	470	32	53	46	66	41	87	1 558
1997	258	104	47	46	35	34	90	439	23	41	29	85	38	61	1 330
1998	276	96	49	55	17	42	105	510	28	61	22	80	24	83	1 448
1999	273	96	34	24	23	46	168	563	27	53	25	93	29	69	1 523
2000	283	125	38	28	37	39	176	495	23	93	24	78	26	80	1 545
2001	224	99	38	13	27	52	153	494	22	108	31	111	24	97	1 493
2002	310	130	26	17	24	60	161	498	29	205	28	105	13	176	1 782
2003	366	140	22	31	24	37	173	508	24	119	26	95	57	70	1 692

DIPLOMES DECERNES															Total
	HEC ²	HEC ³	Laval	McGill	UdeS ⁴	UQAC	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAR	UQAT	UQO ⁷	UQO ⁸	UQTR ⁹	UQTR ⁹	
1990	166	67	11	44	12	6	138	165	13	9	8	34	15		688
1991	165	87	13	35	15	3	115	200	8	8	8	25	14		696
1992	138	79	13	40	36	13	133	280	7	18	4	32	13		806
1993	142	61	18	42	27	4	119	292	11	32	5	28	9	2	792
1994	145	55	15	49	19	3	132	292	8	17	6	29	6	10	786
1995	141	69	19	46	13	6	81	273	5	25	4	33	4	19	738
1996	110	63	17	45	5	3	63	227	8	26	10	39	1	33	650
1997	128	61	18	30	16	6	57	215	12	10	6	25	3	41	628
1998	115	62	12	29	10	1	45	207	2	6	8	24	2	28	551
1999	118	54	12	29	9	3	44	197	13	16	8	18	2	30	553
2000	102	60	15	20	10	7	44	237	9	21	8	25	1	19	578
2001	77	69	23	13	11	7	33	212	2	14	6	42	1	29	539
2002	111	50	10	15	13	17	69	174	7	23	11	36	3	38	577
2003	95	56	10	11	12	6	73	194	4	24	9	36	2	52	584

Source : GDEU (MELS).

1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.

2 Certificat en gestion comptable des organisations.

3 Certificat en comptabilité professionnelle.

4 Certificat de comptabilité.

5 Certificat en sciences comptables.

6 Certificat en comptabilité générale.

7 Certificat en sciences comptables.

8 Certificat en comptabilité générale.

9 Certificat en sciences comptables.

10 Certificat en comptabilité générale.

Tableau 3.7
Données sur les certificats en finance et opérations bancaires

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE¹

	HEC ²	HEC ³	Laval ⁴	UdeS	UQAC	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAM ⁷	UQAR ⁸	UQAR ⁸	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ ⁹	TÉLUQ ¹⁰	Total
1986	289					238	11									538
1987	356					264	6									626
1988	399					301	7									711
1989	401				12	292	15	87								807
1990	377				4	301	15	85								782
1991	381				5	299	26	105								816
1992	396				1	332	35	127								891
1993	372				4	286	118	75						41	15	911
1994	374				3	262	121	90						47	91	988
1995	269				2	285	142	130						60	163	1 051
1996	252		824		1	284	210	164						76	234	2 045
1997	202		2 084	10	84	286	839	159	12	45	85	101	222	246	275	4 650
1998	232		2 966	13	218	263	1475	120	10	324	136	146	281	379	377	6 940
1 999	223		2 943	15	266	255	2124	95	19	305	155	169	314	472	400	7 755
2 000	256		2 809	15	336	151	2645	69	16	300	157	189	346	524	320	8 133
2 001	263	33	2 462	11	274	201	2021	79	14	229	119	117	223	422	230	6 698
2 002	337	60	1 691	13	176	200	1468	66	7	143	62	107	126	431	201	5 088
2 003	313	77	1 088	16	105	201	984	63	3	128	23	64	36	374	146	3 621

NOUVELLES INSCRIPTIONS¹

	HEC ²	HEC ³	Laval ⁴	UdeS	UQAC	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAM ⁷	UQAR ⁸	UQAR ⁸	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ ⁹	TÉLUQ ¹⁰	Total
1992	280				2	234	29	73								618
1993	221				3	173	127	92						48	15	679
1994	250				4	176	91	57						63	144	785
1995	156				2	174	103	72						48	125	680
1996	154		824		0	148	199	74						62	196	1 657
1997	150		1 841	15	86	152	763	68	12	45	85	101	228	315	162	4 023
1998	186		2 079	18	230	148	1003	44	9	350	109	109	206	386	473	5 350
1999	165		1 328	16	264	145	1932	40	20	143	166	194	146	403	295	5 257
2000	200		1 181	16	199	119	1263	24	10	101	71	113	161	604	140	4 202
2001	225	42	909	11	35	118	280	45	12	31	10	32	36	178	82	2 046
2002	302	42	76	18	35	148	277	26	0	67	6	36	15	259	70	1 377
2003	254	65	65	19	16	142	204	27	0	49	1	30	5	184	68	1 129

DIPLÔMES DÉCERNÉS¹

	HEC ²	HEC ³	Laval ⁴	UdeS	UQAC	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAM ⁷	UQAR ⁸	UQAR ⁸	UQAT	UQO	UQTR	TÉLUQ ⁹	TÉLUQ ¹⁰	Total
1990	78					113		2								193
1991	62					117		6								185
1992	83					140		8								231
1993	88					156	9	3								256
1994	80					88	12	5								185
1995	74					94	16	7								191
1996	70					92	24	4								194
1997	72		9	1		88	34	25						4		250
1998	56		53	5		97	35	38	1					11	10	328
1999	64		183	10		101	80	30	2					13	76	559
2000	71		278	5		78	295	21	2					9	79	838
2001	79		355	7		75	499	9	3					7	68	1 102
2002	105	1	454	6		81	680	13	2					3	69	1 414
2003	149	18	471	7		91	515	16	2					0	62	1 331

Source : GDEU (MELS).

- 1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.
- 2 Certificat en gestion financière.
- 3 Certificat en planification financière personnelle.
- 4 Certificat en services financiers (anciennement planification financière personnelle).
- 5 Certificat en analyse financière devenu le certificat en finance; données fournies par l'UQAM.
- 6 Certificat en planification financière autrefois regroupé sous un certificat en assurance et intervention financière; données fournies par l'UQAM.
- 7 Certificat en assurance et produits financiers autrefois regroupé sous un certificat en assurance et intervention financière; données fournies par l'UQAM.
- 8 Certificat en gestion des services financiers et commerciaux devenu le certificat en assurance et produits.
- 9 Certificat en planification financière qui remplace le certificat en assurance et intervention financière.
- 10 Certificat en crédit commercial.

Tableau 3.8
Données sur les certificats en marketing

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE¹								
	HEC²	HEC³	McGill	UdeS	UQAC	UQAM	UQTR	Total
1986	562		195	3		401		1 161
1987	591		223	6		422		1 242
1988	702		238	10		384		1 334
1989	707		249	7		416		1 379
1990	706		239	10		369		1 324
1991	655		251	3		393		1 302
1992	649		207	4		365		1 225
1993	568		188	4		354		1 114
1994	528	103	148	4		349		1 132
1995	499	121	150	11		353		1 134
1996	485	105	127	4	13	316		1 050
1997	475	99	123	3	18	317	38	1 073
1998	495	85	114	3	16	299	51	1 063
1999	519	80	106	6	17	273	68	1 069
2000	531	54	84	8	33	223	49	982
2001	538	40	82	1	40	253	44	998
2002	540	59	82	4	40	273	36	1 034
2003	569	72	104	11	48	318	43	1 165

NOUVELLES INSCRIPTIONS¹								
	HEC²	HEC³	McGill	UdeS	UQAC	UQAM	UQTR	Total
1992	452		129	4		204		789
1993	358		119	7		172		656
1994	341	103	97	6		182		729
1995	337	103	98	11		201		750
1996	340	64	78	4	15	179		680
1997	329	60	70	2	24	205	49	739
1998	373	58	68	5	10	204	49	767
1999	357	51	72	6	16	170	64	736
2000	402	45	39	9	33	145	38	711
2001	395	30	40	3	32	172	32	704
2002	407	59	35	9	29	191	34	764
2003	447	65	54	13	39	196	36	850

DIPLÔMES DÉCERNÉS¹								
	HEC²	HEC³	McGill	UdeS	UQAC	UQAM	UQTR	Total
1990	111		31	0		154		296
1991	142		21	1		132		296
1992	159		36	0		162		357
1993	160		50	2		128		340
1994	133		31	2		127		293
1995	138		38	1		144		321
1996	125	11	29	3		132		300
1997	131	20	24	1	1	116	1	294
1998	169	35	20	0	2	98	6	330
1999	130	29	27	1	5	92	15	299
2000	145	25	20	1	4	84	13	292
2001	163	13	15	4	4	77	8	284
2002	205	15	12	1	3	79	17	332
2003	179	15	35	2	9	86	9	335

Source : GDEU (MELS).

1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.

2 Certificat en gestion du marketing.

3 Certificat en commerce de détail et de distribution.

Tableau 3.9
Données sur les certificats en gestion des ressources humaines¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE²

	HEC ³	HEC ⁴	McGill	UdeS	UQAC	UQAM ⁵	UQAR	UQAT	UQTR	TÉLUQ	Total
1986		657	154	17	128	1145	211		408		2 720
1987		673	268	20	187	1072	227		446		2 893
1988		676	349	30	252	1167	281		506		3 261
1989		703	381	22	262	1444	324		501		3 637
1990		726	354	18	253	1685	406		519		3 961
1991		672	338	21	281	1665	359		505		3 841
1992		646	313	23	272	1565	298		556		3 673
1993		602	296	35	245	1368	213		562		3 321
1994		518	251	30	165	1101	187	67	504		2 823
1995	129	389	261	31	147	1093	151	76	381		2 658
1996	195	333	222	25	106	930	132	82	323	95	2 443
1997	268	308	205	22	125	828	115	63	310	195	2 439
1998	271	322	179	16	107	753	135	44	259	281	2 367
1999	266	321	194	19	139	799	103	33	299	370	2 659
2000	275	372	185	17	122	786	105	6	307	458	2 777
2001	269	392	214	34	147	878	123	20	280	509	3 020
2002	311	443	185	35	186	960	146	25	298	613	3 364
2003	369	471	196	37	264	1081	186	77	375	648	3 900

NOUVELLES INSCRIPTIONS¹

	HEC ³	HEC ⁴	McGill	UdeS	UQAC	UQAM ⁵	UQAR	UQAT	UQTR	TÉLUQ	Total
1992		369	159	17	140	770	125		341		1 921
1993		321	154	29	94	620	108		288		1 614
1994		309	140	20	73	495	80	53	233		1 403
1995	129	195	134	13	58	521	66	53	194		1 363
1996	150	183	115	12	51	408	65	34	187	95	1 300
1997	182	214	105	17	78	397	50	40	189	213	1 485
1998	155	204	94	15	60	356	91	10	156	265	1 406
1999	149	214	132	23	78	446	66	10	187	331	1 719
2000	182	268	105	14	106	472	57	1	198	391	1 883
2001	161	276	111	30	110	485	75	19	166	422	1 941
2002	223	342	84	30	115	577	109	22	203	504	2 311
2003	289	375	104	26	190	631	107	59	252	503	2 660

DIPLÔMES DÉCERNÉS¹

	HEC ³	HEC ⁴	McGill	UdeS	UQAC	UQAM ⁵	UQAR	UQAT	UQTR	TÉLUQ	Total
1990		149	68	6	60	369	57		97		806
1991		170	68	3	49	504	72		133		999
1992		146	62	4	43	527	58		114		954
1993		171	76	8	42	440	84		103		924
1994		145	77	8	99	444	53		149		975
1995		168	66	6	49	342	38		135		804
1996	5	111	75	9	54	311	34	2	127		728
1997	25	111	61	9	26	264	32	43	78		649
1998	49	95	58	11	26	260	40	11	73	14	637
1999	57	96	65	4	33	209	40	13	42	28	587
2000	72	85	66	5	36	206	19	26	60	53	628
2001	58	104	50	6	28	238	21	4	69	62	640
2002	88	141	75	8	34	232	29	0	48	74	729
2003	118	187	69	9	41	296	28	2	51	100	901

Source : GDEU (MELS).

- 1 Les effectifs du certificat en gestion des ressources humaines de l'U. Laval de même que ceux du certificat en psychologie du travail et du certificat en gestion des ressources humaines de l'UQO sont présentés dans la section traitant des programmes de relations industrielles.
- 2 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.
- 3 Certificat en supervision et, à compter de 2002, certificat en leadership organisationnel.
- 4 Certificat en gestion des ressources humaines.
- 5 Données fournies par l'UQAM.

Tableau 3.10
Données sur les certificats en système d'information

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE				
	HEC ¹	UdeS UQAM ²	UQAR ³	Total
1986	322	488	17	827
1987	282	461	47	790
1988	237	435	35	707
1989	208	404	103	715
1990	243	366	140	749
1991	301	359	162	822
1992	377	390	166	933
1993	393	348	137	878
1994	372	330	119	821
1995	341	366	84	791
1996	333	339	69	741
1997	314	4	346	710
1998	377	4	267	704
1999	347	4	271	669
2000	320	10	251	618
2001	370	5	238	637
2002	382	7	211	627
2003	352	9	186	577

NOUVELLES INSCRIPTIONS					
	HEC ¹	UdeS	UQAM ²	UQAR ³	Total
1992	252		232	97	581
1993	219		193	71	483
1994	201		184	64	449
1995	182		210	48	440
1996	219		199	39	457
1997	212	5	192	28	437
1998	251	4	118	36	409
1999	218	6	167	30	421
2000	250	14	174	16	454
2001	302	9	120	13	444
2002	313	13	154	14	494
2003	303	11	114	16	444

DIPLOMES DÉCERNÉS					
	HEC ¹	UdeS	UQAM ²	UQAR ³	Total
1990	34		94	7	135
1991	46		97	3	146
1992	59		112	23	194
1993	68		85	24	177
1994	73		111	28	212
1995	97		91	31	219
1996	80		79	17	176
1997	79		78	23	180
1998	91		92	13	196
1999	108		61	14	183
2000	98	3	78	8	187
2001	89	19	73	5	186
2002	121	4	66	6	197
2003	164	0	58	11	233

Source : GDEU (MELS).

- 1 Certificat en système d'information (omis dans le rapport sectoriel n° 19 de la CUP, mais plus offert); commerce électronique et certificat en informatique certificat en pour gestionnaire (remplacé par le certificat en Technologies de l'information en 2003).
- 2 Certificat en gestion informatisée (nouveau libellé en 2004: certificat en gestion informatisée et affaires électroniques); données de la CUP révisées et ensemble des données fournies par l'UQAM.
- 3 Certificat en systèmes d'information organisationnels.

Tableau 3.11
Données sur les certificats en gestion internationale

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE			
	HEC	UQAM	Total
1986			0
1987			0
1988			0
1989			0
1990			0
1991			0
1992			0
1993			0
1994	214		214
1995	284	43	327
1996	296	59	355
1997	311	60	371
1998	313	72	385
1999	305	55	360
2000	311	68	379
2001	276	60	336
2002	313	43	356
2003	330	31	361

NOUVELLES INSCRIPTIONS			
	HEC	UQAM	Total
1992			0
1993			0
1994	213		213
1995	258	43	301
1996	207	46	253
1997	233	42	275
1998	253	48	301
1999	248	33	281
2000	239	39	278
2001	215	29	244
2002	283	21	304
2003	281	16	297

DIPLOMES DÉCERNÉS			
	HEC	UQAM	Total
1990			0
1991			0
1992			0
1993			0
1994			0
1995	25		25
1996	64	1	65
1997	119	16	135
1998	111	13	124
1999	137	17	154
2000	98	17	115
2001	135	26	161
2002	154	34	188
2003	156	28	184

Source : GDEU (MELS).

Tableau 3.12
Données sur les certificats en administration publique

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE				
	UdeM ¹	UQAM ²	UQTR ³	Total
1986		196	105	301
1987		205	140	345
1988		195	102	297
1989		173	81	254
1990		155	65	220
1991		145	72	217
1992		157	61	218
1993		148	41	189
1994		149	56	205
1995	119	175	63	357
1996	174	159	57	390
1997	276	130	53	459
1998	273	104	111	488
1999	245	94	136	381
2000	215	60	86	301
2001	198	55	56	254
2002	198	55	37	235
2003	163	46	6	169

NOUVELLES INSCRIPTIONS				
	UdeM	UQAM ²	UQTR ³	Total
1992		91	26	117
1993		91	0	91
1994		75	34	109
1995	134	115	33	282
1996	101	84	1	186
1997	171	49	29	249
1998	107	43	94	244
1999	100	37	40	140
2000	76	22	4	80
2001	84	26	1	85
2002	99	37	0	99
2003	40	21	1	41

DIPLOMES DÉCERNÉS				
	UdeM	UQAM ²	UQTR ³	Total
1990		55	23	78
1991		41	21	62
1992		33	27	60
1993		39	17	56
1994		47	17	64
1995		50	21	71
1996		44	0	44
1997	12	48	29	89
1998	20	40	24	84
1999	46	37	1	84
2000	44	30	22	96
2001	44	18	25	87
2002	41	19	62	122
2003	41	21	57	119

Source : GDEU (MELS).

- 1 Certificat en gestion appliquée à la police et à la sécurité. Les données ont été fournies par l'établissement.
- 2 Programmes omis dans le rapport sectoriel n° 19 de la CUP: certificat en administration des services publics et certificat en gestion des services municipaux; données fournies par l'UQAM.
- 3 Certificat en gestion policière, certificat en gestion des organisations policières et certificat en gestion d'un bureau d'enquêtes.

Tableau 3.13

Données sur les diplômes de 2^e cycle en administration¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE

	Conc.	HEC ²	Laval	McGill ³	UdeS	UQAC	UQAM	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	ENAP	TÉLUQ	Total
1986	234	188	153	491	174									1 240
1987	229	274	206	469	183									1 361
1988	174	304	209	506	180							65		1 438
1989	186	302	217	581	197							204		1 687
1990	204	256	228	587	168							434		1 877
1991	232	231	215	597	154							546		1 975
1992	246	301	211	594	127							501		1 980
1993	276	327	189	481	153							446		1 872
1994	270	561	185	379	175							406		1 976
1995	295	719	139	312	207		49			22		331		2 074
1996	307	720	196	382	227		141	15		35		292		2 315
1997	253	766	241	361	289		169	27		41	20	240		2 407
1998	234	870	203	335	380	10	182	20	3	65	45	209		2 556
1999	254	875	155	330	332	10	122	19	5	48	79	205	37	2 471
2000	226	1 035	155	313	398	13	86	7	7	33	77	309	52	2 711
2001	220	975	222	385	349	11	94	42	7	56	103	381	43	2 888
2002	239	962	276	601	363	27	133	31	8	101	85	435	61	3 322
2003	232	1 073	400	669	325	14	156	23	5	97	72	401	48	3 515

NOUVELLES INSCRIPTIONS

	Conc.	HEC ²	Laval	McGill ³	UdeS	UQAC	UQAM	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	ENAP	TÉLUQ	Total
1992	148	222	97	311	69							232		1 079
1993	171	182	69	300	100							193		1 015
1994	147	422	71	258	88							190		1 176
1995	173	500	48	281	121		49			22		124		1 318
1996	177	472	164	228	118		118	18		15		172		1 482
1997	125	483	123	238	198		110	22		26	20	250		1 595
1998	159	609	91	265	179	10	136	7	3	48	37	163		1 707
1999	143	607	80	315	120	9	63	8	5	27	64	164	55	1 660
2000	149	823	97	246	179	13	69	16	7	32	64	239	61	1 995
2001	131	684	185	281	103	11	65	49	6	46	89	258	32	1 940
2002	151	690	168	380	162	29	107	30	8	105	50	284	45	2 209
2003	162	840	279	396	114	14	98	15	5	126	63	296	39	2 447

DIPLÔMES DÉCERNÉS

	Conc. ⁴	HEC ²	Laval	McGill ³	UdeS	UQAC	UQAM	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	ENAP	TÉLUQ	Total
1990	61	86	20	223	28							25		443
1991	79	90	45	250	24							82		570
1992	61	101	26	241	38							198		665
1993	85	71	33	218	27							207		641
1994	96	96	35	221	33							178		659
1995	101	90	53	111	51							154		560
1996	87	161	66	204	40							147		705
1997	164	217	43	159	34		23					125		765
1998	114	245	99	149	47		47	12		7		129		849
1999	92	298	57	165	24	0	56	7	3	11	30	91	0	834
2000	98	299	90	179	22	18	89	18	5	36	47	63	0	964
2001	61	326	59	115	46	12	105	17	6	20	39	69	1	876
2002	76	297	82	178	256	11	109	21	6	30	56	100	0	1 222
2003	88	295	58	175	157	26	96	21	8	76	20	192	0	1 212

Source : GDEU (MELS).

1 Les tableaux D.14 à D.18 du rapport sectoriel n° 19 de la CUP présentaient les données selon les catégories de programme. Ces données ne sont pas mises à jour dans le cadre du présent suivi.

2 Les données de HEC Montréal ont été révisées et transmises par l'établissement.

3 Les données de McGill pour la période 1999 à 2003 ont été fournies par l'établissement.

4 Les données sur les diplômés des programmes de l'U. Concordia ont été fournies par l'établissement.

Tableau 3.14**Données sur l'ensemble des maîtrises en administration¹****INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE**

	Conc.	HEC²	Laval	UdeS³	UQAC	UQAM⁴	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	ENAP	Total
1986	533	759	383	350	144	233	9	60	68	152	535	3 226
1987	524	808	343	335	185	253	37	51	63	137	586	3 322
1988	557	848	292	365	224	293	54	52	67	129	536	3 417
1989	570	939	296	384	176	377	56	46	72	116	466	3 498
1990	597	1 081	292	380	166	428	63	49	71	126	394	3 647
1991	570	1 163	377	408	135	542	73	52	77	157	444	3 998
1992	550	1 250	392	394	131	569	84	52	76	167	544	4 209
1993	538	1 149	372	400	103	543	116	31	80	173	531	4 036
1994	514	1 064	414	397	76	472	77	54	101	203	563	3 935
1995	504	1 051	416	446	81	416	77	30	144	209	607	3 981
1996	515	1 107	436	416	82	632	63	76	156	183	491	4 157
1997	510	1 010	491	445	117	826	73	61	132	163	516	4 344
1998	506	1 083	571	529	121	822	113	63	119	122	469	4 518
1999	579	1 083	676	516	61	961	130	42	119	131	521	4 819
2000	558	1 032	684	531	77	1 264	177	23	138	155	592	5 231
2001	622	1 246	747	544	58	1 256	182	30	150	155	631	5 621
2002	657	1 354	814	725	54	1 069	170	23	181	189	789	6 025
2003	638	1 182	902	770	96	923	147	33	193	175	892	5 951

NOUVELLES INSCRIPTIONS

	Conc.	HEC²	Laval	UdeS³	UQAC	UQAM⁴	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	ENAP	Total
1992	227	526	200	201	39	243	41	18	31	78	134	1 738
1993	233	411	240	190	32	225	68	3	35	79	158	1 674
1994	213	409	217	177	5	143	14	32	38	109	128	1 485
1995	224	443	225	225	45	158	58	3	82	93	235	1 791
1996	205	589	245	188	40	459	30	62	63	70	217	2 168
1997	198	521	300	210	81	481	44	15	58	127	459	2 494
1998	217	525	490	259	42	473	48	27	48	48	340	2 517
1999	402	586	437	296	48	509	69	28	61	73	351	2 860
2000	222	661	410	312	38	789	111	10	75	95	347	3 070
2001	277	666	413	320	35	640	78	20	77	64	360	2 950
2002	287	749	508	407	31	457	83	12	117	111	464	3 226
2003	284	660	568	421	62	484	75	20	133	116	494	3 317

DIPLÔMES DÉCERNÉS

	Conc.⁵	HEC²	Laval	UdeS³	UQAC	UQAM⁴	UQAR	UQAT	UQO	UQTR	ENAP	Total
1990	114	181	97	136	41	109	18	3	12	23	100	834
1991	126	194	108	142	25	158	20	3	14	25	97	912
1992	100	242	122	165	37	175	26	2	19	36	104	1 028
1993	127	274	122	133	31	196	22	8	9	29	136	1 087
1994	103	303	126	147	30	124	32	10	19	39	137	1 070
1995	84	282	119	127	34	159	30	5	27	32	153	1 052
1996	94	303	150	164	18	121	25	5	23	42	280	1 225
1997	104	426	146	181	18	155	24	2	24	38	196	1 314
1998	118	356	159	165	17	244	21	8	46	61	295	1 490
1999	129	171	174	220	24	346	27	10	43	43	205	1 392
2000	123	472	206	256	41	412	21	6	33	34	180	1 784
2001	114	570	249	250	61	490	33	3	27	25	209	2 031
2002	111	447	308	285	109	533	28	5	52	39	182	2 099
2003	137	512	294	292	94	525	47	2	80	43	227	2 253

Source : GDEU (MELS).

¹ À noter que les tableaux D.23 à D.26 du rapport n° 19 de la CUP ne sont pas mis à jour dans le cadre du présent suivi.² Les données de HEC Montréal incluent également le LL. M. (maîtrise en fiscalité) et ont été fournies par l'établissement.³ En plus des totaux des effectifs des Tableaux 3.15 et 3.16, les données de l'UdeS comprennent toutefois aussi les effectifs⁴ Les données de l'UQAM ont été révisées et fournies par l'établissement.⁵ Les données sur les diplômés des programmes l'U. Concordia ont été révisées et fournies par l'établissement.

Tableau 3.15
Données sur les maîtrises en administration des affaires (MBA)

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE

	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAM ¹	UQAT ²	UQO ³	Total
1986	533	565	383	724	89	96			2 390
1987	524	589	343	777	64	113			2 410
1988	557	612	292	780	54	108			2 403
1989	570	675	296	743	62	139			2 485
1990	560	783	292	628	62	151			2 476
1991	502	858	377	577	71	228			2 613
1992	463	927	377	561	72	240			2 640
1993	434	848	237	544	70	197			2 330
1994	411	766	236	535	72	146			2 166
1995	401	721	270	533	67	121			2 113
1996	400	758	315	550	51	368	20		2 462
1997	410	611	417	502	86	526	15		2 567
1998	414	641	524	532	88	476	21		2 696
1999	483	568	647	565	84	588	15	20	2 970
2000	456	471	669	496	90	843	36	36	3 097
2001	509	641	736	462	88	881	19	64	3 400
2002	545	722	800	523	87	723	41	85	3 526
2003	515	512	881	562	82	536	23	83	3 194

NOUVELLES INSCRIPTIONS

	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAM ¹	UQAT ²	UQO ³	Total
1992	191	362	185	222	39	114			1 113
1993	200	257	89	246	34	81			907
1994	183	248	119	240	41	48			879
1995	186	247	156	244	31	50			914
1996	170	373	194	215	26	330	24		1 332
1997	173	285	269	211	49	316	0		1 303
1998	195	249	475	267	27	320	23		1 556
1999	370	289	423	257	31	335	0	20	1 725
2000	176	351	404	200	39	575	19	21	1 785
2001	235	311	407	207	37	488	0	39	1 724
2002	247	356	497	248	38	301	26	36	1 749
2003	226	285	549	254	32	272	0	40	1 658

DIPLÔMES DÉCERNÉS

	Conc. ⁴	HEC	Laval	McGill	UdeS ⁵	UQAM ¹	UQAT ²	UQO ³	Total
1990	114	137	97	234	25	58			665
1991	126	153	108	213	29	96			725
1992	99	182	121	190	33	90			715
1993	121	198	106	214	35	112			786
1994	86	223	111	214	34	53			721
1995	63	170	85	201	31	46			596
1996	76	193	96	190	35	45			635
1997	80	221	116	226	25	83			751
1998	94	246	145	209	39	169	15		917
1999	104	159	162	183	55	259	0		922
2000	100	299	199	244	42	326	15		1 225
2001	89	419	243	232	84	335	0		1 402
2002	84	256	280	207	82	410	16	9	1 344
2003	101	316	284	203	104	405	0	20	1 433

Source : RECU (MELS).

1 Les données de l'UQAM ont été révisées et fournies par l'établissement.

2 Programme l'UQAM offert par extension à l'UQAT aux deux ans.

3 Les données du MBA en services financiers de l'UQO ont été fournies par l'établissement.

4 Les données sur les diplômés des programmes l'U. Concordia ont été fournies par l'établissement.

5 Les données sur les diplômés de 2002 et de 2003 de l'UdeS ont été fournies par l'établissement.

Tableau 3.16
Données sur les maîtrises en sciences de l'administration (M. Sc.)

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE									
	Conc.	HEC ¹	Laval	McGill ²	UdeS ³	UdeS ⁴	UQAM ⁵	UQAR ⁶	Total
1986		179			124	57	0	9	369
1987		178			127	64	14	22	405
1988		201			157	59	40	22	479
1989		225			165	63	82	17	552
1990	37	246			140	63	115	17	618
1991	68	264			136	71	136	17	692
1992	87	309	15		127	64	142	23	767
1993	104	286	135		140	60	169	35	929
1994	103	292	178		134	63	167	27	964
1995	103	326	146		181	64	151	21	992
1996	115	340	121	16	184	54	137	26	993
1997	100	397	74	29	177	42	173	34	1 026
1998	92	439	47	70	236	41	214	44	1 183
1999	96	465	29	127	287	57	225	37	1 323
2000	102	519	15	168	267	34	279	39	1 423
2001	113	568	11	212	271	51	227	47	1 500
2002	112	595	14	125	262	69	195	21	1 393
2003	123	635	21	77	321	81	225	16	1 499

NOUVELLES INSCRIPTIONS									
	Conc.	HEC ¹	Laval	McGill ²	UdeS ³	UdeS ⁴	UQAM ⁵	UQAR ⁶	Total
1992	36	140	15		101	24	49	16	381
1993	33	132	151		101	23	73	22	535
1994	30	153	98		77	23	44	10	435
1995	38	193	69		120	24	58	16	518
1996	35	206	51	16	105	10	72	17	512
1997	25	230	31	29	108	5	102	24	554
1998	22	229	15	42	163	8	104	25	608
1999	32	245	14	139	165	32	96	16	739
2000	46	272	6	47	164	15	150	27	727
2001	42	281	6	91	147	23	79	25	694
2002	40	333	11	40	154	24	93	7	702
2003	58	336	19	42	170	31	113	14	783

DIPLÔMES DÉCERNÉS									
	Conc. ⁷	HEC ¹	Laval	McGill ²	UdeS ³	UdeS ⁴	UQAM ⁵	UQAR ⁶	Total
1990	0	44			81	10	15	8	158
1991	0	41			71	10	17	8	147
1992	1	60	1		80	16	29	10	197
1993	6	76	16		55	14	34	8	209
1994	17	80	15		67	18	36	16	249
1995	21	112	34		59	16	63	18	323
1996	18	110	54		88	11	39	7	327
1997	24	101	30		102	25	38	12	332
1998	24	100	14	15	86	9	35	11	294
1999	25	126	12	24	132	12	55	17	403
2000	23	129	7	38	163	16	53	15	444
2001	25	143	6	37	120	6	108	13	458
2002	27	169	3	104	148	16	84	18	569
2003	36	151	5	76	94	13	63	22	460

Source : RECU (MELS).

- 1 Maîtrise en sciences de la gestion et, à partir de 2001, M. Sc. en commerce électronique.
- 2 *Master in Manufacturing Management et International Masters Program in Practicing Management.*
- 3 Maîtrise en administration.
- 4 Maîtrise en coopération: les données de 2002 et de 2003 ont été fournies par l'établissement.
- 5 Maîtrise en gestion et planification du tourisme et maîtrise ès sciences, finance appliquée.
- 6 Maîtrise en gestion des ressources maritimes.
- 7 Les données sur les diplômés des programmes l'U. Concordia ont été fournies par l'établissement.

Tableau 3.17
Doctorat en administration

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE

	Conc. ¹	HEC ^{1,2}	Laval	McGill ¹	UdeS ³	UQAM ¹	UQTR ⁴	ENAP	Total
1986	14	24	36	16		16			106
1987	16	30	35	24		11			116
1988	23	31	37	29		18			138
1989	27	32	34	31		23			147
1990	26	38	28	32		22			146
1991	26	43	30	34		29			162
1992	25	55	38	32		34			184
1993	25	61	40	37		42			205
1994	26	57	55	42		52			232
1995	35	71	59	42		58			265
1996	36	77	69	44		63		8	297
1997	39	88	73	49		60		15	324
1998	36	101	66	42	9	66	8	21	349
1999	43	97	63	45	17	57	15	23	360
2000	39	104	59	48	24	61	18	28	381
2001	42	107	63	42	28	63	19	27	391
2002	40	120	60	50	35	70	22	28	425
2003	45	124	65	68	47	77	25	31	482

NOUVELLES INSCRIPTIONS

	Conc. ¹	HEC ¹	Laval	McGill ¹	UdeS ²	UQAM ¹	UQTR ³	ENAP	Total
1992	5	16	21	4		12			58
1993	7	14	9	8		13			51
1994	6	7	20	8		18			59
1995	9	22	11	9		17			68
1996	8	18	21	9		17		8	81
1997	8	15	14	9		15		8	69
1998	1	18	10	3	9	16	8	11	76
1999	11	15	9	10	8	11	10	9	83
2000	5	23	10	10	8	26	4	9	95
2001	8	20	12	10	5	20	6	6	87
2002	8	39	14	20	13	21	8	7	130
2003	13	47	17	18	13	33	5	8	154

DIPLÔMES DÉCERNÉS

	Conc. ¹	HEC ¹	Laval	McGill ¹	UdeS ²	UQAM ¹	UQTR ³	ENAP	Total
1990	1	2	5	1		2			11
1991	2	2	7	0		1			12
1992	3	0	7	6		3			19
1993	2	4	3	4		0			13
1994	3	7	0	2		3			15
1995	1	7	7	4		2			21
1996	4	3	4	4		4			19
1997	5	4	3	3		4			19
1998	2	2	8	4		6			22
1999	1	5	3	5		4		1	19
2000	4	8	14	4		7		0	37
2001	2	9	5	12		7		2	37
2002	8	10	4	4	1	3	0	0	30
2003	7	16	9	3	0	7	0	0	42

Source : GDEU (MELS).

1 Programme conjoint des établissements montréalais: Concordia, HEC, McGill, UQAM.

2 Les données de la CUP sur les IT (1986-1998) et sur les NI (1992-1998) de HEC Montréal ont été révisées et fournies par l'établissement.

3 Programme conjoint avec l'UQTR.

4 Programme conjoint avec l'UdeS.

Tableau 3.18 Données sur les baccalauréats¹ en sciences économiques²**INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE³**

	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM⁴	UdeS	UQAM	UQTR	Total
1986	91	871	251	491	354	121	489	43	2 711
1987	82	921	216	444	373	136	459	33	2 664
1988	120	1 047	192	434	383	168	450	34	2 828
1989	111	1 052	184	377	474	189	503	33	2 923
1990	106	1 090	201	325	458	229	527	43	2 979
1991	103	1 070	192	276	465	230	501	43	2 880
1992	71	921	170	262	435	213	433	43	2 548
1993	65	908	168	241	386	188	325	40	2 321
1994	62	891	153	271	289	156	294	31	2 147
1995	70	857	139	299	240	124	237	28	1 994
1996	72	830	106	298	242	111	213	42	1 914
1997	47	811	91	305	238	136	171	39	1 838
1998	43	824	93	339	249	106	135	34	1 823
1999	57	888	104	392	293	96	194	48	2 072
2000	49	887	99	411	328	96	230	45	2 145
2001	38	924	124	446	377	93	256	26	2 284
2002	42	945	121	472	453	110	285	11	2 439
2003	43	1 073	110	502	454	117	286	5	2 590

NOUVELLES INSCRIPTIONS³

	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM⁴	UdeS	UQAM	UQTR	Total
1992	19	339	94	84	307	68	209	23	1 143
1993	20	362	98	68	204	74	119	21	966
1994	11	372	73	81	154	59	146	9	905
1995	24	322	65	94	134	63	109	20	831
1996	12	327	43	74	130	46	86	23	741
1997	10	314	46	88	140	59	56	19	732
1998	14	389	69	84	149	36	66	22	829
1999	23	481	70	123	186	43	134	33	1 060
2000	19	378	44	107	210	38	153	18	949
2001	9	436	83	108	259	52	145	7	1 092
2002	20	377	77	60	267	40	181	0	1 022
2003	14	482	57	87	258	51	153	0	1 102

DIPLÔMES DÉCERNÉS³

	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM⁴	UdeS	UQAM	UQTR	Total
1990	8	167	31	108	68	37	52	2	473
1991	28	178	44	109	89	44	69	6	567
1992	29	224	38	96	101	51	63	6	608
1993	25	180	44	89	92	55	58	6	549
1994	13	177	44	74	107	65	74	7	561
1995	29	154	38	78	90	55	64	13	521
1996	18	143	36	73	82	39	35	3	429
1997	31	123	32	85	71	39	40	7	428
1998	15	134	31	94	63	34	48	11	430
1999	25	121	18	92	56	35	33	6	386
2000	17	116	24	109	60	24	27	3	380
2001	13	120	19	95	70	37	28	9	391
2002	12	149	34	121	57	20	22	12	427
2003	12	140	28	127	90	33	55	6	491

Source : GDEU (MELS) et Université de Montréal.

1 Incluant les effectifs étudiants des programmes de majeure.

2 Les termes économique et sciences économiques sont, tout comme dans le sectoriel rapport n° 19 de la CUP, utilisés de façon synonymique.

3 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés couvrent l'année civile.

4 Les effectifs comprennent ceux du baccalauréat en sciences économiques, du majeur en sciences économiques, du baccalauréat bidisciplinaire en économie et politique, du baccalauréat bidisciplinaire en mathématiques et économie et du baccalauréat bidisciplinaire en économie et informatique. Les données ont été fournies par l'établissement.

Tableau 3.19 Données sur certificats et mineures en sciences économiques

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE¹

	Bish.	Conc.	Laval	UdeM	UdeM ³	UQAM	UQO	Total
1986	17	40	173	78		97	4	409
1987	14	41	125	89		112	6	387
1988	17	41	111	105		118	1	393
1989	24	58	92	114		140	4	432
1990	43	59	90	111		212	2	517
1991	48	50	86	112		189	3	488
1992	49	33	92	117		195	5	491
1993	48	28	82	108		140	2	408
1994	42	21	62	67	18	116	3	329
1995	48	25	53	54	19	102	3	304
1996	81	24	52	46	11	82	2	298
1997	101	27	32	37	10	63	3	273
1998	74	28	21	45	5	34	0	207
1999	37	44	20	57	6	41	0	205
2000	24	67	27	66	6	44	0	234
2001	18	74	22	90	2	47	0	253
2002	20	97	24	67	1	59	0	268
2003	20	96	20	76	0	74	0	286

NOUVELLES INSCRIPTIONS¹

	Bish.	Conc.	Laval	UdeM	UdeM ³	UQAM	UQO	Total
1992		5	83	154		168	3	413
1993		7	65	109		100	2	283
1994		5	54	68	18	88	2	235
1995		8	37	58	18	71	2	194
1996	3	3	37	42	15	58	0	158
1997	0	5	31	44	8	51	0	139
1998	0	5	18	51	5	26	0	105
1999	0	13	16	64	13	33	0	139
2000	0	16	24	74	8	34	0	156
2001	0	15	16	94	2	33	0	160
2002	0	13	18	58	0	59	0	148
2003	0	18	21	75	0	76	0	190

DIPLOMÉS DÉCERNÉS¹

	Bish.	Conc.	Laval	UdeM	UdeM ³	UQAM	UQO	Total
1990	25	6	3	51		68		153
1991	50	10	2	57		99		218
1992	51	12	6	58		130		257
1993	55	7	4	44		93		203
1994	46	12	7	32		89		186
1995	55	4	6	41	6	72		184
1996	57	6	2	27	7	43		142
1997	56	7	3	15	3	45		129
1998	43	7	4	23	5	26	3	111
1999	60	6	8	14	6	21	0	115
2000	42	14	3	18	1	19	0	97
2001	30	15	2	25	7	9	0	88
2002	21	27	5	25	1	8	0	87
2003	26	34	5	18	1	16	0	100

Source : GDEU (MELS) et Université de Montréal.

1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.

2 Les données relatives aux programmes de l'Université de Montréal ont été fournies par l'établissement.

3 Mineure en études des institutions économiques.

Tableau 3.20
Données sur les diplômes de
2^e cycle en sciences économiques

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE ¹			
	Conc.	UdeM ²	Total
1986			
1987			
1988			
1989	8		
1990	14		
1991	17		
1992	1		
1993	7		
1994	18		
1995	9		
1996	9		
1997	14		
1998	5		
1999	7	1	8
2000	9	1	10
2001	20	0	20
2002	23	0	23
2003	16	0	16

NOUVELLES INSCRIPTIONS ¹			
	Conc.	UdeM ²	Total
1992			
1993	7		
1994	18		
1995	6		
1996	6		
1997	12		
1998	8		
1999	7	1	8
2000	13	1	14
2001	23	0	23
2002	26	0	26
2003	23	0	23

DIPLOMES DÉCERNÉS ¹			
	Conc.	UdeM ²	Total
1990			
1991			
1992	3		
1993	0		
1994	1		
1995	0		
1996	1		
1997	0		
1998	2		
1999	0	0	0
2000	1	0	1
2001	1	1	2
2002	2	0	2
2003	4	0	4

Source : GDEU (MELS).

- 1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés 2 D.E.S.S. en finance mathématique et computationnelle.

Tableau 3.21
Maîtrises en sciences économiques

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE ¹								
	Conc.	Laval	McGill ²	UdeM ³	UdeM ⁴	UdeS ⁵	UQAM	Total
1986	18	67	26	142		28	56	337
1987	13	52	37	103		27	51	283
1988	15	50	28	94		24	49	260
1989	28	44	21	88		27	70	278
1990	36	42	33	87		30	73	301
1991	38	47	32	98		37	93	345
1992	35	41	38	95		50	106	365
1993	53	50	35	79		42	96	355
1994	51	52	45	64		41	83	336
1995	45	50	33	57		39	66	290
1996	44	38	17	76		22	39	236
1997	27	39	21	71		28	45	231
1998	21	38	17	65		30	65	236
1999	20	37	21	67	2	23	74	244
2000	39	39	25	73	8	29	63	276
2001	45	34	28	74	11	31	66	289
2002	63	38	26	83	19	37	80	346
2003	99	44	40	109	23	34	96	445

NOUVELLES INSCRIPTIONS ¹								
	Conc.	Laval	McGill ²	UdeM ³	UdeM ⁴	UdeS ⁵	UQAM	Total
1992	21	22	26	61		19	41	190
1993	35	36	46	36		16	28	197
1994	18	40	29	27		14	32	160
1995	17	29	25	44		15	22	152
1996	18	22	10	43		9	21	123
1997	5	19	20	29		11	29	113
1998	14	22	17	33		14	42	142
1999	13	16	19	36	2	6	30	122
2000	25	22	21	39	7	10	37	161
2001	21	13	20	38	7	19	33	151
2002	38	26	23	52	9	14	57	219
2003	59	26	39	60	17	16	55	272

DIPLOMES DÉCERNÉS ¹								
	Conc.	Laval	McGill ²	UdeM ³	UdeM ⁴	UdeS ⁵	UQAM	Total
1990	2	13	5	29		7	15	71
1991	10	14	10	29		6	16	85
1992	10	20	11	41		5	12	99
1993	16	21	23	35		9	21	125
1994	12	22	18	39		11	30	132
1995	15	19	23	32		14	27	130
1996	15	26	24	13		17	40	135
1997	18	13	10	27		7	13	88
1998	12	23	15	34		11	14	109
1999	11	10	15	33	0	9	14	92
2000	2	17	14	30	0	4	23	90
2001	8	11	15	32	2	8	29	105
2002	17	19	19	26	0	8	13	102
2003	14	13	25	25	4	14	26	121

Source : GDEU (MELS).

- 1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.
2 Les données du *Master of Economics* de 1999 à 2003 ont été fournies par l'établissement.
3 Les données de la maîtrise en sciences économiques ont été fournies par l'établissement.
4 Les données de la maîtrise en finance mathématique et computationnelle ont été fournies par l'établissement.
5 Comprenant aussi, à compter de l'automne 2002, les effectifs de la maîtrise en économique, régime coopératif.

Tableau 3.22
Données sur les doctorats en sciences économiques

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE¹						
	Conc.	Laval	McGill	UdeM ²	UQAM	Total
1986	13	26	26	31		96
1987	12	24	28	28		92
1988	9	29	23	32		93
1989	12	26	27	38		103
1990	17	25	25	43		110
1991	27	25	25	49		126
1992	22	22	24	49		117
1993	20	26	19	43		108
1994	19	29	21	45	4	118
1995	14	24	27	41	11	117
1996	15	17	26	35	20	113
1997	16	20	26	30	16	108
1998	14	16	25	30	19	104
1999	17	11	20	26	16	90
2000	11	16	24	23	17	91
2001	12	14	22	24	16	88
2002	12	14	22	32	20	100
2003	11	19	25	43	26	124

NOUVELLES INSCRIPTIONS¹						
	Conc.	Laval	McGill	UdeM ²	UQAM	Total
1992	2	5	4	16		27
1993	1	14	6	12		33
1994	3	16	8	7	4	38
1995	2	11	11	9	9	42
1996	2	2	6	8	12	30
1997	2	7	8	5	6	28
1998	2	4	4	8	2	20
1999	3	1	1	7	4	16
2000	0	8	11	8	7	34
2001	2	7	3	8	5	25
2002	2	8	2	14	8	34
2003	3	7	2	15	10	37

DIPLÔMES DÉCERNÉS¹						
	Conc.	Laval	McGill	UdeM ²	UQAM	Total
1990	1	2	3	6		12
1991	0	0	0	2		2
1992	1	4	1	4		10
1993	0	3	5	2		10
1994	4	2	2	3		11
1995	5	3	5	10		23
1996	1	2	3	5		11
1997	1	1	2	6		10
1998	1	5	1	4	1	12
1999	0	3	3	8	1	15
2000	3	2	6	6	1	18
2001	0	1	3	2	4	10
2002	1	2	4	2	4	13
2003	1	3	0	1	0	5

Source : GDEU (MELS).

- 1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômés correspondent à celles de l'année civile entière.
2 Les données ont été fournies par l'établissement.

Tableau 3.23
Baccalauréat en relations industrielles¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE ²					
	Laval	McGill	UdeM	UQO	Total
1986	806	293	383	145	1 627
1987	805	211	396	137	1 549
1988	856	151	389	154	1 550
1989	959	146	397	160	1 662
1990	990	136	376	214	1 716
1991	860	134	393	241	1 628
1992	717	118	349	223	1 407
1993	587	108	362	203	1 260
1994	498	115	364	184	1 161
1995	491	121	343	174	1 129
1996	480	122	389	158	1 149
1997	519	106	378	150	1 153
1998	530	112	356	115	1 113
1999	576	109	421	127	1 233
2000	630	113	430	144	1 317
2001	698	101	490	169	1 458
2002	723	97	532	214	1 566
2003	820	80	549	247	1 696

NOUVELLES INSCRIPTIONS ²					
	Laval	McGill	UdeM	UQO	Total
1992	286	44	142	89	561
1993	212	35	166	93	506
1994	197	34	147	83	461
1995	191	27	125	83	426
1996	212	31	145	60	448
1997	224	19	129	63	435
1998	265	28	131	53	477
1999	277	20	181	128	606
2000	332	20	158	86	596
2001	357	13	181	120	671
2002	341	13	223	141	718
2003	350	6	196	124	676

DIPLOMES DÉCERNÉS ²					
	Laval	McGill	UdeM	UQO	Total
1990	194	36	152	28	410
1991	246	39	156	22	463
1992	277	44	162	47	530
1993	206	31	135	67	439
1994	197	34	125	56	412
1995	142	24	107	40	313
1996	123	33	117	36	309
1997	115	38	109	40	302
1998	104	36	119	46	305
1999	115	24	93	35	267
2000	134	27	112	26	299
2001	147	35	97	39	318
2002	141	26	138	33	338
2003	150	27	129	35	341

Source : GDEU (MELS).

- 1 Incluant les programmes de majeure.
2 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés couvrent l'année civile.

Tableau 3.24
Certificat et mineure en relations industrielles

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE ¹									
	Laval ²	Laval ³	UdeM ⁴	UQO ⁵	UQO ⁶	UQO ⁷	UQO ⁸	TELUQ ⁹	Total
1986	337	83	879	132				n.d.	1 431
1987	272	107	881	166				1 161	2 587
1988	279	116	866	149				1 124	2 534
1989	312	157	854	168				1 275	2 766
1990	285	203	811	175				1 152	2 626
1991	254	202	685	186				911	2 238
1992	219	166	633	176				862	2 056
1993	189	125	509	143				597	1 563
1994	145	77	411	122	55			375	1 185
1995	124	38	332	116	52			359	1 021
1996	105	30	261	103	62			266	827
1997	97	72	179	97	66			207	718
1998	79	93	164	119	59			173	687
1999	92	118	178	111	62			207	768
2000	92	147	206	141	60			194	840
2001	104	154	243	187	45			193	926
2002	94	164	246	207	47	0	3	205	966
2003	104	199	287	227	45	0	4	186	1 052

NOUVELLES INSCRIPTIONS ¹									
	Laval ²	Laval ³	UdeM ⁴	UQO ⁵	UQO ⁶	UQO ⁷	UQO ⁸	TELUQ ⁹	Total
1992	170	66	351	115				555	1 257
1993	144	59	296	93				364	956
1994	124	29	206	67	55			244	725
1995	111	20	162	76	37			242	648
1996	84	19	116	71	46			178	514
1997	84	42	95	73	37			107	438
1998	64	72	109	96	31			117	489
1999	82	84	122	101	38			221	648
2000	74	91	144	125	29			153	616
2001	81	87	174	124	30			144	640
2002	82	102	165	149	22	1	3	136	660
2003	69	127	192	170	37	0	3	144	742

DIPLOMES DÉCERNÉS ¹									
	Laval ²	Laval ³	UdeM ⁴	UQO ⁵	UQO ⁶	UQO ⁷	UQO ⁸	TELUQ ⁹	Total
1990	16	29	312	36				164	557
1991	4	52	303	38				183	580
1992	13	49	207	32				185	486
1993	4	49	244	37				256	590
1994	10	38	193	40				230	511
1995	16	40	153	29	1			88	327
1996	7	17	103	34	10			83	254
1997	15	9	95	32	14			62	227
1998	9	10	56	22	18			67	182
1999	14	8	47	27	22			46	164
2000	21	20	34	18	14			40	147
2001	16	22	46	23	16			61	184
2002	17	27	64	50	11			42	211
2003	21	38	73	66	17	0	0	57	272

Source : GDEU (MELS).

- 1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés couvrent l'année civile.
2 Mineure (ou certificat) en relations industrielles.
3 Certificat en gestion des ressources humaines.
4 Les données sur le certificat en relations industrielles publiées dans le rapport sectoriel de la CUP ont été corrigées et fournies par l'établissement.
5 Certificat en relations industrielles et en ressources humaines.
6 Certificat en psychologie du travail.
7 Certificat en politiques publiques du travail.
8 Mineure en politiques publiques du travail.
9 Certificat en relations industrielles, remplacé par un certificat en relations de travail.

Tableau 3.25
Diplôme de 2^e cycle en relations
industrielles

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE ¹				
	UdeM ²	UQO ³	UQTR ⁴	Total
1986				
1987				
1988				
1989				
1990				
1991				
1992				
1993				
1994				
1995				
1996	16			16
1997	21		21	42
1998	32		20	52
1999	25		29	54
2000	21	3	31	55
2001	29	6	49	84
2002	31	9	44	84
2003	30	9	38	77

NOUVELLES INSCRIPTIONS¹

	UdeM ²	UQO ³	UQTR ⁴	
1992				
1993				
1994				
1995				
1996	20			20
1997	13		27	40
1998	18		12	30
1999	8		19	27
2000	13	3	22	38
2001	17	8	28	53
2002	17	8	22	47
2003	17	7	25	49

DIPLÔMES DÉCERNÉS¹

	UdeM ²	UQO ³	UQTR ⁴	
1990				
1991				
1992				
1993				
1994				
1995				
1996				
1997				
1998	3			3
1999	4			4
2000	11			11
2001	5		5	10
2002	9		19	28
2003	2	3	12	17

Source : GDEU (MELS).

1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés couvrent l'année civile.

2 D.E.S.S. en santé et sécurité au travail.

3 D.E.S.S. en relations industrielles et en ressources humaines.

4 D.E.S.S. en relations de travail.

Tableau 3.26
Maîtrise en relations industrielles

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE ¹				
	Laval	UdeM	UQO	Total
1986	85	60		145
1987	93	58		151
1988	80	57		137
1989	74	56		130
1990	77	57	14	148
1991	61	64	29	154
1992	60	74	33	167
1993	72	76	42	190
1994	56	82	50	188
1995	61	71	41	173
1996	93	82	43	218
1997	92	68	51	211
1998	85	60	49	194
1999	65	58	38	161
2000	70	60	38	168
2001	72	72	45	189
2002	71	86	44	201
2003	70	114	52	236

NOUVELLES INSCRIPTIONS¹

	Laval	UdeM	UQO	Total
1992	33	38	14	85
1993	38	34	19	91
1994	17	40	17	74
1995	30	27	14	71
1996	59	43	21	123
1997	44	25	16	85
1998	40	32	18	90
1999	37	32	15	84
2000	51	33	18	102
2001	41	50	15	106
2002	44	42	21	107
2003	46	51	21	118

DIPLÔMES DÉCERNÉS¹

	Laval	UdeM	UQO	Total
1990	11	14		25
1991	18	17		35
1992	17	20	4	41
1993	12	21	8	41
1994	18	14	5	37
1995	16	11	15	42
1996	10	12	8	30
1997	13	16	7	36
1998	21	9	9	39
1999	19	15	11	45
2000	15	17	4	36
2001	23	16	4	43
2002	26	10	3	39
2003	24	11	5	40

Source : GDEU (MELS).

1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés couvrent l'année civile.

Tableau 3.27
Doctorat en relations industrielles

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE ¹			
	Laval	UdeM	Total
1986	12	4	16
1987	16	5	21
1988	12	9	21
1989	14	7	21
1990	15	11	26
1991	14	13	27
1992	13	16	29
1993	13	19	32
1994	14	18	32
1995	12	15	27
1996	17	13	30
1997	20	15	35
1998	15	10	25
1999	9	8	17
2000	11	13	24
2001	14	14	28
2002	19	12	31
2003	17	20	37

NOUVELLES INSCRIPTIONS¹

	Laval	UdeM	Total
1992	5	4	9
1993	4	6	10
1994	0	3	3
1995	1	6	7
1996	7	3	10
1997	7	3	10
1998	2	2	4
1999	0	3	3
2000	4	9	13
2001	5	5	10
2002	7	5	12
2003	2	7	9

DIPLÔMES DÉCERNÉS¹

	Laval	UdeM	Total
1990			0
1991	5		5
1992	3	2	5
1993	1	0	1
1994	0	2	2
1995	1	3	4
1996	2	2	4
1997	2	0	2
1998	2	2	4
1999	1	1	2
2000	1	0	1
2001	1	2	3
2002	0	2	2
2003	2	0	2

Source : GDEU (MELS).

1 Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés couvrent l'année civile.

Tableau 4.1 – Ressources professorales en administration

Établissement	Professeurs réguliers			Détenteurs de doctorat			Âge moyen des professeurs en 2004	60 ans et + 2004	Cours donnés par des chargés de cours ¹		
	1992	1998	2004	1992	1998	2004			1992	1998	2004
U. Bishop's											
<i>Dep. of Business Administration</i>	18	15	18	6	6	11	49	3	1	5	5
U. Concordia											
<i>John Molson School of Business</i>	100	77	100	82	70	96	49	17	210	193	225
HEC Montréal	159	165	225	n.d.	120	181	46	20	605	659	1028
U. Laval											
Faculté des sc. de l'administration	104	94	90	96	89	86	50	10	208	57	177
U. McGill											
<i>Faculty of Management</i>	59	39	48	n.d.	37	47	45	6	n.d.	51	148
<i>Center for Continuing Education</i>	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.d.	n.d.	77
UdeS											
Faculté d'administration ²	56	53	74	21	30	52	46	11	93	132	188
UQAC											
Dép. des sc. économiques et adm.	38	32	36	12	10	17	50	7	57	46,5	39
UQAM											
Dép. des sciences administratives ³	94	86	n.a	69	76	n.a.	n.a	n.a	269	169	n.a.
UQAM											
Dép. stratégie des affaires ³	n.a.	n.a.	37	n.a.	n.a.	33	49	7	n.a.	n.a.	83
UQAM											
Dép. de management et technologie ³	n.a.	n.a.	39	n.a.	n.a.	34	50	5	n.a.	n.a.	58
UQAM											
Dép. d'organisation des ressources humaines ³	n.a.	n.a.	30	n.a.	n.a.	26	50	7	n.a.	n.a.	107
UQAM											
Dép. des sciences comptables	46	41	37	13	21	21	51	3	144	78	82
UQAM											
Dép. d'études urbaines et tourist.	15	16	19	14	16	18	53	3	32	12	23
UQAM Total	155	143	162	96	113	132	50,5	25	445	259	353
UQAR											
Dép. d'économie et de gestion	41	42	40	23	24	20	51	2	71	33	88
UQAT											
Unité d'enseig. et de rech. en sc. de la gestion	18	17	16	2	6	7	50	0	36	30	47
UQO											
Dép. des sciences administratives et Dép. des sciences comptables	41	32	38	12	11	21	49	6	91	116	104
UQTR											
Dép. des sc. de la gestion et de l'écon. et	51	49	30	n.d.	32	26	50	2	10	16	62
Dép. des sc. comptables	13	12	17	n.d.	n.d.	4	46	0	14	15	12
ENAP											
Direction de la recherche et de l'ens.	48	38	36	17	26	35	50	4	41	32	49
TÉLUQ											
Unité d'enseignement et de recherche travail, économie et gestion	9	11	10	4	9	6	45	0	n.a.	n.a.	n.a.

n.d. : non disponible

n.a. : non applicable (voir note 3).

1 Nombre de cours de trois crédits donnés par des chargés de cours à la session d'automne.

2 Le nombre de 74 profs à l'aut. 2004 inclut les professeurs d'économie qui se sont joints à la Faculté d'administration en juin 2004.

3 Le Département des sciences administratives de l'UQAM a été scindé en trois départements à l'automne 1998: stratégie des affaires; management et technologie; organisation et ressources humaines.

Tableau 4.2 – Ressources professorales en sciences économiques¹

Établissement	Professeurs réguliers			Détenteurs de doctorat			Âge moyen des professeurs en 2004	60 ans et + 2004	Cours donnés par des chargés de cours ²		
	1992	1998	2004	1992	1998	2004			1992	1998	2004
U. Bishop's <i>Dep. of Economics</i>	6,5	4,5	4,5	2	3	4	48	1	5	3	1
U. Concordia <i>Dep. of Economics</i>	26	23	23	n.d.	23	23	47	5	27	18	47
U. Laval Dép. d'économie	22	35	28	19	32	26	48	4	6	3	6
UdeM Dép. de sciences économiques	34	31	27	34	31	27	50	9	5	7	18,5
U. McGill <i>Dep. of Economy</i>	29	25	28	n.d.	25	28	54	12	6	5	7
UdeS Dép. d'économique ³	11	10	8	9	8	6	50	1	18	5	28
UQAM Dép. des sciences économiques	31	29	27	27	26	25	47	3	43	23	40

Sources: établissements universitaires

n.d. : non disponible

1 Les données du Dép. des sc. de la gestion et de l'écon. de l'UQTR sont présentées au Tableau 4.1. (administration).

2 Nombre de cours de trois crédits donnés par des chargés de cours à la session d'automne.

3 À noter que le Département d'économie de l'UdeS a été intégré à la Faculté d'administration en juin 2004.

Tableau 4.3 – Ressources professorales en relations industrielles¹

Établissement	Professeurs réguliers**			Détenteurs de doctorat			Âge moyen des professeurs en 2004	60 ans et + 2004	Cours donnés par des chargés de cours ²		
	1992	1998	2004	1992	1998	2004			1992	1998	2004
U. Laval Département des relations industrielles	33	31	27	23	25	25	51	4	21	12	24
UdeM École des relations industrielles	17	19	22	16	18	21	50	4	12	6	10,5
UQO Département des relations industrielles	13	12	14	12	12	13	49	1	16	16	35

Sources: établissements universitaires

1 Le certificat en relations en relation de travail de la TELUQ et le DESS en relations de travail de l'UQTR relèvent respectivement de l'Unité d'enseignement et de recherche « travail, économie et gestion » et du Département des sciences de la gestion et de l'économie.

Le *Major in Industrial Relations* de l'Université McGill est un programme interdisciplinaire : deux facultés et trois départements y contribuent.

2 Nombre de cours de trois crédits donnés par des chargés de cours à la session d'automne.

Tableau 5.1 – Données¹ sur le financement de la recherche en administration pour deux années académiques (2001-2002 à 2002-2003)

Établissement	Subventions ²	Autres sources ³	TOTAL
Bishop's - <i>Dep. of Business Administration</i>	0 \$	8 345 \$	8 345 \$
Concordia - <i>John Molson School of Business</i>	1 107 235 \$	221 369 \$	1 328 604 \$
HEC Montréal	7 213 352 \$	6 623 077 \$	13 836 429 \$
Laval - Fac. des sc. de l'administration	6 003 535 \$	1 995 037 \$	7 998 572 \$
McGill - <i>Faculty of Management</i>	1 975 068 \$	0 \$	1 975 068 \$
UdeS - Faculté d'administration	354 513 \$	5 138 215 \$	5 492 728 \$
UQAC - Dép. des sc. économiques et administration	236 927 \$	186 413 \$	423 340 \$
UQAM - Dép. stratégie des affaires	1 366 213 \$	638 578 \$	2 004 791 \$
UQAM - Dép. de management et technologie	2 092 101 \$	1 245 899 \$	3 338 000 \$
UQAM - Dép. d'organisation et ressources humaines	1 114 344 \$	434 491 \$	1 548 835 \$
UQAM - Dép. des sciences comptables	400 688 \$	277 219 \$	677 907 \$
UQAM - Dép. d'études urbaines et touristiques	2 110 690 \$	892 795 \$	3 003 485 \$
UQAR - Dép. d'économie et gestion	23 472 \$	547 417 \$	570 889 \$
UQAT - Unité d'enseignement et de recherche en sciences de la gestion	157 414 \$	225 112 \$	382 526 \$
UQO - Dép. des sc. administratives et Dép. des sc. comptables	0 \$	41 709 \$	41 709 \$
UQTR - Dép. des sc. de la gestion et de l'économie et Dép. des sciences comptables	1 458 281 \$	937 392 \$	2 395 673 \$
ENAP - Direction de la recherche et de l'ens.	872 555 \$	2 221 553 \$	3 094 108 \$
TELUQ - Unité d'enseignement et de recherche travail, économie et gestion	306 281 \$	591 743 \$	898 024 \$

1 Données fournies par les établissements universitaires.

2 Subventions d'organismes reconnus selon le Système d'information sur la recherche universitaire (SIRU) du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS).

3 Fonds institutionnels, fondations, contrats, etc.

Tableau 5.2 – Données¹ sur le financement de la recherche en économie pour deux années académiques (2001-2002 à 2002-2003)

Établissement	Subventions ²	Autres sources ³	TOTAL
Bishop's - <i>Dep. of Economics</i>	0 \$	8 345 \$	8 345 \$
Concordia - <i>Dep. of Economics</i>	109 650 \$	13 700 \$	123 350 \$
Laval - Dép. d'économie	1 720 217 \$	985 158 \$	2 705 375 \$
UdeM - Dép. de sciences économiques	1 808 228 \$	2 197 984 \$	4 006 212 \$
McGill - <i>Dep. of Economy</i>	360 322 \$	119 724 \$	480 046 \$
UdeS - Dép. d'économie	50 455 \$	85 760 \$	136 215 \$
UQAM - Dép. des sciences économiques	1 704 504 \$	279 083 \$	1 983 587 \$

1 Données fournies par les établissements universitaires.

2 Subventions d'organismes reconnus selon le Système d'information sur la recherche universitaire (SIRU) du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS).

3 Fonds institutionnels, fondations, contrats, etc.

Tableau 5.3 – Données¹ sur le financement de la recherche en relations industrielles pour deux années académiques (2001-2002 à 2002-2003)

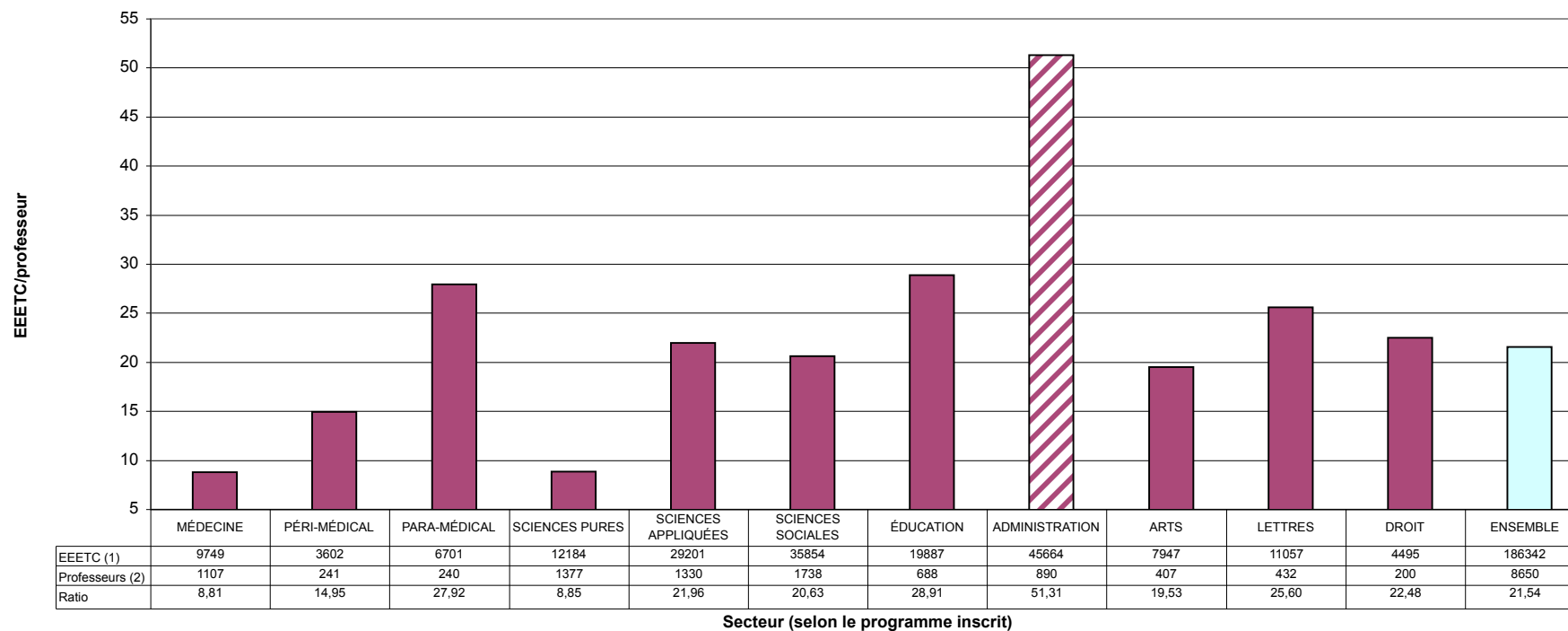
Établissement	Subventions ²	Autres sources ³	TOTAL
U. Laval - Département des relations industrielles	1 384 758 \$	196 720 \$	1 581 478 \$
UdeM - École des relations industrielles	991 360 \$	485 906 \$	1 477 266 \$
UQO - Département des relations industrielles	178 640 \$	106 198 \$	284 838 \$

1 Données fournies par les établissements universitaires.

2 Subventions d'organismes reconnus selon le Système d'information sur la recherche universitaire (SIRU) du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

3 Fonds institutionnels, fondations, contrats, etc.

**Tableau 6 - Ratios des effectifs étudiants en équivalence au temps complet (EEETC) par professeur,
par secteur - 2003-2004**

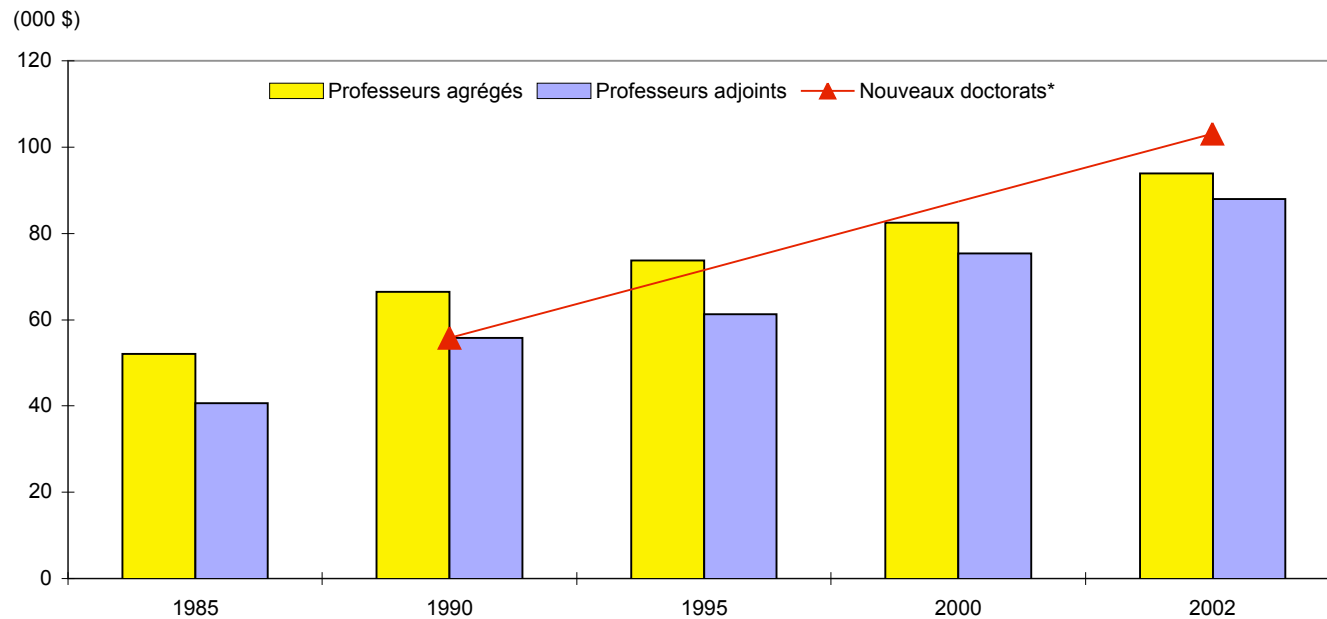


1 Données sur les clientèles tirées du Système de gestion des données sur l'effectif universitaire (GDEU) du MELS. Les clientèles en EEETC sont regroupées par secteur sur la base du code de discipline CLARDER du programme inscrit, pour l'ensemble des programmes aux trois cycles universitaires, sans référence à la faculté qui offre le programme ou aux cours suivis par l'étudiant.

2 Données sur les professeurs tirées de l'Enquête sur le personnel enseignant (EPE) de la CREPUQ. Les effectifs déclarés dans l'EPE sont les professeurs réguliers à temps complet, présents au 1er octobre, excluant les chargés de cours et autres personnels enseignants non réguliers. Regroupement sectoriel indépendant de celui de GDEU, basé sur la principale discipline d'enseignement.

(Préparé par HEC Montréal)

Tableau 7 - Évolution des salaires des professeurs adjoints et agrégés au Canada (1985-2002)



Le graphique ci-dessus illustre l'évolution des salaires des professeurs des facultés d'administration au Canada, depuis 1985. On constate que les salaires des nouveaux professeurs nouvellement détenteurs de doctorats (les nouveaux adjoints) évoluent plus rapidement que les salaires des professeurs en poste.

Source: Fédération canadienne des doyens des Écoles d'administration du Canada.

**Liste des rapports déposés
au Comité des affaires académiques de la CREPUQ
par le Comité de suivi sur les programmes**

Rapport n° 1	Physique, mathématiques, informatique Octobre 2001 CUP : Rapport sectoriel n° 5	Rapport n° 10	Sciences de la Terre, de l'eau et de l'atmosphère Janvier 2003 CUP : Rapport sectoriel n° 7
Rapport n° 2	Études littéraires, langues et littératures modernes et études anciennes Décembre 2001 CUP : Rapport sectoriel n° 8	Rapport n° 11	Formation postdoctorale en médecine Décembre 2002 CUP : Rapport sectoriel n° 12
Rapport n° 3	Linguistique, traduction, français et anglais Décembre 2001 CUP : Rapport sectoriel n° 11	Rapport n° 12	Psychologie, psychoéducation, sexologie, travail social, animation sociale et culturelle, criminologie et gérontologie Janvier 2003 CUP : Rapports sectoriels n° 9, 13 et 23
Rapport n° 4	Philosophie et éthique Novembre 2001 CUP : Rapport sectoriel n° 21	Rapport n° 13	Architecture, design, aménagement, urbanisme et études urbaines Juin 2003 CUP : Rapport sectoriel n° 15
Rapport n° 5	Science politique, sociologie et disciplines apparentées, anthropologie, études féministes, sciences du loisir et récréologie Juin 2002 CUP : Rapport sectoriel n° 23	Rapport n° 14	Histoire, géographie, archivistique, bibliothéconomie, sciences de l'information, archéologie, démographie Juin 2003 CUP : Rapport sectoriel n° 16
Rapport n° 6	Communication, études et production cinématographiques Mai 2002 CUP : Rapports sectoriels n° 2 et 24	Rapport n° 15	Orthophonie et audiologie, ergothérapie, physiothérapie, sciences de la réadaptation, ergonomie, chiropratique, pratique sage-femme, podiatrie Mai 2003 CUP : Rapport sectoriel n° 17
Rapport n° 7	Génie Mai 2002 CUP : Rapport sectoriel n° 3	Rapport n° 16	Médecine dentaire, pharmacie et optométrie Mai 2003 CUP : Rapports sectoriels n° 20 et 17
Rapport n° 8	Théologie et sciences des religions Juin 2002 CUP : Rapport sectoriel n° 4		
Rapport n° 9	Biologie, chimie, biochimie, microbiologie, sciences biomédicales et sciences de l'environnement Décembre 2002 CUP : Rapport sectoriel n° 6		

Rapport n° 17 Éducation
CUP : Rapport sectoriel n° 10

Rapport n° 18 Éducation physique et sciences
de l'activité physique
CUP : Rapport sectoriel n° 18

Rapport n° 19 Arts visuels et médiatiques,
danse, art dramatique,
musique, enseignement des
arts, histoire de l'art et
muséologie
CUP : Rapports sectoriels n° 24
et 1

Rapport n° 20 Administration, économique
et relations industrielles
CUP : Rapport sectoriel n° 19

Rapport n° 21 Droit
CUP : Rapport sectoriel n° 21

Rapport n° 22 Sciences infirmières, santé
communautaire, épidémiologie,
hygiène du milieu et
gestion des services de santé
CUP : Rapport sectoriel n° 9

Rapport n° 23 Sciences de l'agriculture,
médecine vétérinaire,
nutrition, sciences des
aliments et sciences de la
consommation
CUP : Rapport sectoriel n° 22